



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 148 • NUMÉRO 010 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mercredi 27 janvier 2016

Présidence de l'honorable Geoff Regan

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 27 janvier 2016

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

• (1405)

[Traduction]

Le Président: Puisque nous sommes mercredi, nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par la députée de Portage—Lisgar.

[Les députés chantent l'hymne national.]

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

MAURICE STRONG

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, plus tard cet après-midi, de l'autre côté de la rue, on tiendra une célébration de la vie pour se rappeler et souligner les réalisations exceptionnelles de Maurice Strong.

Né en 1929 dans la petite localité d'Oak Lake, au Manitoba, Maurice a grandi dans les Prairies pendant la crise des années 1930. Inutile de décrire les difficultés que sa petite, mais tenace, famille a dû surmonter à cette époque. Maurice n'a pas pu faire d'études supérieures, mais, un jour, il a trouvé à ses pieds un petit bout de papier, qu'il a lu. Il y était question des Nations unies. Chose remarquable, il a alors décidé que, pour rendre service au monde, il allait devenir millionnaire et mettre ses talents au profit des autres.

Il a été secrétaire général de deux conférences mondiales des Nations unies et fondateur de l'ACDI et du Programme des Nations unies pour l'environnement. Il a également mis sur pied la Commission de la Charte de la Terre.

Nous soulignons la vie d'un Canadien remarquable, d'un citoyen du monde. Qu'il repose en paix.

* * *

• (1410)

ALLAN MACDONALD

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à Allan MacDonald, de Nine Mile Creek, à l'Île-du-Prince-Édouard, qui nous a quittés récemment.

M. MacDonald, qui avait 87 ans, était marié à sa chère Mary depuis 67 ans. Ils étaient les parents comblés et dévoués de huit enfants.

Allan a pêché pendant une soixantaine d'années dans les eaux du détroit de Northumberland. Membre actif de nombreux organismes de pêcheurs, dont l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard, il s'est vu décerner des distinctions pour avoir défendu les intérêts des pêcheurs à l'échelle locale, nationale et internationale. C'est en bonne partie grâce à Allan si les plans du pont de la Confédération ont été redessinés de manière à ce que les piliers comportent des pare-glaces brisant les écoulements glaciaires pour en réduire les effets sur la pêche. Mentionnons que cette caractéristique du pont a été soulignée dans le *National Geographic*.

Actif dans son milieu, Allan a fait du bénévolat toute sa vie. Il a notamment défendu la cause libérale dans sa province et au fédéral. Au service de la collectivité et de sa famille, il était fidèle et travaillant et il savait gagner la confiance des gens.

Nous offrons nos condoléances à sa famille et nous lui sommes reconnaissants de tout ce qu'il a accompli au cours de sa vie.

* * *

PARRY SOUND—MUSKOKA

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, dans ma première déclaration de député, je salue l'extraordinaire circonscription que je représente, Parry Sound—Muskoka, et en particulier, ses bénévoles et tous ceux qui appuient les organismes de bienfaisance.

Mes concitoyens sont généreux, et je vais en donner quelques exemples éloquentes, à commencer par Bobbie Orr, la fierté de Parry Sound, qui a annoncé qu'en mai il organiserait une soirée de reconnaissance pour rendre hommage aux jeunes chefs de file communautaires et souligner les bienfaits du sport chez les jeunes.

À Huntsville, Chris et George Gilley ont fait don à la fondation de l'hôpital de Huntsville d'une somme de 250 000 \$ destinée à la clinique de chimiothérapie.

Brock et Willa Napier, de Minett, ont remis 500 000 \$ à la fondation de l'hôpital de South Muskoka. Ils ont également fait un don de 750 000 \$ en vue de l'ouverture d'un centre de mieux-être à Port Carling.

Le festival d'hiver de Burk's Falls, qui a eu lieu ce mois-ci, a fourni l'occasion de fêter la mascotte du village, Pete l'Ours, incarnée avec amour par Ken McIntyre depuis 20 ans.

En décembre, la ligue de hockey de Muskoka Parry Sound a amassé près de 2 000 \$ en vue de la création d'un fonds de bourses d'études.

Ce ne sont là que quelques exemples de la nature généreuse des gens de Parry Sound—Muskoka. Je suis vraiment fier d'être leur député.

Déclarations de députés

[Français]

MARCEL BARBEAU

Mme Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec tristesse que je souligne aujourd'hui le décès de l'un de nos grands artistes, Marcel Barbeau, décédé le 2 janvier à l'âge de 90 ans. Peintre et sculpteur important, Officier de l'ordre du Canada, M. Barbeau a été un pionnier des arts abstraits au Canada. Il était signataire du *Refus global*, plaidant pour une grande liberté d'expression.

Ses oeuvres figurent dans de nombreuses collections privées et sont exposées dans des galeries publiques et des musées du monde entier, y compris le Musée des beaux-arts du Canada. Les artistes expriment l'essence même, voire l'âme de notre société.

M. Barbeau a été une voix importante pour nous tous. Il nous a aidés à voir qui nous sommes et ce que nous pouvons devenir.

* * *

[Traduction]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DÉDIÉE À LA MÉMOIRE DES VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

Le 27 janvier 1945, les soldats du premier front ukrainien de l'armée de l'Union soviétique ont franchi les portes des camps de la mort d'Auschwitz et de Birkenau et ont libéré les prisonniers qui s'y trouvaient. Il est important qu'aujourd'hui, 71 ans plus tard, nous le rappellions. Il est de notre devoir d'en témoigner pour les morts et les vivants.

Comme l'a dit Elie Wiesel, aujourd'hui, nous témoignons pour six millions de juifs, soit un tiers de la population juive, qui ont été tués, parmi d'innombrables autres victimes tuées en raison de leur race, de leur religion, de leur origine ethnique ou de leur orientation sexuelle. Nous, les Canadiens, devons en témoigner et agir contre l'intolérance raciale, ethnique et religieuse. Le Canada a été profondément marqué par les 40 000 survivants de l'Holocauste qui s'y sont établis après la guerre. Nous ne devons pas oublier leur histoire. Nous devons parler à nos enfants des victimes de l'Holocauste et continuer de lutter contre toute forme de discrimination.

Nous ne devons jamais oublier.

* * *

● (1415)

LA JOURNÉE DE L'ALPHABÉTISATION FAMILIALE

M. Randy Boissonnault (Edmonton-Centre, Lib.): Monsieur le Président, en ma qualité de président fondateur du Centre d'alphabétisation familiale, situé dans ma circonscription, Edmonton-Centre, je prends la parole pour souligner la Journée de l'alphabétisation familiale.

Les études démontrent que le foyer est le berceau de l'alphabétisation et que les parents et les membres de la famille sont les premiers et les meilleurs professeurs d'un enfant. Nous soulignons le travail essentiel des intervenants en alphabétisation familiale et nous les remercions de contribuer à rendre les familles plus épanouies et heureuses grâce à l'alphabétisation.

[Français]

La Journée de l'alphabétisation familiale a lieu le 27 janvier de chaque année, et elle vise à augmenter la sensibilisation à l'importance de lire et de participer à d'autres activités reliées à la littératie en famille. La littératie est le pont essentiel entre le potentiel et les possibilités, et la famille offre le lien fondamental qui permet l'acquisition de compétences en matière de lecture et d'écriture.

Monsieur le Président, je vous invite à souligner la Journée nationale de l'alphabétisation familiale avec moi et mes collègues.

* * *

[Traduction]

L'ADOPTION INTERNATIONALE

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Monsieur le Président, Wendy Malachan, de St. Albert, en Alberta, attend depuis plus de trois ans de pouvoir ramener au Canada sa fille Lajoie, qu'elle a adoptée en République démocratique du Congo. La seule chose qui l'en empêche est le refus de la RDC de délivrer un visa de sortie pour la fillette.

Le cas de Lajoie n'est pas unique. En effet, 16 enfants adoptés par des familles canadiennes attendent leur visa de sortie. Et voilà que le Parlement congolais étudie une mesure législative qui obligerait ces familles à attendre encore plus longtemps. Le temps presse.

J'exhorte respectueusement le premier ministre à décrocher le téléphone et à appeler le président Kabila pour lui demander d'émettre ces 16 visas de sortie.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

M. Darshan Singh Kang (Calgary Skyview, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole aux Communes, je tiens à remercier sincèrement les électeurs de Calgary Skyview de m'avoir choisi pour les représenter à Ottawa.

Je voudrais souligner le dévouement de Shelley Wark-Martyn au service du public. Après avoir été travailleuse sociale et infirmière, elle a commencé sa carrière en politique comme députée à l'Assemblée législative de l'Ontario. Elle a été ministre du Revenu de cette province de 1990 à 1993. En 1997, toujours sur la scène politique, elle a été élue conseillère municipale à Thunder Bay. En 2014 et 2015, elle a été présidente du Parti libéral de l'Alberta.

Mme Wark-Martyn mérite des éloges pour ses apports constants. Elle a oeuvré au sein de la Commission libérale féminine nationale pour encourager tous les Canadiens à devenir des partenaires égaux et des citoyens actifs dans la vie démocratique de notre pays. Son dévouement au service du public est une source d'inspiration et un exemple à suivre pour nous tous.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE DE L'ALPHABÉTISATION FAMILIALE

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de souligner aujourd'hui la Journée de l'alphabétisation familiale.

En raison de mon expérience en éducation, je sais que bon nombre de Canadiennes et de Canadiens au pays ont beaucoup de difficulté à trouver un emploi ou un poste offrant un salaire acceptable.

En Nouvelle-Écosse, environ 38 % des gens ont des difficultés sur le plan de l'alphabétisation et ils doivent suivre des cours pour adultes.

Il y a quelques semaines, j'ai eu l'occasion de travailler avec la directrice générale responsable de Literacy Nova Scotia, afin de distribuer des centaines de livres partout dans ma circonscription et en Nouvelle-Écosse.

Je termine en encourageant les parents à prendre 15 minutes chaque jour pour lire avec leurs enfants. Cela peut faire une énorme différence dans la vie de ces enfants.

* * *

LUCIE LAUZIER

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, c'est avec honneur et fierté que je représente tous les citoyens de la circonscription de Louis-Saint-Laurent ici, à la Chambre des communes.

Au cœur de ma circonscription, il y a la nation autochtone de Wendake. Il y a aussi la ville de L'Ancienne-Lorette et les quartiers municipaux de Val-Bélair, Lebourgneuf, Neufchâtel et Loretteville.

Je me permets de saluer plus particulièrement Mme Lucie Lauzier, 91 ans, de Loretteville. Cette dame aide des milliers de personnes bénévolement depuis 55 ans. Toute sa vie, elle a recueilli des denrées alimentaires et du linge pour les distribuer aux plus humbles d'entre nous, afin de les aider.

Mme Lauzier a commencé humblement ce travail chez elle, et son engagement était tellement efficace qu'elle a ouvert le comptoir La Luciole. Mais voilà qu'aujourd'hui sa santé l'empêche de poursuivre son oeuvre, et La Luciole doit fermer ses portes.

Je tiens à dire sincèrement que Mme Lauzier est pour tous les Canadiens un exemple de détermination et de réussite.

Merci, madame Lauzier!

* * *

•(1420)

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Rodger Cuzner (Cape Breton—Canso, Lib.): Monsieur le Président, en cette journée « Bell cause pour la cause », je prends la parole pour rendre hommage à une jeune femme exceptionnelle de ma circonscription, Becky Hanna, une fille joyeuse ayant de bons amis, une excellente étudiante et athlète de l'Université du Cap-Breton.

Sa vie était remplie de belles choses, sauf une: la boulimie, un trouble grave qu'elle a caché à sa famille et à ses amis pendant un an, une compulsion qui était davantage une dépendance et qui a enclenché un cycle de frénésies alimentaires suivies de purges, un cycle qu'elle n'a pu briser en dépit de tous ses efforts.

Certains jours, Becky se purgeait une ou deux fois, mais d'autres, elle le faisait sept ou huit fois. Cela a eu de lourdes conséquences sur son organisme et, surtout, sur son esprit.

Becky a compris qu'elle n'était pas seule et que sa condition n'était pas rare. Avec le soutien de sa famille et de ses amis, elle s'efforce tous les jours d'affronter ses démons.

Au nom de Becky, je demande à tous les députés d'aller consulter la page Facebook de Becky Hanna et de faire circuler sa vidéo au sein leur famille et auprès de leurs amis. Au nom de tous les

Déclarations de députés

parlementaires, je tiens à féliciter et à remercier cette jeune femme exceptionnelle d'avoir transmis ce message important.

* * *

LA SANTÉ

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est le Mois de la sensibilisation à la maladie d'Alzheimer.

La maladie d'Alzheimer a été désignée comme l'un des plus grands fléaux du XXI^e siècle sur le plan social et en matière de santé. Selon un récent sondage effectué par Nanos, 47 % des Canadiens croient qu'il est impossible de vivre avec cette maladie à cause des préjugés qui y sont associés. Les progrès réalisés en vue d'un traitement ont permis une amélioration de la qualité de vie, mais ce n'est pas suffisant.

Quelque 500 000 Canadiens vivent avec la maladie d'Alzheimer ou une maladie semblable. Ce chiffre doublera en une génération. Chaque année, la démence coûte à l'économie canadienne 15 milliards de dollars; d'ici 2038, ce coût atteindra 153 milliards de dollars. D'année en année, la maladie d'Alzheimer représente un lourd fardeau émotionnel pour les familles touchées.

Les signes précurseurs de la maladie d'Alzheimer sont la perte de mémoire, les objets égarés, les changements dans la personnalité et l'humeur, la désorientation dans le temps, la perte d'intérêt et la difficulté à exécuter des tâches.

Il est urgent d'investir dans la recherche pour pouvoir dépister la maladie de façon précoce et trouver un remède. Pour retarder l'apparition de la maladie d'Alzheimer, le dépistage précoce des facteurs de risque est essentiel.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DÉDIÉE À LA MÉMOIRE DES VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE

M. Garnett Genus (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, nous soulignons aujourd'hui la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, au cours duquel nous nous souvenons des six millions de Juifs et des nombreuses autres personnes qui ont été assassinés par les nazis.

Beaucoup de membres de ma famille font partie des victimes. Ma grand-mère, qui était à moitié juive et vivait en Allemagne à l'époque, a survécu, mais elle a perdu ses grands-parents, ses cousins et de nombreux amis.

Les membres de ma famille auraient pu quitter l'Allemagne plus tôt, mais ils y sont restés, car pour eux, il était impossible que des actes aussi odieux soient commis dans leur société civilisée.

Même si l'Holocauste nous rend mal à l'aise, il nous force à réfléchir au mal et à la façon de lutter contre celui-ci. Nous ne devrions jamais avoir peur de dire les choses telles qu'elles sont en ce qui concerne le mal. Le moment est venu d'être sincères lorsque nous disons « plus jamais ».

Il a fallu faire des sacrifices pour lutter contre le mal pendant la Seconde Guerre mondiale, et c'est encore ce qu'il faut faire aujourd'hui. Ma grand-mère a toujours été reconnaissante envers le Canada, qui était prêt à faire les sacrifices nécessaires à son époque.

Il est temps de montrer notre détermination lorsque nous disons « plus jamais ».

*Questions orales***LES RÉFUGIÉS**

Mme Karina Gould (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, à l'occasion de ma première déclaration de députée, je tiens à remercier les gens de Burlington qui m'ont appuyée en octobre dernier.

J'aimerais rendre hommage à deux personnes de ma circonscription, Burlington, dont la gentillesse et la générosité ont été pour moi une source d'inspiration dernièrement.

Norine Hider, une dame de 91 ans, a répondu à l'appel quand le gouverneur général a encouragé les Canadiens à accueillir chaleureusement les réfugiés syriens qui arrivaient en plein hiver canadien. Elle a recueilli 275 chandails grâce à son initiative « Des chandails pour les Syriens ».

Une autre de mes concitoyennes, Olivia Walker-Edwards, élève de 9^e année à l'académie Blyth, a eu l'idée d'organiser une marche de cinq kilomètres pour recueillir des fonds nécessaires à l'établissement d'une famille syrienne. La Marche pour les réfugiés organisée par Olivia a permis d'amasser plus de 3 000 \$ pour l'alliance pour les réfugiés de Burlington.

Ce ne sont là que quelques-uns des gestes accueillants que posent les Canadiens, dans leurs diverses collectivités, pour soutenir ceux qui en ont besoin.

Je remercie Norine, Olivia et tous les Canadiens qui se dévouent, d'une manière ou d'une autre, afin d'offrir aux réfugiés un accueil très chaleureux.

* * *

● (1425)

LES BILLETS DE BANQUE

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, en tant que députée de Nanaimo—Ladysmith et porte-parole du NPD en matière de condition féminine, j'appuie une pétition signée par 72 000 Canadiens de partout au pays qui demandent au gouvernement que les femmes soient représentées sur les billets de banque.

L'image des Célèbres cinq et de Thérèse Casgrain, qui ont lutté pour obtenir le droit de vote, paraissait autrefois sur l'un des billets de banque canadiens. Le gouvernement conservateur a remplacé leur image par un brise-glace.

L'an dernier, mes collègues néo-démocrates ont pressé le gouvernement de faire ce qui s'impose, c'est-à-dire reconnaître la contribution des Canadiennes à la construction de notre pays et à son histoire.

Il y a deux semaines, j'ai réitéré cette demande auprès du nouveau gouvernement et, selon les médias, le ministre des Finances est ouvert à cette idée.

J'exhorte les députés à faire tout leur possible pour que le rôle important des Canadiennes soit reconnu.

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, l'Alberta n'a pas connu des pertes d'emplois pareilles depuis 1982. Plus de 100 000 emplois ont disparu.

Durant la période des Fêtes, j'ai eu l'occasion et le privilège de parler avec de nombreux Albertains de ma circonscription. Ils m'ont clairement fait comprendre qu'ils se préoccupaient de leur présent et de leur avenir.

Les projets de pipelines nationaux ont été mis en veilleuse parce que le gouvernement libéral ne croit pas au secteur canadien de l'énergie.

Le premier ministre a promis aux jeunes Canadiens un brillant avenir et des emplois intéressants. Pourtant, sous le gouvernement actuel, le Canada traverse l'une des pires périodes de mises à pied de son histoire.

Cela affaiblit la classe moyenne, faisant perdre aux familles leur domicile, leur gagne-pain et leur espoir pour l'avenir. Chaque jour de retard dans la construction des pipelines fait perdre 50 millions de dollars à l'économie canadienne.

Au nom de tous les Canadiens, j'exhorte le premier ministre à arrêter de prendre des égoportraits et à se mettre au travail pour permettre la construction de ces pipelines.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DÉDIÉE À LA MÉMOIRE DES VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE

M. Michael Levitt (York-Centre, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous soulignons la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, ainsi que le 71^e anniversaire de la libération d'Auschwitz-Birkenau.

[Traduction]

Chaque année, nous devons continuer à nous recueillir et à nous souvenir de l'une des périodes les plus sombres de l'histoire: l'assassinat systématique commandé par l'État de six millions de Juifs durant la Seconde Guerre mondiale.

Chaque année, il reste de moins en moins de survivants pour raconter leur histoire et nous rappeler la valeur de la vie humaine. Leur histoire illustre bien la nécessité de la tolérance et de la compassion et le prix que nous payons lorsque nous fermons les yeux sur l'injustice et la haine.

Nous avons la responsabilité collective de garder vivante l'histoire de ces survivants en continuant à renseigner d'autres personnes sur l'Holocauste et sur le mal ayant motivé cette tentative d'extermination d'un peuple.

Après l'Holocauste, les pays du monde se sont réunis pour déclarer qu'une telle tragédie ne se reproduirait « jamais plus ». Aujourd'hui comme chaque jour, nous devons accorder une signification spéciale à ces mots en nous opposant activement à la haine, à l'injustice, à l'antisémitisme et au racisme et en refusant de nous taire devant un génocide.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, hier, Statistique Canada a annoncé que l'Alberta avait perdu plus d'emplois qu'au cours de n'importe quelle année depuis 1982. Beaucoup d'Albertains ne savent pas d'où viendra leur prochain chèque de paie. Ils ne savent plus comment ils vont pouvoir se nourrir ou se loger. Les familles au chômage ne sont pas heureuses et ne trouvent pas la situation rafraîchissante, comme l'a dit hier le ministre de Calgary.

Questions orales

Comment se peut-il que le gouvernement libéral soit aussi déconnecté des travailleurs albertains et de leur famille?

• (1430)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada se soucie beaucoup du sort des Albertains et des licenciements massifs qui s'opèrent dans la province, et il est conscient qu'ils ont besoin d'aide. Nous voulons nous associer à l'Alberta et aux municipalités de l'ensemble du pays qui éprouvent des difficultés réelles. Nous sommes impatients de présenter un plan historique d'investissement dans l'infrastructure qui stimulera la croissance et appuiera la classe moyenne au Canada, plan qui sera dévoilé par le ministre des Finances dans son prochain budget.

[Français]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les chiffres justifient le sentiment de désespoir que ressentent les travailleurs du secteur des ressources partout au pays.

Les familles sans travail ne se sentent pas rassurées ni contentes, comme l'a dit le ministre libéral de Calgary. Si la valeur de notre maison diminue tous les jours, on ne se sent pas non plus rassuré ou content, qu'on soit en Alberta, au Nouveau-Brunswick ou au Québec.

Pourquoi le premier ministre refuse-t-il d'agir et de dire aux travailleurs qu'il va se battre pour la création de nouveaux emplois?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est exactement ce que nous allons faire.

Nous avons été élus sur la base d'une plateforme dans laquelle nous nous sommes engagés à investir dans les communautés, à créer de la croissance pour la classe moyenne et à aider les Canadiens à créer des perspectives d'avenir partout au pays.

Nous pensons énormément aux gens de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador, qui souffrent en raison du prix du pétrole. Nous allons être là pour les aider, eux et tous les Canadiens, à l'aide notre budget qui s'en vient.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le chef suprême de l'Iran réclame sans cesse la destruction d'Israël. Le régime iranien est l'un des pires du monde pour ce qui est des atteintes aux droits de la personne. Pourtant, les libéraux disent qu'ils vont lever les sanctions canadiennes à l'égard de l'Iran. Pourquoi? Selon le ministre des Affaires étrangères, ce serait pour faire comme nos alliés. Or, nos alliés disent aussi catégoriquement que le Canada ne doit pas retirer ses CF-18 du combat contre le groupe État islamique.

Ma question à l'intention du premier ministre est la suivante: quand doit-on tenir compte de nos alliés et quand doit-on en faire fi?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que, grâce à l'entente du groupe P5+1 avec l'Iran, le monde est maintenant plus sûr. Nous continuerons de collaborer avec nos alliés pour veiller à la sécurité dans le monde et pour établir des relations avec l'Iran d'une manière responsable en soulignant le fait que ce pays à la fois viole les droits de la personne sur son territoire et commandite des actes de terrorisme à l'étranger. Nous devons établir des relations de manière respectueuse et responsable et c'est exactement ce que nous ferons.

[Français]

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, le plan libéral visant à abandonner les sanctions contre l'Iran renverse une position de principe.

L'Iran inflige d'horribles violations des droits de la personne à ses propres citoyens, notamment aux femmes et aux minorités religieuses. De plus, il supporte le terrorisme et parle régulièrement de la destruction d'Israël.

Pourquoi le gouvernement donne-t-il à l'Iran un laissez-passer et compromet-il les valeurs canadiennes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous allons continuer de travailler avec nos alliés pour être engagés de façon responsable dans le monde.

Nous savons très bien que l'Iran est une source de préoccupation, que ce soit en raison de son incitation au terrorisme, des violations des droits de la personne qu'il commet ou de ses ambitions nucléaires, lesquelles ont été mises de côté par cet accord historique.

Nous savons qu'un engagement responsable dans le monde est une façon d'assurer la sécurité et la protection de tous.

[Traduction]

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, tandis que le gouvernement s'acoquine avec l'Iran, nos alliés vont dans une tout autre direction. En effet, la France aurait demandé à l'Union européenne d'envisager l'imposition de sanctions additionnelles contre l'Iran à la suite des récents tests de missiles balistiques.

Comment le gouvernement peut-il alléger les sanctions au moment même où nos alliés sont apparemment en train de reconsidérer les leurs en songeant à les durcir?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous continuerons de collaborer avec nos alliés pour agir de manière responsable et amener l'Iran à cesser de violer les droits de la personne, à délaisser ses ambitions nucléaires et, bien sûr, à ne plus commanditer des actes terroristes partout dans le monde.

C'est par son engagement ferme et responsable que le Canada laisse depuis toujours sa marque dans le monde, et c'est ce que nous continuerons de faire de manière réfléchie et responsable.

* * *

• (1435)

[Français]

POSTES CANADA

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, après les 100 premiers jours au pouvoir des libéraux, les Canadiens commencent à se poser des questions. Ils se demandent où sont les actions concrètes promises pendant les élections. On n'a qu'à penser à leur promesse très claire sur Postes Canada. Je cite le premier ministre: « Au niveau de Postes Canada, nous nous engageons à [restaurer] le service à domicile ». »

Est-ce que le premier ministre est prêt aujourd'hui à nous répéter cette promesse ou est-ce qu'il va admettre qu'il a déjà renié sa parole?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous nous sommes engagés pendant la campagne électorale à instaurer un moratoire sur les changements que Postes Canada et l'ancien gouvernement ont amenés. Nous travaillons avec les Canadiens et nous allons travailler avec Postes Canada pour nous assurer que les Canadiens reçoivent les services dont ils ont besoin et qu'ils veulent avoir, et ce, de façon responsable. Nous allons travailler sur le dossier en respectant les Canadiens et surtout en menant des consultations, ce que l'ancien gouvernement ne faisait jamais.

* * *

[Traduction]

LES PENSIONS

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): À l'ère des égoportraits, monsieur le Président, les caméras sont partout. Le premier ministre a clairement été enregistré en train de faire cette promesse-là et non celle dont il vient de parler.

Citons, pour le plaisir, la plateforme du Parti libéral au sujet d'une autre promesse électorale: « Un gouvernement libéral rétablira à 65 ans l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse. » Le seul problème, c'est que les libéraux ont dit qu'ils allaient le faire immédiatement. Des centaines de milliers d'ainés vivent dans la pauvreté au Canada. Le gouvernement doit envoyer un message clair et montrer qu'il veut vraiment s'attaquer aux inégalités au Canada.

Je pose une question simple au premier ministre: quand va-t-il remplir sa promesse de ramener l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à souligner que l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse est déjà de 65 ans et que, grâce au gouvernement libéral, il le restera.

De plus, nos engagements visaient à rejoindre les aînés et à les appuyer, et c'est ce que nous ferons lorsque nous présenterons notre budget.

Nous sommes au pouvoir depuis 100 jours et nous sommes déjà très satisfaits de tout ce que nous avons accompli pour montrer aux Canadiens le réel changement dont ils ont besoin.

[Français]

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, pendant la campagne, les libéraux avaient promis d'agir pour que les Canadiens puissent avoir accès à une retraite décente. Trop d'ainés vivent dans la pauvreté au pays. L'âge de la retraite a été monté à 67 ans et cela ne va qu'empirer la situation et augmenter les inégalités dans l'avenir. J'essaie encore, parce qu'il a promis de le faire immédiatement: quand le premier ministre va-t-il corriger l'erreur des conservateurs et ramener l'âge de la retraite, pour l'avenir, à 65 ans comme il a promis de le faire? Va-t-il le faire, oui ou non?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rectifier les faits. Le gouvernement conservateur avait effectivement promis de repousser l'âge de la retraite à 67 ans, mais il n'a pas eu la chance de le faire. Il prévoyait le faire en 2023 et ne l'a pas fait tout de suite. Nous allons donc garder l'âge de la retraite à 65 ans comme promis. Mon cher collègue devrait vérifier les faits, avant de poser une question comme cela.

[Traduction]

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, les libéraux avaient aussi promis, dans leur programme électoral, d'augmenter les prestations des régimes de retraite du

Canada et du Québec, mais une fois arrivés au pouvoir ils manquent à leur promesse et font fi des Canadiens qui souhaitaient pouvoir prendre dignement leur retraite.

La première ministre de l'Ontario avait dit qu'elle renoncerait à son régime de pensions distinct si le fédéral bonifiait le RPC, mais elle vient d'annoncer qu'elle va donner suite à son projet. Le premier ministre a-t-il prévenu la première ministre qu'il allait briser sa promesse avant même de l'annoncer aux Canadiens?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis encore une fois content de rectifier les faits. Le ministre des Finances a rencontré tous les ministres des Finances du pays pour leur parler de la bonification du RPC, tel que nous l'avons promis.

L'Ontario s'était fermement engagé à faire avancer ce dossier, et il le fait tout en collaborant avec nous pour que nous puissions améliorer le RPC. Le ministre des Finances fédéral et les autres ministres des Finances du pays y travaillent très fort.

* * *

● (1440)

[Français]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Maxime Bernier (Beauce, PCC): Monsieur le Président, nous savons maintenant que Bombardier flaire les bonnes affaires et qu'elle tente de vendre ses avions en Iran.

Nous savons également que des membres des dirigeants de Bombardier ont rencontré des représentants du gouvernement, soit le ministre des Transports et le ministre des Affaires étrangères.

Ma question est bien simple. Le gouvernement peut-il assurer à la Chambre que Bombardier, ou toute autre compagnie, n'a pas été avertie que les sanctions allaient être annulées avant que cela devienne une position publique? Les libéraux ont-ils parlé en secret avec des entreprises pour...

Le Président: À l'ordre.

L'honorable ministre des Affaires étrangères a la parole.

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous avons parlé ouvertement de cette question durant la campagne électorale.

Le premier ministre s'est engagé à nous réengager avec l'Iran, et nous allons tenir cette promesse en relation étroite avec nos alliés, les yeux ouverts, comme le premier ministre l'a dit.

Voici une question à mon honorable collègue. Pourquoi travaille-t-il pour Airbus plutôt que pour Bombardier?

L'hon. Maxime Bernier (Beauce, PCC): Monsieur le Président, je rappelle à mon collègue que je suis député de Beauce; je travaille pour les Beaucerons et pour l'ensemble des Canadiens et j'en suis fier.

Questions orales

Nous travaillons et avons des positions de principe sur la scène internationale. Je me demande pourquoi ce gouvernement abandonne ses positions de principe contre l'Iran et pourquoi il abandonne les sanctions contre l'Iran. L'Iran n'a pas changé. L'Iran brime les droits humains de ses propres citoyens, punit les minorités religieuses et commandite le terrorisme.

Pourquoi les libéraux changent-ils de position et appuient-ils un État qui finance le terrorisme?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, le premier ministre a très bien répondu à cette question.

Toutefois, la question est la suivante: si le Canada était le seul pays à maintenir l'ensemble des sanctions face à l'Iran, puisque les autres laissent tomber un grand nombre de sanctions, cela ne serait même pas noté en Iran et cela frapperait terriblement l'industrie canadienne.

Je demande aux conservateurs de cesser de travailler pour les industries européenne et américaine, et de commencer à travailler pour l'industrie canadienne.

[Traduction]

Ils devraient défendre l'industrie canadienne, pour une fois.

M. Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, voici ce que le ministre des Affaires étrangères de Poutine a déclaré au sujet de l'occupation illégale de la Crimée par la Russie: « Nous n'avons rien à rendre. Nous ne discutons avec personne de notre retrait de la Crimée. Ce territoire appartient à la Fédération de Russie [...] »

Compte tenu du mépris flagrant de la Russie pour la souveraineté de l'Ukraine, pourquoi le ministre des Affaires étrangères envisage-t-il de lever les sanctions imposées au régime de Poutine?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement appuiera fermement l'Ukraine. Le gouvernement s'opposera toujours à l'invasion de l'Ukraine et à l'ingérence de la Russie en territoire ukrainien, et continuera à les dénoncer. Nous le ferons savoir très clairement au gouvernement russe. Voilà ce que nous ferons, voilà ce que je me ferai un plaisir de faire, car c'est ce que nous dictent nos liens d'amitié avec l'Ukraine.

M. Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le régime de Vladimir Poutine a ordonné l'invasion et l'occupation illégale du territoire ukrainien souverain. C'est un fait. Maintenant, notre ministre des Affaires étrangères s'acoquine avec l'envahisseur. Le ministre des Affaires étrangères pourrait-il expliquer pourquoi il abandonne nos amis ukrainiens? Pourquoi cède-t-il face à l'agresseur russe?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à cette question, et l'ai dit très clairement au président Poutine.

Le fait est qu'à la pire étape de la guerre froide, le Canada parlait à la Russie. Aujourd'hui, les États-Unis, les pays européens et le Japon parlent à la Russie. Dirait-il que tous ces pays laissent tomber l'Ukraine? En quoi notre refus de parler à la Russie, même au sujet de l'Arctique, aiderait-il l'Ukraine?

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, comme vous le savez, les sanctions que notre gouvernement conservateur a imposées à la Russie ont été très efficaces. Tellement, en fait, que le ministre des Affaires étrangères de Russie demande maintenant la normalisation des relations entre le Canada et le régime de Vladimir Poutine.

Le ministre des Affaires étrangères pourrait-il nous dire aujourd'hui si son gouvernement a l'intention de laisser tomber les sanctions contre la Russie au milieu de la nuit, comme il l'a fait dans le cas de l'Iran?

• (1445)

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est certainement capable d'exercer des pressions sur la Russie et de faire affaire avec elle quand c'est dans notre intérêt commun. Nous sommes en mesure de le faire, car notre politique étrangère cessera d'être idéologique et irrationnelle, et elle sera efficace pour nos alliés et les Canadiens.

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, Dafna Meir, une mère israélienne de 38 ans, a été poignardée à mort chez elle, devant ses trois enfants. Cette semaine, Shlomit Krigman, une jeune femme de 23 ans, a été tuée à coups de couteau alors qu'elle rendait visite à ses grands-parents.

Le département d'État américain a condamné la vague d'attaques meurtrières perpétrées contre des civils israéliens à l'instigation des dirigeants palestiniens. Cependant, hier, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que nous nous adonnions à de la politique partisane en lui demandant de condamner cette incitation à violence.

Pourrait-il expliquer cette remarque malheureuse?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le député a mal interprété mes paroles. J'ai dit le contraire. J'ai déclaré que nous condamnions les actes de violence contre le peuple israélien. C'est ce que nous ferons toujours. Le fait de laisser entendre que ce n'est pas le cas relève de la partisanerie.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Monsieur le Président, hier, le Tribunal canadien des droits de la personne a rendu une décision historique en statuant que le gouvernement a fait preuve de discrimination systématique contre les enfants autochtones. Il est temps de mettre en oeuvre la décision et de corriger cette injustice.

Ma question est simple et elle s'adresse au ministre des Finances. Le budget va-t-il comprendre les fonds nécessaires pour mettre fin à cette discrimination?

[Traduction]

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de son travail inlassable pour défendre les intérêts de son peuple, ainsi que de tous les enfants autochtones du pays.

Cette décision est vraiment importante, car elle aidera les Canadiens à comprendre l'injustice qui sévit depuis des années. Le prochain budget prévoira des investissements considérables afin que nous puissions tenter de réparer cette injustice.

* * *

LES NOMINATIONS GOUVERNEMENTALES

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, comme le dit Cindy Blackstock, les enfants autochtones canadiens attendent depuis trop longtemps d'obtenir justice et ils veulent que nous agissions maintenant.

Questions orales

Malheureusement, la discrimination systémique est encore aujourd'hui au coeur de la culture opérationnelle de divers ministères fédéraux. À titre d'exemple, Cindy Blackstock a découvert que Michael Wernick était l'un des principaux opposants à sa plainte pour atteinte aux droits de la personne. M. Wernick a également été réprimandé par un comité parlementaire parce qu'il traînait les pieds dans le dossier de la crise relative au bien-être des enfants.

Pour que la réconciliation soit réelle, les actes doivent être plus éloquentes que les paroles. Quel message le premier ministre envoie-t-il aux familles autochtones en nommant M. Wernick pour superviser l'ensemble de la fonction publique?

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député du travail qu'il accomplit au nom des Autochtones. Il doit toutefois comprendre que l'objectif premier de la fonction publique canadienne est la mise en oeuvre loyale des politiques gouvernementales. Un nouveau gouvernement est en place et le greffier du Conseil privé a les pleins pouvoirs pour mettre en oeuvre les mesures promises lors des dernières élections. C'est ce qu'il fera.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, contrairement à ce que les libéraux peuvent croire, l'Alberta traverse une crise économique. Des emplois se perdent à un rythme jamais vu avant ou, curieusement, depuis que les libéraux ont instauré le Programme énergétique national dans les années 1980.

Interrogé sur ces pertes d'emplois, le député de Calgary-Centre a eu l'air d'un libéral des années 1980. Il a déclaré que les gens à qui il a parlé ont trouvé que l'approche déficiente du premier ministre était « rafraîchissante ». Ce n'est certainement pas ce que j'entends des Albertains. Ils ne trouvent pas que perdre leur emploi et leur maison est rafraîchissant du tout.

Pourquoi le seul emploi dont le ministre semble se soucier est-il le sien?

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que des emplois se perdent partout au pays dans le secteur des ressources naturelles. La semaine dernière, nous étions au Nouveau-Brunswick, où des centaines d'emplois ont disparu dans une mine de potasse en raison du prix des produits de base.

L'Alberta tient à ce que le transport des ressources naturelles se fasse de façon viable, nous en sommes conscients. L'économie et la viabilité de l'environnement vont désormais de pair. Voilà où en est l'économie. Voilà la voie que nous allons suivre.

• (1450)

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, la position du gouvernement relativement aux pertes d'emplois en Alberta est pitoyable. Tout ce que le ministre des Finances a trouvé à dire, lorsqu'il s'est rendu à Calgary récemment, c'est qu'il était très sensible au fait que des Albertains perdaient leur emploi.

Hier, le ministre des Anciens Combattants a dit que les gens de Calgary étaient, et je cite, « heureux » que le gouvernement dont il fait partie soit aux commandes. Vraiment? Cent mille emplois ont disparu, et des gens perdent leur maison.

Les électeurs de ma circonscription, Lakeland, sont ingénieux, mais ils ne sont pas heureux de la situation.

Le ministre était-il sérieux? Pense-t-il vraiment que les Albertains sont heureux que le gouvernement dont il fait partie soit aux commandes?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes conscients de ce que l'évolution du prix du pétrole a eu de grandes répercussions en Alberta. Elle a eu de grandes répercussions dans d'autres provinces aussi.

Nous sommes déjà à l'oeuvre avec un plan qui va apporter un grand changement au pays. Nous avons d'abord appliqué des réductions d'impôt qui vont contribuer à améliorer la situation de neuf millions de Canadiens. Nous allons poursuivre avec des investissements dans les infrastructures qui auront des retombées majeures sur la croissance économique au pays. Nous voulons nous concentrer sur des mesures pouvant contribuer à améliorer la situation économique en Alberta et dans le reste du pays.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, le chômage connaît une hausse fulgurante en Alberta. Dans la circonscription de Red Deer—Lacombe, les gens risquent de perdre leur maison et leurs économies. Quelques-uns de mes concitoyens se demandent comment ils vont parvenir à payer l'épicerie et le loyer. Ils n'ont pas envie de se retrouver à la rue.

Malgré cela, le ministre des Anciens Combattants a qualifié hier cette situation d'époque rafraîchissante. Pense-t-il qu'il est rafraîchissant de perdre sa maison en Alberta au mois de janvier?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous savons qu'environ 1,8 million d'emplois au Canada dépendent du secteur des ressources naturelles. Bon nombre de ces emplois se trouvent en Alberta, où les pertes d'emploi sont nombreuses. Nous savons que c'est une situation extrêmement difficile.

Nous nous employons à inclure dans notre budget des mesures qui amélioreront la situation en Alberta, en Saskatchewan, à Terre-Neuve et ailleurs au pays, pour que nous puissions surmonter ce problème énorme.

Mme Kelly Block (Carlton Trail—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, les détails de la plateforme des libéraux ont chaque jour des effets de plus en plus dévastateurs pour l'économie canadienne. Nous avons récemment entendu les annonces du Canadien Pacifique et de WestJet. On observe un silence assourdissant de la part du gouvernement libéral en ce qui concerne les pertes d'emploi en Alberta et en Saskatchewan et les répercussions qui en découlent dans le secteur des transports.

Le député de Wascana continuera-t-il de ne rien dire ou se retroussera-t-il les manches pour stimuler l'emploi dans l'Ouest canadien?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous nous employons à aider les Canadiens de partout au pays, dans un contexte économique mondial défavorable. Nous accordons une attention particulière à l'aide dont ont besoin les gens qui vivent dans les régions de notre pays où les effets de la baisse des cours du pétrole se font particulièrement sentir.

Nous travaillons sans relâche pour cerner les priorités des Canadiens, de telle sorte que, dans notre budget, nous pourrions nous attaquer aux problèmes et aider les gens en Alberta, en Saskatchewan, à Terre-Neuve et dans le reste du pays.

Questions orales

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement n'a procédé à aucune consultation prébudgétaire au Parlement, comme c'est le cas d'habitude.

À la place, il utilise le site Web du Parti libéral pour consulter les gens et, sûrement par hasard, pour recueillir des données pouvant être utilisées pour la collecte de fonds à des fins partisans. L'économie est au ralenti, les pertes d'emplois se multiplient et 38 % de ceux qui cotisent à l'assurance-emploi ne peuvent y avoir accès.

Au lieu de se servir, le gouvernement peut-il venir en aide immédiatement à ceux qui sont dans le besoin et créer un seuil universel d'admissibilité à l'assurance-emploi de 360 heures?

[Traduction]

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, cette question me donne l'occasion de parler du plan du gouvernement visant à aider les Canadiens qui sont dans une situation difficile, particulièrement ceux en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve.

Nous avons promis de nous attaquer aux obstacles inhérents au régime d'assurance-emploi et nous le ferons très bientôt.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens veulent des réponses concernant les délais. Si les libéraux consultaient les Canadiens au sujet du budget, ils sauraient que la situation est difficile pour eux.

L'économie ralentit, mais seulement 38 % des chômeurs canadiens sont admissibles à l'assurance-emploi. Les Canadiens veulent des mesures concrètes dans leurs collectivités plutôt que des discours à des millionnaires en Suisse.

Le gouvernement élargira-t-il dès maintenant l'accès à l'assurance-emploi en créant un seuil universel d'admissibilité de 360 heures?

• (1455)

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, nous avons dit à tous les Canadiens que nous sommes en train de revoir le régime d'assurance-emploi, qui est foncièrement injuste. Il pénalise, en particulier, les personnes qui réintègrent le régime d'assurance-emploi ainsi que les nouveaux demandeurs. Nous avons l'intention, comme promis, de régler ce problème le plus tôt possible.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Borys Wrzesnewskyj (Etobicoke-Centre, Lib.): Monsieur le Président, en envahissant et en annexant la Crimée par la force militaire et en envoyant continuellement des soldats et de l'équipement militaire létal dans le Donbass, le Kremlin a non seulement violé les frontières européennes, mais a aussi rompu tous les accords internationaux sur l'inviolabilité des frontières.

Récemment, le premier ministre a clairement exprimé la position du Canada au président de la Russie. Le ministre des Affaires étrangères peut-il faire part à la Chambre de la position du gouvernement sur l'occupation illégale continue du territoire ukrainien par la Russie?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le voyage en Ukraine que je planifie depuis

un moment aura lieu dans quatre jours. Je suis très heureux de m'y rendre pour exprimer l'appui indéfectible du Canada envers l'Ukraine à son gouvernement, pour exprimer notre profond désaccord avec l'invasion et l'interférence du gouvernement russe en Ukraine et pour dire que nous ne tolérerons aucune insulte de la part d'un ministre russe à l'égard de la communauté ukrainienne du Canada.

Nous devons beaucoup aux Canadiens d'origine ukrainienne et nous les appuierons toujours.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Michelle Rempel (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le Sénat des États-Unis tiendra une audience portant sur la procédure accélérée d'accueil des réfugiés du Canada, les questions qui restent sans réponse à ce sujet et les répercussions d'une telle initiative sur la sécurité nationale des États-Unis. Nous croyons savoir que des représentants du gouvernement ont été invités à participer à l'audience, mais qu'ils ont décliné l'offre.

Le ministre peut-il expliquer aux Canadiens pourquoi les libéraux ont décliné cette invitation, qui est l'occasion toute désignée de faire preuve de transparence et d'ouverture et de rendre des comptes?

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement fait preuve de transparence et d'ouverture à la Chambre et il lui rend des comptes. Nous sommes au Parlement du Canada, et c'est ici que nous répondons aux questions, comme celles portant sur la sécurité au Canada.

Nous avons mis en place divers contrôles de sécurité pour garantir la réussite de notre projet d'accueil de réfugiés venant de la Syrie. Le programme fonctionne bien et, en fait, il donnera des résultats dont les Canadiens pourront être très fiers.

L'hon. Michelle Rempel (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je suis convaincue que nos alliés du Sud trouveront cette réponse très intéressante.

Je la trouve moi-même très intéressante, car je crois que mon collègue l'ancien président du Conseil du Trésor a témoigné devant un comité sénatorial en juin dernier. J'aimerais donc lui poser la question suivante. Puisque le gouvernement du Canada a encore le temps d'envoyer un représentant à cette audience, le ministre peut-il expliquer aux Canadiens pourquoi il crée un précédent et nous dire ce qu'il essaie de cacher aux citoyens canadiens et à nos alliés américains?

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons absolument rien à cacher, car nous avons fourni tous les renseignements nécessaires au département de la Sécurité intérieure des États-Unis et à l'ambassadeur des États-Unis au Canada, et nous communiquons directement avec la Maison-Blanche. Nos alliés comprennent très bien le type de contrôles de sécurité que nous avons mis en place, notamment les entrevues personnelles menées par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et la collecte de données biométriques, qui sont ensuite comparées à celles des bases de données internationales, pour veiller à ce que ce projet soit mené à bien en toute sécurité. Une initiative humanitaire de cette envergure fait honneur au Canada.

*Questions orales***L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

M. Bob Saroya (Markham—Unionville, PCC): Monsieur le Président, il y a des réfugiés syriens qui vivent entassés dans des logements temporaires depuis des semaines. Ils ont dit que le gouvernement communique rarement avec eux.

Nous avons également appris que des Canadiens à faible revenu se sont fait demander de quitter leur logement pour faire de la place à des réfugiés syriens.

Puisque les réfugiés sont des personnes, et non des chiffres dans un bilan, le ministre présentera-t-il des excuses aux Canadiens et aux réfugiés pour son incapacité à fournir des logements à long terme aux réfugiés syriens?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je puis assurer au député et aux Canadiens que la vaste majorité des réfugiés sont très heureux d'être dans ce pays, comme ils l'ont dit aux médias et à moi-même.

Puisque nous accueillons des milliers de Néo-Canadiens, il est vrai que tout ne sera pas toujours parfait, et qu'il y a dans des hôtels certains problèmes que nous nous employons à résoudre. Cependant, il est parfaitement normal que les réfugiés passent quelques semaines dans des hôtels avant d'être logés de façon permanente. L'ensemble des travailleurs, des Canadiens, des ordres de gouvernement et des bénévoles font un travail fantastique.

• (1500)

M. Bob Saroya (Markham—Unionville, PCC): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté a déclaré ceci: « Est-ce que nous traitons les Syriens différemment de ceux qui viennent d'autres régions? La réponse est oui. »

Le ministre peut-il confirmer que c'est l'approche adoptée par le gouvernement, et peut-il préciser si ce traitement différent consiste à entasser les gens dans des logements temporaires pendant des semaines?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, partout au pays, les Canadiens accueillent des réfugiés syriens à bras ouverts.

Les réfugiés sont logés rapidement. Il est vrai qu'ils passent du temps dans des hôtels. Cela fait partie du processus normal. Il est également vrai que les demandes d'asile provenant d'autres pays sont traitées comme prévu.

Les Canadiens peuvent avoir l'assurance que cette opération est un franc succès, et qu'il y aura bientôt 25 000 nouveaux Canadiens sur notre territoire.

* * *

LA SANTÉ

Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens sont fiers de leur système de santé public.

L'un des principes fondamentaux de ce système, c'est que tous ont accès aux soins de santé, peu importe leur capacité de payer. Bien que les frais modérateurs, payés par l'utilisateur, soient illégaux en vertu de la Loi canadienne sur la santé, la Saskatchewan permet maintenant aux gens qui en ont les moyens d'avoir accès à des services privés d'imagerie par résonance magnétique.

Pourquoi la ministre de la Santé n'intervient-elle pas? Fera-t-elle le nécessaire pour faire respecter la Loi canadienne sur la santé en

Saskatchewan et partout au pays, et pour mettre fin à ces paiements pour des services privés?

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de fournir plus de précisions à la Chambre au sujet des rencontres très productives que j'ai eues, la semaine dernière, avec tous les ministres de la Santé provinciaux et territoriaux.

Pendant nos discussions, nous avons notamment réitéré notre engagement envers la Loi canadienne sur la santé. Comme la députée d'en face le sait, c'est l'une des bases fondamentales du système qui fait notre fierté. L'un des éléments dont je suis le plus fière, c'est que nous tenons à ce que les Canadiens puissent toujours avoir accès aux soins appropriés, et ce, en fonction de leurs besoins et non de leur capacité de payer. Nous ferons l'impossible pour maintenir la Loi canadienne sur la santé.

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, il faut plus que des discussions, il faut des mesures pour préserver l'accessibilité aux soins de santé au pays. Des milliers de Québécois ont dénoncé la légalisation des frais accessoires au Québec: 300 \$ pour des gouttes ophtalmologiques, 500 \$ pour une coloscopie, et ainsi de suite. Il est inacceptable que les moyens déterminent l'accès aux soins.

Quelles actions — je dis bien « actions » — la ministre va-t-elle prendre pour assurer à tous les Québécois le même accès aux soins de santé, peu importe leur revenu?

[Traduction]

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravie que la députée d'en face soit déterminée à faire le nécessaire pour que les Canadiens aient accès aux soins dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. J'appuie cet engagement.

L'un des aspects essentiels de mon travail avec mes collègues consiste à établir de solides relations avec eux. Je peux annoncer avec fierté que c'est chose faite.

Je poursuivrai ma collaboration avec les ministres de la Santé de partout au pays, donc du Québec, des autres provinces et des territoires, dans le but de régler les problèmes qui préoccupent les Canadiens.

* * *

LES NOMINATIONS GOUVERNEMENTALES

M. Chris Warkentin (Grande Prairie—Mackenzie, PCC): Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Premièrement, je me demande si le ministre pourrait confirmer à la Chambre que la commissaire à l'éthique a autorisé sa chef de cabinet à occuper son nouveau poste. J'aimerais aussi qu'il confirme à la Chambre si, oui ou non, sa nouvelle chef de cabinet a reçu les attestations de sécurité de la GRC nécessaires pour faire son travail.

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, ma chef de cabinet est hautement qualifiée pour son poste et est résolue à défendre les intérêts de l'ensemble du secteur agricole et de la population canadienne.

Elle suit les lignes directrices énoncées par la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique et se conformera pleinement à toute recommandation formulée par la commissaire, qui est impartiale.

Questions orales

● (1505)

M. Chris Warkentin (Grande Prairie—Mackenzie, PCC): Monsieur le Président, j'en déduis que la réponse est non.

La seconde question très directe que je poserai au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est celle de savoir s'il est au courant de quelque accusation criminelle antérieure à l'endroit de sa chef de cabinet qui pourrait laisser croire aux Canadiens qu'elle ne convient pas au poste auquel elle a été nommée.

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier du fait qu'elle ait beaucoup d'expérience dans le secteur agricole, qu'elle soit un pilier de sa collectivité et qu'elle soit très engagée à l'égard de l'agriculture. Comme tous les députés le savent, tous les renseignements pertinents seront publiés sur le site Web du Commissariat à l'éthique.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, un candidat libéral en Alberta avait affirmé que la construction de pipelines au Canada faisait de ce dernier le réservoir de pétrole sale des États-Unis. Ce candidat est maintenant chef de cabinet de la ministre de l'Environnement. Un autre candidat libéral du Québec voulait, quant à lui, que l'Ontario abandonne peu à peu le secteur manufacturier. Ce candidat est le premier ministre du Canada.

Pourquoi le gouvernement libéral s'oppose-t-il aux sables bitumineux dans l'Ouest, au projet Énergie Est et au secteur manufacturier ontarien?

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous comprenons qu'il est important pour l'avenir de notre économie d'avoir un secteur des ressources naturelles très solide. Nous devons aussi veiller à ce que ces projets de pipelines permettent l'acheminement de gaz ou de pétrole jusqu'aux côtes et aux marchés d'exportation. Investis de la confiance du public, nous nous engageons auprès des Canadiens à respecter ce mandat important grâce à un processus d'évaluation environnementale rigoureux.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

Mme Eva Nassif (Vimy, Lib.): Monsieur le Président, comme le savent mes collègues, aujourd'hui a lieu la journée Bell cause pour la cause. Cette initiative a vu le jour il y a six ans pour sensibiliser les gens au sujet des enjeux de santé mentale. Les Canadiens savent que nous devons prendre soin de notre santé mentale tout comme de notre santé physique.

La ministre de la Santé peut-elle nous offrir une mise à jour sur l'engagement du gouvernement envers l'amélioration de la santé mentale des Canadiens?

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, en tant que médecin de famille et ministre de la Santé, je me suis engagée à travailler avec nos partenaires afin d'améliorer la santé mentale des Canadiens et de rendre ces services plus accessibles. Notre gouvernement fait de la santé mentale une priorité, et nous continuerons nos investissements pour promouvoir une santé mentale saine et contribuer à la prévention de la maladie mentale et du suicide.

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Alupa Clarke (Beauport—Limoilou, PCC): Monsieur le Président, à ce jour, nous attendons encore que les promesses faites par les libéraux en ce qui a trait aux anciens combattants se concrétisent. Parallèlement, il est important de préciser que les nouvelles mesures promises seront financées à même des déficits annuels répétitifs.

Comment le ministre des Anciens Combattants entend-il assurer la viabilité à long terme de ces promesses alors que le gouvernement prévoit faire des déficits structurels?

[Traduction]

L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants, Lib.): Monsieur le Président, j'ai reçu un ferme mandat du premier ministre en ce qui a trait au dossier des anciens combattants. Nous avons pris 15 engagements différents envers les anciens combattants afin qu'ils puissent recevoir les soins, la compassion et le respect qu'ils méritent pour avoir servi notre pays, que ce soit en leur offrant davantage de perspectives d'emploi et de possibilités d'éducation ou en améliorant les chances de réussite de leur famille. C'est ce que nous avons promis, et nous tiendrons cette promesse.

* * *

L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD): Monsieur le Président, la Cour d'appel de l'Ontario vient de déclarer que l'accord de bradage secret signé entre les conservateurs et la U.S. Steel Canada Inc. pouvait être rendu public.

Voilà des années que les métallurgistes de la ville d'Hamilton luttent pour le dévoilement de cet accord. Celui-ci est plus crucial que jamais, étant donné les procédures de faillite en cours et l'incertitude quant à la sécurité de la retraite de 20 000 travailleurs et retraités.

Maintenant qu'il n'est plus possible de se cacher derrière les tribunaux, le premier ministre honorera-t-il sa promesse de dévoiler l'accord et de défendre enfin les intérêts des travailleurs et des retraités?

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est au courant de la décision de la Cour rendue hier matin. Nous prenons le temps de l'étudier et nous suivrons volontiers les recommandations qui y sont énoncées.

* * *

● (1510)

[Français]

L'EMPLOI

M. Dan Vandal (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Monsieur le Président, les organismes à but non lucratif de nos communautés préparent déjà leur programmation d'été et ils passeront bientôt à l'embauche d'employés pour la période estivale.

La ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail peut-elle confirmer quels programmes sont disponibles pour les organisations à but non lucratif et pour les petites entreprises?

Affaires courantes

[Traduction]

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, je suis fière d'annoncer au député de Saint-Boniface—Saint-Vital que nous prenons des mesures pour augmenter le nombre d'emplois étudiants. En fait, ils sont accessibles aux organismes à but non lucratif et aux petites entreprises. Les petites entreprises sont l'une des priorités nationales du programme Emplois d'été Canada, ce qui n'est pas courant. Allons-y: embauchons des étudiants et donnons-leur l'expérience de travail dont ils ont besoin.

* * *

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord remercier la ministre de m'avoir souhaité un joyeux 39^e anniversaire, hier. Il n'y a pas lieu, cependant, de la remercier de la réponse qu'elle m'a donnée quand je lui ai demandé pourquoi le gouvernement ne comptait pas tenir de référendum. Elle a dit que la discussion « sera complexe et qu'il ne suffira pas de répondre par oui ou par non ». Le gouvernement peut bien caractériser comme bon lui semble ses activités de consultation, mais lorsqu'elles seront terminées, il devra rédiger une loi encadrant son nouveau système électoral.

La ministre pourra répondre à la question suivante par oui ou par non. Entend-elle proposer son projet de loi aux Canadiens sous la forme d'un référendum, oui ou non?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse que le député d'en face soit né et je tiens à l'assurer de mon intention de travailler d'arrache-pied avec mon collègue, le leader du gouvernement à la Chambre, pour convoquer un comité parlementaire chargé d'examiner toute une gamme d'options en matière de réforme électorale; il serait peu judicieux de déterminer d'avance le résultat du processus de consultation.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. Simon Marcil (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, nous apprenions récemment que, durant la dernière année, 257 fermes laitières avaient été forcées de mettre la clé dans la porte sur le territoire national du Québec. Deux cent cinquante-sept fermes, ce n'est pas rien! Il s'agit de familles, d'hommes et de femmes qui sont essentiels au développement des régions. C'est maintenant que nos producteurs laitiers ont besoin du soutien du fédéral.

Le ministre va-t-il s'attaquer dès maintenant au volume grandissant d'importations de protéines laitières?

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Cela va sans dire, monsieur le Président: il est toujours regrettable d'apprendre qu'une exploitation agricole ait dû fermer boutique pour des raisons financières, mais il y a eu beaucoup d'amalgamations. J'assure au député et à la Chambre que le gouvernement appuie sans réserve la gestion de l'offre.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de M. Achim Steiner, secrétaire général adjoint des Nations unies.

Des voix: Bravo!

Le Président: Je voudrais aussi signaler aux députés la présence à la tribune de l'honorable Daryl Reid, Président de l'Assemblée législative du Manitoba, et de l'honorable David Laxton, Président de l'Assemblée législative du Yukon.

Des voix: Bravo!

Le Président: Je voudrais également signaler aux députés la présence à la tribune de l'honorable Paula Biggar, ministre des Transports, de l'Infrastructure et de l'Énergie de l'Île-du-Prince-Édouard, et de l'honorable Geoff MacLellan, ministre des Transports et du Renouveau de l'infrastructure de la Nouvelle-Écosse.

Des voix: Bravo!

Le Président: Enfin, je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de M. Mohamed Fahmy, journaliste canadien, qui est rentré récemment d'Égypte.

Des voix: Bravo!**AFFAIRES COURANTES**

• (1515)

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je suis très honorée de prendre la parole devant la Chambre aujourd'hui pour parler de l'accord historique qui a été adopté par plus de 195 pays lors de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui a eu lieu en décembre à Paris.

J'aimerais tout d'abord rendre hommage à un grand Canadien, M. Maurice Strong, qui nous a quittés trois jours avant le début de la COP21. Maurice Strong a eu une grande influence sur la politique mondiale en matière d'environnement. Il voyait le monde au-delà des frontières. Il voyait un monde où les ressources sont l'héritage de toute l'humanité. L'exemple de son leadership, sa détermination et sa vision nous ont guidés et inspirés lorsque nous étions à Paris.

[Traduction]

Pour la première fois de l'histoire, les principales puissances économiques du monde – celles déjà établies et celles en voie de développement – ont reconnu la menace que posent les changements climatiques. Au total, 195 pays ont conclu un accord ambitieux et équilibré afin de lutter contre les changements climatiques. Pour la première fois, tous les pays se sont engagés à contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Cette entente est un grand pas en avant. Les Canadiens peuvent être très fiers du rôle déterminant que le Canada a joué dans la conclusion de cet accord historique de lutte contre les changements climatiques.

Affaires courantes

[Français]

Les changements climatiques sont réels et se produisent maintenant. Ils constituent l'un des grands défis de notre génération. Les Canadiens le savent. Partout au pays, nous constatons les réels effets des changements climatiques. Que ce soit les feux de forêt en Colombie-Britannique, les inondations en Alberta, l'érosion des côtes de l'Île-du-Prince-Édouard ou la fonte des glaces dans le Nord, les signes ne trompent pas et sont réels. Les peuples autochtones sont parmi ceux qui vivent déjà des bouleversements importants sur leur mode de vie. Des hivers plus chauds raccourcissent l'utilisation des routes hivernales, isolant de nombreuses communautés et diminuant leur qualité de vie. Les habitudes de la faune se transforment, ce qui a un grand impact sur les modes de vie traditionnels reliés à la chasse. Voici pourquoi notre gouvernement est déterminé à relever le défi en prenant des mesures concrètes ici même, dans notre pays.

À Paris, le Canada a présenté un front uni et il a démontré son engagement à agir et à jouer un rôle de leader mondial actif dans la lutte contre les changements climatiques. En fait, notre délégation comptait des premiers ministres provinciaux et territoriaux, des maires et des chefs autochtones. Elle comprenait aussi de jeunes Canadiens, des représentants d'ONG environnementales, des entrepreneurs et des investisseurs. Notre délégation comptait aussi des députés de tous les partis représentés à la Chambre. Nous devons maintenant garder cet esprit de coopération pour réaliser nos ambitions nationales dans la lutte contre les changements climatiques.

Nous avons l'occasion incroyable de bâtir une économie durable. La lutte contre les changements climatiques ne comporte pas seulement la réduction des émissions de carbone. Elle comprend aussi la création d'une économie propre et de l'avenir. Nous devons saisir cette opportunité dès maintenant.

● (1520)

[Traduction]

Nous pouvons et nous allons lutter contre les changements climatiques sans sacrifier notre croissance et notre prospérité. Les pressions que nous exerçons à l'échelle mondiale en faveur d'une économie à faible émission de carbone engendreront des innovations, favoriseront la création d'entreprises et stimuleront la croissance et la prospérité.

Le Canada a la chance de posséder d'abondantes et d'incalculables ressources naturelles. De l'énergie aux métaux, en passant par les minéraux et les forêts, nos ressources naturelles sont et seront toujours essentielles à l'économie de notre pays.

Au XXI^e siècle, l'avenir de notre économie et de notre prospérité doit reposer sur le principe selon lequel l'économie et l'environnement vont de pair.

Le Canada a la chance de pouvoir compter sur des esprits brillants et dynamiques pour améliorer les choses et donner l'exemple au monde entier par ses idées nouvelles et novatrices. Plus nous perfectionnerons les technologies et ferons preuve d'ingéniosité dans le secteur des ressources naturelles, plus notre économie sera diversifiée et stable. Le moment est venu d'innover, d'investir et de faire croître les collectivités du Canada pour aider les citoyens d'aujourd'hui et de demain tout en luttant contre la pollution.

Les économies du monde entier prennent le virage vers une croissance plus écologique et plus durable, et le Canada doit suivre le rythme s'il veut pouvoir soutenir la concurrence sur la scène mondiale. Il y a d'importants débouchés pour l'exportation des technologies vertes et du savoir canadiens, et la demande ne fera

qu'augmenter. En Inde seulement, la croissance verte demandera des investissements de 2,5 billions de dollars.

Il y a d'énormes débouchés dont il faut tirer profit. C'est pour cette raison que le premier ministre, quelques collègues et moi-même étions au Forum économique mondial, la semaine dernière, afin de défendre les intérêts du Canada, de promouvoir les entreprises canadiennes et de tout faire pour attirer de nouveaux investissements au Canada.

Le gouvernement du Canada doublera ses investissements dans les technologies vertes au cours des cinq prochaines années. Ces investissements stratégiques nous aideront à lutter contre les changements climatiques et à créer de bons emplois pour les gens de la classe moyenne. En investissant dans les projets d'infrastructures écologiques, nous ferons croître notre économie de façon durable tout en protégeant la population contre les pires effets des changements climatiques.

Nous avons de grandes ambitions pour le Canada, mais nous avons aussi du pain sur la planche. Je trouve toutefois fort stimulant le leadership des provinces et des territoires, qui ont joué, au pays, un rôle de premier plan dans la lutte contre les changements climatiques. Désormais, les mesures que nous prendrons s'appuieront sur les initiatives des provinces.

Le gouvernement fédéral est maintenant résolu à travailler en étroite collaboration avec les provinces et les territoires de même qu'avec les peuples autochtones. Les Canadiens ont voté pour un gouvernement qui comprend que l'économie et l'environnement vont de pair. En 2016, c'est une attitude responsable et c'est la seule façon dont nous assurerons notre prospérité collective et notre avenir.

● (1525)

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je remercie la ministre de ses observations au sujet de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques qui a eu lieu à Paris. C'est la première occasion que j'ai de lui souhaiter la bienvenue et de lui offrir mes vœux de succès dans ses fonctions.

Je me réjouis de constater que le nouveau gouvernement maintiendra la cible nationale fixée par les conservateurs, soit une réduction, d'ici 2030, des émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport aux niveaux de 2005. C'est un objectif ambitieux, et il faudra travailler beaucoup pour l'atteindre dans les délais prescrits.

Cela dit, et malgré le discours éminemment inclusif et positif que la ministre a prononcé, je lui rappellerai quelques-uns des défis bien réels qu'elle aura à relever.

La ministre a évidemment raison de souligner que les Canadiens ressentent les effets des changements climatiques, notamment ici même, au Canada, et surtout dans les régions du Nord.

C'est exactement la raison pour laquelle nous sommes préoccupés par l'un des tout premiers gestes posés par le gouvernement après les élections, geste qui a fait l'effet d'une bombe parmi les Canadiens.

À la surprise générale, le premier ministre a annoncé, sans avertissement ni consultation, qu'il allait investir plus de 2 milliards de dollars supplémentaires puisés dans les fonds publics dans des initiatives de lutte contre les changements climatiques, non pas au Canada, mais à l'extérieur du pays, à l'étranger. J'insiste, plus de 2 milliards de dollars.

Affaires courantes

Cette somme est dépensée à l'étranger sans qu'ait été dressé un plan sur les changements climatiques, sans savoir précisément qui recevra ces fonds et sans avoir aucune garantie que l'argent sera utilisé comme prévu. Qu'est-il advenu de l'engagement de la ministre, qui disait vouloir relever ce défi au moyen de mesures concrètes, ici au Canada?

Je tiens à préciser que nous sommes conscients que le Canada est tenu d'aider les pays moins bien nantis de notre monde, et notre pays a toujours fait sa part. Cependant, le gouvernement donne des milliards de dollars aux Nations unies et à d'autres organismes sans consulter les Canadiens, sans mécanisme clair de surveillance, sans réel contrôle sur la façon dont l'argent sera dépensé. Qu'en est-il de la transparence dont se vantent le premier ministre et son gouvernement?

Nous estimons que, à l'heure actuelle, le gouvernement devrait investir au Canada avant tout, dans le cadre d'un plan défendable clairement établi, afin de relever nos propres défis environnementaux, plutôt que de lancer de l'argent à des organismes étrangers non élus qui, souvent, ne sont pas tenus de rendre des comptes. Les Canadiens méritent mieux.

La ministre a eu raison de souligner le passage du discours du Trône du mois dernier qui dit que la protection de l'environnement et la croissance de l'économie vont de pair. Mais elle a omis de répéter la promesse qui se trouve dans le texte: « En travaillant ensemble, le gouvernement continuera d'assurer un leadership alors que le Canada travaille à mettre un prix sur le carbone [...] ».

Lorsque la ministre a profité de sa déclaration d'aujourd'hui pour vanter fièrement les folles dépenses du gouvernement pour des projets d'énergie verte à l'étranger, j'aurais aimé qu'elle nous parle de l'évidence qui crève les yeux et qu'elle nous dise quel fardeau additionnel elle compte imposer aux entreprises et aux consommateurs canadiens.

Quel prix additionnel mettra-t-elle sur le carbone? Quelle dévastation a-t-elle l'intention de faire subir aux vaillantes familles canadiennes, à un moment où notre économie doit affronter de forts vents contraires? Combien d'autres Canadiens perdront leur emploi à cause de ses politiques? Ne voit-elle pas la détresse dans laquelle se trouve notre secteur de l'énergie?

Voilà les questions auxquelles la ministre a refusé de répondre aujourd'hui. Est-ce ainsi que doit se comporter un véritable chef de file? Où est la transparence? C'est pourtant un principe auquel le gouvernement libéral dit adhérer avec ferveur, de même que celui de l'inclusion. Alors, je suis perplexe de voir qu'elle n'a pas même pas fait allusion à ces questions fondamentales aujourd'hui.

Oui, nous devons, comme le dit la ministre, travailler dans un esprit de collaboration pour lutter contre les changements climatiques, mais nous ne pourrions pas très bien collaborer si elle dépense des milliards de dollars de l'argent des contribuables sans avertissement ni consultation, et si elle fait abstraction des propositions de politique environnementale plus sérieuses contenues dans le discours du Trône du gouvernement, y compris le plan pour fixer le prix du carbone.

La ministre n'a pas mentionné non plus le travail entrepris avec nos homologues nord-américains. Je m'étais réjoui de la voir faire de la collaboration avec nos amis américains et mexicains une priorité alors que nous tentons d'harmoniser nos politiques en matière de changements climatiques avec celles de nos partenaires nord-américains. C'était aussi la politique du gouvernement précédent, qui reconnaissait que nous ne pourrions conserver la place et la compétitivité du Canada dans le secteur nord-américain de la

production énergétique que si nos initiatives sur le climat sont harmonisées avec celles de ces partenaires.

La ministre n'aurait-elle pas pu profiter de l'occasion pour nous parler des progrès réalisés sur le plan des initiatives conjointes de réglementation? Ces initiatives n'ont-elles pas été abordées à la COP21, à Paris, lorsque le premier ministre a festoyé avec près de 400 délégués canadiens aux frais des contribuables?

• (1530)

N'a-t-on pas discuté de ces initiatives conjointes nord-américaines à Davos, où le premier ministre a frayé avec la jet set internationale? Bien que le premier ministre ait utilisé son temps à Davos pour promouvoir avec arrogance l'ingéniosité des Canadiens, il a aussi manifesté un mépris total pour notre secteur des ressources naturelles en dépréciant et en niant avec désinvolture le rôle capital que le pétrole, le gaz naturel et les activités minières jouent dans le maintien du mode de vie des Canadiens.

Comme l'a dit la ministre, le Canada a la chance de pouvoir compter sur des esprits brillants et dynamiques. Toutefois, n'oublions pas que ce sont les ressources naturelles qui financent nos systèmes d'éducation et de santé et notre haut niveau de vie. Nous savons tous que le Canada doit participer à l'économie mondiale dans sa quête constante de nouvelles façons d'assurer sa prospérité à long terme. Oui, nous ne devons pas cesser de nous diversifier et de promouvoir notre savoir-faire, ainsi que l'image de marque du Canada, mais nous ne devons jamais, jamais, diminuer ce qui nous appartient en propre, notre avantage concurrentiel dans le secteur des ressources naturelles, en lançant des déclarations erronées et non fondées uniquement pour être cités dans les médias.

Je rappelle à la ministre que la transparence et la responsabilité supposent plus que de vagues promesses de consultations. Elles requièrent une bonne compréhension des répercussions qu'ont les politiques de fixation d'un prix pour le carbone sur les consommateurs, les PME et les familles canadiennes. Elles requièrent qu'on comprenne bien que les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement investisse d'abord ici, au Canada, avant de distribuer l'argent des contribuables à l'étranger.

La transparence et la responsabilité requièrent un plan clair que les Canadiens peuvent consulter avant sa mise en oeuvre. Malheureusement, nous n'avons pas encore vu de plan et, malheureusement, nous n'avons rien entendu de neuf de la bouche de la ministre aujourd'hui.

Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement pour trouver l'équilibre entre les considérations économiques et la protection de l'environnement pour les futures générations. L'offre tient toujours.

[Français]

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, je remercie mes chers collègues.

Premièrement, je tiens à dire un grand merci au ministre et à son équipe pour le travail qui a été fait à Paris avec le reste du monde. Ce grand travail a sans doute parfois été difficile et très épuisant.

[Traduction]

J'aimerais d'abord donner un aperçu de ce qui nous attend dans les prochaines discussions entourant les changements climatiques, qui, je l'espère, seront renouvelées, en décrivant les trois facteurs dont elles devront tenir compte.

Affaires courantes

Premièrement, après l'inaction, le déni, les attermolements et les tergiversations du gouvernement précédent en matière de lutte contre les changements climatiques, les attentes sont peu élevées pour la ministre et le gouvernement, ce qui a du bon, puisque presque n'importe quelle mesure semble alors utile.

Deuxièmement, je dirais que les attentes des Canadiens sont très élevées. Après de nombreuses années d'insuccès en matière de lutte contre les changements climatiques, les Canadiens s'attendent désormais à ce que le nouveau gouvernement prenne des mesures concrètes et dissipent le mythe tenace selon lequel il faudrait choisir entre l'économie et l'environnement.

Troisièmement, je dirais qu'il est plus que jamais nécessaire de prendre des mesures efficaces pour remplir nos engagements à l'échelle mondiale. Nous savons depuis de nombreuses années que, plus nous tardons à agir, plus les coûts associés à la lutte contre les changements climatiques augmentent.

Il est important de déterminer les mesures que nous devons prendre en tenant compte de ce qui s'est fait auparavant. En ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, les gouvernements du Canada ont échoué sur deux aspects importants.

Leur premier échec fut de faire trop de promesses et de ne pas les respecter. Des engagements mondiaux ont été pris à Kyoto par le gouvernement libéral précédent, sans qu'il ait fait de plan concret pour les réaliser et sans qu'il ait l'intention d'y donner suite. Les résultats sont plutôt éloquents. En effet, l'engagement consistait à réduire les émissions de 6 % par rapport aux niveaux de 1990, mais en fait, elles ont plutôt augmenté de plus de 30 %. De toute évidence, ce ne fut pas un succès.

Cet échec aurait dû servir de leçon au gouvernement suivant lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2006, mais malheureusement, il a d'abord laissé entendre qu'il n'y avait pas de problème et que les changements climatiques étaient un mythe et un complot socialiste fomenté par les Nations unies. Ce fut merveilleux d'entendre les conservateurs citer les Nations unies plus tôt aujourd'hui et hier. Par contre, c'était une véritable occasion manquée. À l'heure actuelle, l'économie est en grande difficulté, car il n'y a pas beaucoup de solutions de rechange proposées pour remplacer le secteur de l'énergie, ni d'explication véritablement satisfaisante à la perte d'un demi-million d'emplois dans le secteur manufacturier au pays au cours des neuf dernières années.

Cela dit, nous ne devons pas regarder en arrière et nous demander ce qui aurait pu être fait. Nous devons nous tourner vers l'avenir. De toute évidence, lors des dernières élections, le 19 octobre, les électeurs ont voté pour le changement.

En quoi cet accord-ci est-il différent des autres, pourrait se demander un électeur canadien sceptique? En quoi est-il différent des autres initiatives des Nations Unies et des efforts des gouvernements précédents?

En fait, l'objectif fixé est plutôt ambitieux. Au début de la conférence, le Canada pensait viser un réchauffement maximum de 2 °C à l'échelle de la planète. À la fin de la conférence, il s'est engagé à limiter le réchauffement à 1,5 °C, un objectif déjà très ambitieux.

Il est important de noter que les pays participants, le Canada compris, avaient tous des engagements différents en tête au début de la rencontre, avant de s'entendre et de signer le traité. Le gouvernement libéral a repris, à Paris, les objectifs fixés par l'ancien gouvernement conservateur, sans en fixer de nouveaux. Il a toutefois déclaré que les chiffres proposés représentaient un minimum et qu'il irait plus loin.

Voici ce qu'a déclaré le réputé Dale Marshall:

Les engagements pris par les divers pays en vue de réduire les émissions ne suffiront pas à limiter le réchauffement à moins de 1,5 degré, le seuil de danger. Par conséquent, nous risquons fort d'être aux prises avec de dangereux changements climatiques, puisque l'accord de Paris n'exige pas que les pays réévaluent leurs engagements ou les renforcent à court terme.

Si on s'éloigne des commentaires particuliers de la ministre, ce qui est préoccupant, c'est que les engagements internationaux qui ont été pris et auxquels nous avons souscrit à Paris mènent à un réchauffement de l'atmosphère terrestre de 2,7 degrés Celsius. Tous les climatologues de la planète nous diront que cela aurait des conséquences catastrophiques pour notre environnement et notre économie. De toute évidence, il nous faut faire plus.

Nous savons aussi que les principaux facteurs de réussite des pays qui ont honoré leurs engagements visent deux objectifs. Le premier est de vraiment réduire leur incidence climatique sur la planète, et l'autre, de renforcer et de diversifier leur économie. C'est une situation vraiment gagnante sur tous les plans, ce qui est si rare en politique.

• (1535)

Je veux prendre un court instant pour comparer les engagements actuels du gouvernement à l'égard de ces solutions. Ce qui complique souvent les discussions sur les changements climatiques, c'est que l'on parle de parties par million, de réduction de l'incidence du carbone et, comme l'a mentionné mon collègue conservateur, de douleur et de sacrifice plutôt que des possibilités que ce défi nous offre d'assainir notre économie et d'en accroître le côté écologique et l'efficacité.

Il arrive souvent que nos amis en Norvège soient cités en exemple. Ils ont pris un engagement de 8 milliards de dollars sur les prochaines années, ce qui revient à peu près à 400 \$ par habitant. L'engagement du Canada de verser 100 millions de dollars sur cinq ans que la ministre a récemment annoncé revient à 1,61 \$ par habitant. Ainsi, l'effort de la Norvège à 400 \$ et celui du Canada à 1,61 \$ nous laissent donc beaucoup de marge pour faire preuve d'ambition et garder espoir afin d'investir nos efforts et notre énergie dans les solutions écologiques dont nous avons besoin. C'est vraiment une occasion à saisir. En fait, nombre des décisions que nous prendrons au Parlement au cours des prochains mois n'auront pas d'incidence sur nous, mais plutôt sur les générations futures.

Si nous tenons pour sacrée la confiance que les électeurs nous ont accordée afin de faire ce qui s'impose, d'améliorer l'économie et d'honorer nos engagements envers le monde et les générations futures, il faut que le gouvernement se fixe des cibles plus ambitieuses. Il faut rallier les forces des milieux entrepreneurial et énergétique du pays et donner enfin aux Canadiens une raison d'espérer que le monde puisse considérer le Canada comme un pays qui tient parole et qui honore ses promesses avec le dynamisme et l'enthousiasme qui le distinguent.

[Français]

Le Président: L'honorable député de Montcalm invoque le Règlement.

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, je demande le consentement de la Chambre pour permettre à la porte-parole du Bloc Québécois en environnement, qui est également la députée de Repentigny, de répliquer pendant deux minutes.

Le Président: L'honorable député a-t-il le consentement unanime de la Chambre afin de proposer la motion?

Des voix: D'accord.

L'Adresse

Des voix: Non.

* * *

● (1540)

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, deux rapports de la délégation de l'Association interparlementaire Canada-France concernant sa participation à la célébration du 50^e anniversaire de l'Association interparlementaire Canada-France, à Paris, en France, le 1^{er} juillet 2015 et à la 43^e réunion annuelle, tenue à Paris et à Nord Pas-de-Calais, en France, du 18 au 22 mai 2015.

* * *

[Traduction]

LA LOI SUR L'HYMNE NATIONAL

L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.) (par synthèse vocale) demande à présenter le projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'hymne national (genre).

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter ce projet de loi avec l'appui de la députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill. Je suis très fier d'elle.

Le 22 septembre 2014, j'ai présenté le même projet de loi, qui vise à modifier légèrement la version anglaise de l'hymne national, en remplaçant « True patriot love in all thy sons command » par « True patriot love in all of us command ». Ainsi, on ne changerait que deux mots: « thy sons » deviendrait « of us », ce qui rendrait l'hymne neutre.

Le projet de loi a été rejeté à la dernière législature, mais le plan visant à rendre l'*Ô Canada* plus inclusif a tout de même fait son chemin. Des députés de tous les partis ont appuyé le projet de loi lors du vote, le premier du genre à être tenu à la Chambre des communes.

D'après un sondage d'opinion que j'ai commandé, l'idée jouit d'un solide appui: 58 % des répondants se sont dits pour et 19 % se sont dits contre.

Il me tarde de collaborer à nouveau avec mes collègues dans cet important dossier.

Je souligne que nous sommes en 2016.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

PÉTITIONS

LA PAUVRETÉ

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais présenter deux pétitions aujourd'hui.

La première porte sur un plan national de lutte contre la pauvreté et vient des gens de ma circonscription. Les signataires demandent au gouvernement du Canada de collaborer avec les provinces et les territoires pour mettre en oeuvre un plan de lutte contre la pauvreté fondé sur les droits de la personne et mettant l'accent sur la sécurité du revenu, le logement et l'itinérance, la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation et les soins de la petite enfance et l'emploi. Ils demandent également au gouvernement de collaborer avec des partenaires pour déterminer des objectifs mesurables, un échéancier,

des indicateurs de progrès et les améliorations en cours pour le plan de lutte contre la pauvreté et les stratégies sous-jacentes.

● (1545)

LE FALUN GONG

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition porte sur le Falun Gong, une discipline spirituelle chinoise traditionnelle.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'adopter une résolution en vue de mettre fin au crime d'assassinat systématique des pratiquants du Falun Gong pour leurs organes perpétré par le parti communiste chinois et de réclamer publiquement que cesse la persécution des pratiquants du Falun Gong en Chine.

[Français]

LE LOGEMENT SOCIAL

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition signée par 271 personnes. Celles-ci viennent de plusieurs provinces canadiennes et demandent au gouvernement de préserver le financement du logement social. Avec le financement du logement social, bien sûr, viennent les subventions au logement, dont beaucoup de personnes ont besoin.

Je rappelle à la Chambre qu'il y a moins d'un mois, à la fin de l'année 2015, nous avons perdu 25 000 subventions au logement au Canada, dont 5 200 au Québec, à cause de la fin d'ententes. En effet, beaucoup d'ententes se terminent, et nous ne pouvons pas nous permettre de perdre tout ce logement social.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session.

L'Adresse

Le Président: Je signale à la Chambre que, en raison de la déclaration de la ministre, l'étude des initiatives ministérielles sera prolongée de vingt-et-une minutes.

Il reste 3 minutes au discours de l'honorable députée de Manicouagan.

[Français]

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Monsieur le Président, aujourd'hui, je tiens à poursuivre ma réponse au discours du Trône, que j'ai débütée hier. J'évoquais un mot qui était exempt du discours, « région ». Malheureusement, au moment où j'évoquais la Route blanche, cette réalité de milliers de gens de ma circonscription, j'ai été témoin de rires à peine voilés venant des rangs du gouvernement. Dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire à la Chambre, ces rires pourraient être qualifiés d'obscènes.

Peut-être devrais-je renchéris, car cela témoigne du malaise provoqué par le mot « région », qui ne m'apparaît pas avoir la cote. Faut-il rire du fait de devoir parcourir des centaines de kilomètres en motoneige sur des routes de neige ou d'eau, faute de route transcanadienne? Faut-il rire des femmes qui tolèrent la violence car, dans les villages où elles demeurent, comme à Fermont, il n'y a pas assez de logements pour qu'elles puissent se libérer, et qui doivent donc avoir un autre conjoint pour avoir une autre maison?

Je mentionnerai les travailleurs saisonniers, puisqu'il faudra en parler au moment où on abordera la question de la réforme de l'assurance-emploi. Un seuil de 360 heures n'est pas suffisant pour ces travailleurs dont la réalité est autre.

D'autre part, n'oublions pas les enfants autochtones disparus sur la Basse-Côte-Nord et que l'on n'arrive pas à retrouver, les corps étant partis en avion. Je rappelle qu'il n'y a pas de route, mais seulement une route blanche. Je pourrais aussi parler de collets à lièvre ou du fait de manger du loup marin, pourquoi pas?

Ma région, la Côte-Nord, n'est pas folklorique, elle est, tout simplement. En se moquant d'un élu pendant son discours, on se moque de ses électeurs et on affaiblit la démocratie.

Maintenant que j'ai traité de la question des rires qui ne mènent à rien, sinon qu'à une scission bien infertile entre urbanité et ruralité et à un discrédit de certains élus, à mon humble avis, peut-être pouvons-nous devenir députés et porter à l'attention du gouvernement, toujours bien humblement, une perspective régionaliste des aspects du discours du Trône.

J'ai évoqué le mot « région », auquel j'ajouterai celui de « colonie ». Soit, on le répète souvent, nous sommes au XXI^e siècle. Or il me semble que, dans un siècle de postcolonialisme, les régions sont encore perçues comme des colonies. Nous devons nous justifier d'habiter dans des circonscriptions qui ont la taille de véritables États. Nous devons justifier le fait de vouloir occuper le territoire, ce qui ne se limite pas à exploiter la terre, la mer et la forêt. Il s'agit aussi d'assurer le développement du territoire sur les plans social, culturel et économique, c'est-à-dire humain.

Le désengagement n'est autre qu'un désaveu de la population de ce territoire, celle qui veut vivre même s'il n'y a pas de salle de cinéma de répertoire ou de cuisine fusion. Si on veut parler de développement économique, cessons de penser les régions comme n'étant rien de plus qu'une immense réserve de ressources où puiser sans vergogne, sans plus, parce qu'il faudrait oser se déstabiliser, créer et aller au-delà des certitudes...

• (1550)

Le Président: À l'ordre. L'honorable députée de Salaberry—Suroît a la parole.

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de s'être levée pour défendre les régions en particulier. Je ferai allusion à la mienne, Salaberry—Suroît, où nous avons aussi des problèmes, notamment en ce qui a trait à la lutte contre la pauvreté et contre l'itinérance. Notre région est très défavorisée.

L'Antichambre est un organisme de ma circonscription dont la mission est d'offrir aux jeunes de 12 à 17 ans des services d'intervention sociale et d'hébergement. Il fait de la prévention auprès des jeunes qui ont des problèmes familiaux et qui risquent de faire des fugues, de vivre de l'itinérance ou de se faire expulser de leur foyer.

Au niveau fédéral, cet organisme n'entre dans aucune catégorie. Comme il s'agit d'un organisme jeunesse qui n'offre pas d'hébergement permanent ou de longue durée, il n'arrive pas à recevoir des fonds par le truchement de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance.

Ma collègue est-elle d'accord pour que le gouvernement fédéral se penche sur cette question et dégage des fonds pour aider les jeunes à se sortir de ce genre de problème, particulièrement en région, où il y a beaucoup de problèmes de pauvreté?

Mme Marilène Gill: Monsieur le Président, je vais essayer de relier la question de ma collègue de Salaberry—Suroît à ce que je disais plus tôt.

Bien évidemment, je ne suis pas contre le fait que des gestes soient posés pour améliorer les conditions de vie de jeunes. Pour ce qui est des régions, nous pourrions relativiser entre une région qui se trouve à 10 heures de Montréal. Ce n'est donc pas pour faire pitié que j'en parlais, mais pour montrer que, quand on n'a pas de route, ce n'est pas la même chose que lorsqu'on est à 45 minutes de Montréal.

En terminant, j'espère que les maints silences du discours du Trône relativement à la question des régions ne sont pas une occultation, mais tout simplement le signe d'une réflexion du gouvernement qui sonde la profondeur à laquelle elle doit prendre racine.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les propos de la députée sont tout simplement faux. Le gouvernement libéral investit davantage dans l'infrastructure que tout autre gouvernement, et ce, dans les collectivités de toutes tailles. Ses investissements se chiffrent dans les milliards. C'est une énorme somme investie dans l'infrastructure. Le système ira beaucoup mieux lorsque l'argent atteindra le secteur de la construction; il y aura alors création d'emplois et de débouchés, sans parler des retombées économiques positives engendrées par une infrastructure moderne.

Je me demande si la députée pourrait nous dire comment, selon elle, le programme d'infrastructure qui sera mis en oeuvre dans la province du Québec serait dans l'intérêt de tous les Québécois.

[Français]

Mme Marilène Gill: Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'en face de sa question. Il voulait savoir ce qui pourrait être pertinent au Québec en ce qui a trait aux programmes d'infrastructures.

L'Adresse

Lorsque j'ai abordé la question des infrastructures portuaires, notamment, j'y suis allée de façon plus restreinte en parlant de Manicouagan, qui représente peut-être la moitié du Québec. Les quais situés sur la voie maritime du Saint-Laurent sont très importants pour nous, entre autres.

Il y a également la question des aéroports, car il y a beaucoup de régions. En effet, en partant de Québec, on peut dire que l'Est du Québec représente la moitié de la province. Il y a aussi la question de la route. Nous sommes en 2016 et le territoire n'a toujours pas de route transcanadienne qui rejoigne le Labrador, dont les habitants doivent absolument passer par une route dangereuse pour se rendre à l'extérieur. Ce programme pourrait donc être intéressant pour le Québec et pourrait même entrer dans l'histoire.

• (1555)

[Traduction]

M. Kevin Waugh (Saskatoon—Grasswood, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole cet après-midi avec le député d'Edmonton-Ouest.

C'est un grand plaisir pour moi d'intervenir pour la première fois à la Chambre depuis mon élection en octobre. Je tiens à personnellement remercier ma famille, mon épouse depuis 38 ans, Ann, ma fille Courtney et mon fils Geoff. Ils ont tous beaucoup contribué à ma campagne. Je devrais ajouter que notre fille a donné naissance à notre premier petit-enfant, une fille nommée Avery, durant la campagne électorale; la campagne était donc plutôt mouvementée. Comme le savent les députés, nous avons tous besoin de l'appui de notre famille; la mienne m'a certainement appuyé durant les 78 jours de la campagne.

J'aimerais également remercier mon équipe de campagne qui, comme bien d'autres, a consacré beaucoup de temps à faire en sorte que leur candidat se fasse élire.

J'ai passé ma vie à servir le public. J'étais commentateur sportif dans la ville de Saskatoon pendant près de 40 ans. Ma précédente carrière m'aide à m'acquitter plus efficacement de mes fonctions de député. J'ai siégé pendant de nombreuses années à des conseils d'administration d'organismes à but non lucratif comme KidSport et le YMCA, ainsi que l'alliance du tourisme sportif. J'ai également travaillé pour de nombreux organismes de financement et fait partie d'un certain nombre de fédérations sportives provinciales et nationales.

Au cours des neuf dernières années et demie, j'ai siégé au conseil scolaire de Saskatoon. Il s'agit de la plus grande division scolaire de la province. Elle sert plus de 25 000 élèves. J'ai aussi été élu représentant public urbain du comité exécutif de l'Association des conseils scolaires de la Saskatchewan, qui représente des villes comme Saskatoon, Regina et Lloydminster.

Comme nous le savons tous, l'éducation est en train de changer. L'année dernière, notre division scolaire a conclu un partenariat historique avec la nation dakota de Whitecap. Des enseignants de notre division scolaire travaillent sur la réserve et suivent le programme d'éducation de la Saskatchewan, qui favorise l'épanouissement scolaire des élèves. Ce programme a aussi été parrainé en partie par le gouvernement fédéral. Bien que les élèves demeurent sur la réserve pendant leurs premières années d'apprentissage, ils seront transférés dans les villes lorsque viendra le temps de poursuivre leurs études dans une école intermédiaire. En fait, on construit actuellement, dans ma circonscription, une nouvelle école qui accueillera ces élèves en 2017.

Environ 93 % de ma circonscription, Saskatoon—Grasswood, se trouve en région urbaine — il s'agit de la ville de Saskatoon —, alors que le reste se trouve en région rurale. La municipalité rurale de Corman Park représente la partie sud de la circonscription. On y trouve des exploitations agricoles, des entreprises et des superficies cultivées.

Saskatoon—Grasswood a connu une croissance extraordinaire au fil des années, peut-être plus que nulle part d'autre en Saskatchewan. Deux nouvelles subdivisions énormes, Stonebridge et Rosewood, sont apparues. La circonscription est devenue un moteur économique important pour la ville, et compte maintenant environ 250 000 habitants.

Les infrastructures destinées aux collectivités en croissance sont toujours une grande priorité. L'ancien gouvernement a su relever ces défis en construisant le pont Sud, qui relie notre collectivité d'est en ouest. Plus de 90 millions de dollars des fonds fédéraux destinés aux infrastructures ont été consacrés à ce projet. On parlait du projet du pont Sud depuis près de 100 ans dans la ville. Comme la rivière Saskatchewan Sud traverse notre ville, les ponts et les routes sont nécessaires, et nous en aurons besoin d'autres encore.

L'ancien gouvernement avait très bien collaboré avec notre ville pour préparer l'avenir, notamment en engageant plus de 57 millions de dollars dans la construction du pont Nord. J'ajouterais également que par l'entremise du Fonds PPP, le gouvernement précédent a consacré 43 millions de dollars supplémentaires au nouveau centre municipal des opérations, qui est en construction dans la ville de Saskatoon.

Le Fonds fédéral de la taxe sur l'essence a été très utile à la Saskatchewan et à la ville de Saskatoon. Il a permis d'injecter plus de 12 millions de dollars dans la ville chaque année depuis 2011.

Saskatoon est reconnue comme la « ville carrefour ». Elle se situe à peu près au milieu de la province. Elle est très importante pour les secteurs lucratifs de la potasse, de l'uranium, du pétrole et du gaz et de la foresterie, en plus de la communauté agricole autour de la ville.

• (1600)

Le secteur manufacturier contribue considérablement à l'emploi, car il fournit l'équipement nécessaire à l'exploitation minière et à l'industrie agricole. Pourtant, le discours du Trône est muet au chapitre de l'agriculture.

J'ai récemment assisté au salon de la production agricole tenu au centre Prairieland Park. C'est la plus grosse foire agricole organisée en Saskatchewan en hiver. On n'y a guère manifesté d'optimisme à l'endroit du gouvernement fédéral étant donné qu'il n'est pas question de l'agriculture dans le discours du Trône. Des entreprises comme PotashCorp, dont le siège social se trouve à Saskatoon, attendent des signaux et des directives de la part du gouvernement fédéral. Comme la question de l'agriculture n'a pas été mentionnée, personne ne s'est étonné que l'entreprise annonce la fermeture de sa mine au Nouveau-Brunswick au début du mois, mettant ainsi au chômage plus de 400 personnes.

Saskatoon—Grasswood compte le plus grand nombre de personnes âgées de la province. Au cours de la campagne électorale, nous avons rencontré beaucoup de groupes d'ainés. Ils étaient ravis de notre intention de hausser le plafond de contribution au compte d'épargne libre d'impôt et se réjouissaient des avantages du fractionnement du revenu, deux excellentes innovations du gouvernement précédent. Malheureusement, le discours du Trône a bien peu à proposer aux électeurs âgés de Saskatoon—Grasswood.

L'Adresse

Notre circonscription a accueilli à bras ouverts des immigrants ainsi que des réfugiés. Nos voisinages ont certainement changé au fil des ans. En fait, notre circonscription compte un grand nombre de musulmans. Ils nous ont apporté un appui formidable, à moi et à l'équipe de ma campagne électorale, ainsi qu'à notre parti et à la circonscription. De plus, le groupe musulman Ahmadiyya est en train de construire une nouvelle mosquée dans la circonscription de Saskatoon—Grasswood.

Je dois ajouter que notre circonscription abrite le Western Development Museum. Tous les étés, nous tenons ce que nous appelons des « journées du patrimoine » pour mieux faire connaître à la population la vie difficile que menaient nos ancêtres. Je suis honoré d'être le porte-parole adjoint au Patrimoine canadien.

Nous avons aussi hâte de voir comment le Fonds Canada 150 sera mis en oeuvre pour les fêtes du 150^e anniversaire du Canada, en 2017. Notre gouvernement avait prévu 500 000 \$ pour l'amélioration de structures de terrains de jeux et 300 000 \$ pour aider l'organisme White Buffalo Youth Lodge. Le gouvernement précédent a joué un rôle très important dans notre patrimoine, dans la ville et la province. En fait, nous construisons actuellement un nouveau musée d'art à Saskatoon dans le cadre d'un partenariat conclu avec la province, la ville et les intervenants communautaires. La somme de 13 millions de dollars provenant du Fonds Chantiers Canada a été consacrée à ce projet. Le musée ouvrira ses portes très bientôt.

Enfin, nous voulons tous observer un mode de vie sain. Comme j'ai travaillé dans le domaine des sports la majeure partie de ma vie, je m'en voudrais de ne pas mentionner que Saskatoon—Grasswood possède cinq parcours de golf. Nous avons une piste de curling, un centre aquatique et deux patinoires intérieures privées, dont une réservée aux personnes âgées de 50 ans et plus qui peuvent venir y jouer au hockey à leur guise. Nous espérons voir un jour un site d'activités hivernales au parc Diefenbaker aux abords du bras sud de la rivière Saskatchewan dans la ville de Saskatoon.

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député pour son élection, ainsi que pour la naissance de sa petite-fille.

En écoutant son discours, je me suis dit que les infrastructures jouent un rôle très important dans sa ville, ainsi que dans tout le pays.

J'aimerais que le député me dise de quelle façon le fonds pour l'infrastructure de 60 milliards de dollars proposé par le gouvernement aidera sa circonscription, et quels sont les besoins importants en matière d'infrastructure, comme l'aréna, auxquels il a fait allusion. Comment ce fonds l'aidera-t-il à présenter des demandes et à construire des infrastructures essentielles, non seulement à Saskatoon, mais ailleurs aussi?

• (1605)

M. Kevin Waugh: Monsieur le Président, je remercie le député et je le félicite d'avoir été élu.

Les infrastructures sont très importantes. Nous le savons. Toutefois, on peut bien dépenser à tout vent dans des projets d'infrastructure, mais cela nécessite une grande planification. Je pense que ce qu'il faut, à Saskatoon, en Saskatchewan et ailleurs au pays, c'est planifier. On élabore un plan, puis on le met à exécution.

Au sein du gouvernement, on ne parle pas souvent du bilan qu'il faut dresser après l'exécution des projets et après les progrès que ceux-ci ont permis de réaliser. On ne le fait pas toujours au gouvernement. Des fonds sont injectés dans un projet et c'est tout. Personne ne pose jamais de questions sur ce qui aurait pu être fait

autrement, au moment du projet ou plus tard pour favoriser un nouveau projet.

Dans toutes les régions du pays, l'infrastructure est la priorité absolue. Nous accueillons favorablement les fonds prévus pour les infrastructures. Nous sommes quelque peu préoccupés que le gouvernement soit prêt à lancer la première pelletée de terre parce qu'il faut du temps pour planifier, mais le discours du Trône libéral annonce assurément de grosses sommes pour les infrastructures. Nous nous en réjouissons tous et nous voulons savoir comment ces sommes seront distribuées.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Saskatoon—Grasswood de son premier discours à la Chambre. Je le remercie du travail qu'il a fait dans les dossiers des jeunes Autochtones et de l'éducation dans sa circonscription.

Hier, nous avons entendu parler de la décision rendue par le tribunal, qui a conclu que le Canada a sciemment fait preuve de discrimination envers les enfants des réserves. Le député se joindra-t-il à moi pour réclamer une bonification immédiate du financement des services offerts aux enfants dans les réserves?

M. Kevin Waugh: Monsieur le Président, tous les députés savent ce qui s'est produit dans ma province la semaine dernière. La municipalité de La Loche, la Saskatchewan et le pays tout entier ont été profondément ébranlés par la mort de quatre personnes.

Les partenariats sont très importants. Nous avons collaboré avec la nation dakota de Whitecap dans le dossier de l'éducation. Nous avons tendu la main à cette nation, et nous avons été ravis que le chef Darcy Bear réponde de façon positive, compte tenu des besoins criants de la réserve en matière d'éducation. La nation dakota de Whitecap a ensuite collaboré avec l'ancien gouvernement fédéral. Elle avait un plan. Il a fallu plus de deux ans pour faire comprendre les besoins au gouvernement. Comme nous le savons, l'éducation est une responsabilité fédérale.

Ce qui s'est passé au cours des sept à dix derniers jours a donné matière à réflexion à tous les députés. Malheureusement, bon nombre de réserves sont inaccessibles, à l'instar de la municipalité de La Loche, en Saskatchewan, comme nous l'avons appris la semaine dernière. Nous devons tendre la main à ces communautés.

La réponse que la présidente Cindy Blackstock a donnée, hier, à la décision du Tribunal des droits de la personne représentait un pas dans la bonne direction. Je crois que tous les députés seront favorables à un changement.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre nomination.

J'ai l'honneur et le privilège de prendre la parole pour la première fois à la Chambre au nom des habitants d'Edmonton-Ouest. La dernière campagne électorale a été longue et animée; il y avait de formidables candidats dans ma circonscription. Chacun a tout donné et a travaillé sans relâche pour rencontrer les électeurs et comprendre leurs préoccupations.

Au nom des électeurs d'Edmonton-Ouest, je voudrais féliciter Heather MacKenzie et Karen Leibovici pour leur campagne et les remercier de s'être investies pour la démocratie.

L'Adresse

J'aimerais également profiter de l'occasion pour remercier mon équipe de bénévoles dévoués. Tout au long de l'hiver, du printemps, de l'été et de l'automne, à 35 sous zéro comme à 35 au-dessus de zéro, ils se sont joints à moi pour faire du porte-à-porte dans les collectivités de la circonscription, pour parler aux électeurs et créer des liens.

Parlant de liens, je tiens à remercier ma tendre épouse, Sasha, et mes deux merveilleux fils, Jensen et Parker. Leur amour et leur soutien m'ont guidé tout au long de cette formidable aventure. Sans eux, je ne serais pas ici aujourd'hui. Je remercie tout particulièrement mon fils Jensen qui, à 16 ans seulement, a frappé à plus de 3 000 portes, expliquant souvent aux gens les avantages pour l'économie du concept de la main invisible d'Adam Smith.

On dit que les personnes dont on s'inspire sont celles qui nous façonnent, qui font de nous qui nous sommes. Je suis un des rares à avoir pu rencontrer la personne sur laquelle j'ai calqué ma vie et me lier d'amitié avec elle. Je parle d'un ancien député et collègue de beaucoup de députés ici présents. Il s'agit de nul autre que Laurie Hawn.

En sa qualité de député de la circonscription d'Edmonton-Centre, dont une partie est passée à Edmonton-Ouest après la dernière révision des limites des circonscriptions, M. Hawn était totalement dévoué aux gens qu'il représentait. Il ne les prenait jamais pour acquis et se démenait constamment pour répondre à leurs besoins et leurs désirs.

S'il y a une chose que M. Hawn m'a apprise, c'est que le devoir d'un député est toujours de servir les gens de sa circonscription, peu importe son allégeance politique. Au lieu de se livrer à des querelles politiques, il devrait plutôt donner à ses concitoyens les services qu'ils méritent.

Pour tout député, il n'y a pas de plus grand modèle de moralité que Laurie Hawn. Si on sent le besoin de s'adresser à la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique pour savoir si ce qu'on a fait est correct, c'est qu'au fond on doit se douter que ce n'est pas correct — même si la commissaire nous donne le feu vert. Pour ma part, je me demande toujours ce que ferait Laurie à ma place.

Voilà ce que j'aspire à faire en tant que député nouvellement élu. J'ai l'intention de servir les formidables habitants d'Edmonton-Ouest parce que, après tout, c'est ce que l'on attend des titulaires d'une charge publique.

J'ai la chance d'avoir hérité d'une partie de la circonscription d'Edmonton—Spruce Grove, représentée avec compétence par une personne qui a été, pour moi comme pour bien des conservateurs, un mentor, à la Chambre comme à l'extérieur, j'ai nommé l'honorable chef de l'opposition.

La circonscription d'Edmonton-Ouest est également célèbre pour deux grandes merveilles du monde, le West Edmonton Mall et mon bon ami, Ted Byfield, parrain du mouvement conservateur au Canada. Je suis fier de les représenter tous les deux.

Lorsque j'ai assumé mes fonctions de député d'Edmonton-Ouest, j'ai examiné l'histoire de cette merveilleuse circonscription. Les personnes qui ont représenté Edmonton-Ouest ont toujours placé les intérêts du public avant les leurs. Par exemple, le lieutenant-colonel Marcel Lambert a servi les gens d'Edmonton-Ouest avec dignité et respect. Ayant siégé en tant que conservateur à la Chambre pendant 27 ans, dont une période en tant que Président de la Chambre, M. Lambert comprenait l'importance du service public et n'a jamais reculé devant une tâche ardue.

Son titre d'honorable, il le doit aux fonctions qu'il a occupées ici, dans cette enceinte, mais il qualifie tout aussi bien sa carrière de militaire déterminé à servir son pays au front. M. Lambert a été commandant des blindés au sein du 14^e Régiment blindé, le Calgary Regiment, pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a participé au débarquement sur les plages de Dieppe, où il a été fait prisonnier de guerre; il est demeuré incarcéré pendant trois ans. M. Lambert est pour moi une source d'inspiration, et je suis fier de suivre ses traces en servant les électeurs d'Edmonton-Ouest.

Monsieur le Président, si je puis me permettre, vous devriez suivre les traces de votre prédécesseur, le lieutenant-colonel Lambert, et peut-être vous munir d'un char d'assaut pour vous aider avec les députés ici, à la Chambre.

C'est un grand honneur pour moi de servir les habitants d'Edmonton-Ouest à titre de député. Ce sont des gens qui triment dur, qui ont un bon esprit d'entreprise et dont le parcours professionnel est fort diversifié. Ils ne sont pas seulement issus d'industries différentes, ils viennent aussi de diverses régions du pays et du monde.

Il n'y a pas que le West Edmonton Mall qui fait la fierté des gens d'Edmonton-Ouest; notre circonscription jouit d'une industrie touristique florissante, avec de bons hôtels, des restaurants savoureux et des attractions intéressantes, sans compter que l'on y trouve la plus belle partie de la vallée de la rivière Edmonton: le plus grand parc en milieu urbain au Canada.

C'est aussi là que se trouve le siège social de Finning Canada et de nombreuses petites et grandes entreprises du secteur des services énergétiques.

Bien des travailleurs et des entrepreneurs de ma circonscription sont des gens extrêmement travaillants, et c'est pour cette raison que le revenu moyen est l'un des plus élevés au Canada et que notre ville est celle qui connaît la croissance la plus rapide au pays, année après année.

●(1610)

On y trouve des lieux de cultes divers, dont la plus grosse synagogue d'Edmonton, où oeuvre le rabbin Daniel Friedman, qui est à la fois un ami et l'un des dirigeants du projet d'édification du Monument national de l'Holocauste. Il y a aussi une grande mosquée et de nombreuses églises chrétiennes, dont la mienne, l'église catholique Annunciation. Je suis fier de compter des amis dans bon nombre de ces endroits et je suis tout aussi fier des projets oecuméniques qu'ils mènent ensemble pour le bien des Edmonto-niens.

Voilà toute la beauté d'Edmonton et de l'Alberta. Les Canadiens de partout au pays y voient un symbole d'espoir et une terre de possibilités.

J'aimerais m'attarder sur le mot « possibilité ». Que signifie-t-il au juste? Pour moi, il évoque la liberté de concrétiser tous nos rêves et l'accès aux moyens nécessaires pour réussir. Le mot « possibilité » s'incarne en un emploi bien payé, une économie stable et l'espoir que les lendemains seront toujours meilleurs. Malheureusement, le discours du Trône présenté par le nouveau gouvernement est marqué par l'absence de possibilités. En cette période où l'économie mondiale est fragile et où les familles sont en difficulté, le gouvernement semble accorder la priorité aux beaux discours et à la légalisation de la marijuana plutôt qu'aux emplois et à l'économie.

L'Adresse

Le secteur de l'énergie a été le plus grand moteur de la création de richesses au Canada, et pourtant, il ne mérite pas une mention dans le discours du Trône. Il est le principal employeur des membres des Premières Nations au Canada, et pourtant, il ne mérite pas une mention dans le discours du Trône. Il est le plus grand exportateur canadien vers les marchés internationaux, et pourtant — tout le monde sait ce que je m'appête à dire —, il ne mérite pas une mention dans le discours du Trône. Par contre, la marijuana y est mentionnée. Je sais que le Parti libéral a fait de la mari une de ses préoccupations centrales pendant la campagne électorale et même avant, mais cette question ne devrait pas occuper une place de choix dans le programme du gouvernement. Le discours du Trône offre au Canada des paroles creuses et non des possibilités.

Le programme du gouvernement est diamétralement opposé à celui que les conservateurs avaient mis en oeuvre. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, le Canada avait des possibilités. La production nationale a connu une croissance massive. La classe moyenne canadienne a prospéré au point de devenir la plus riche au monde. Le Canada a enregistré des gains records dans la production de biens et de services destinés aux marchés internationaux, laquelle est un élément essentiel dans l'économie mondiale actuelle. Un certain nombre d'accords de libre-échange historiques ont été conclus. Toutes ces réalisations ont été accomplies alors que les conservateurs formaient le gouvernement, et elles offraient des possibilités au Canada et aux Canadiens. Le gouvernement libéral vient maintenant de nous en priver.

Nous n'avons qu'à examiner nos perspectives économiques pour constater que les choses sont malheureusement en train de prendre une mauvaise tournure. Quand les conservateurs ont quitté le pouvoir en octobre, ils ont laissé le gouvernement avec un excédent de 1,9 milliard de dollars, dont 600 millions de dollars pour le mois d'octobre seulement. Pourtant, le Canada est maintenant aux prises avec un déficit de 3 milliards de dollars. On peut également observer les conséquences alarmantes de l'absence de possibilités dans ma province, l'Alberta. Les Albertains croyaient autrefois qu'ils pouvaient réussir tout ce qu'ils entreprenaient. Maintenant que les possibilités disparaissent, leur optimisme est parti.

Sous le gouvernement actuel, le secteur énergétique, le secteur créant le plus d'emplois en Alberta, cherche des débouchés ailleurs. En raison des positions adoptées par le gouvernement, les entreprises n'envisagent plus leur avenir en Alberta avec autant de confiance. Quand elles voient des expressions aussi vagues que « nouveaux processus d'évaluation environnementale », les entreprises hésitent à investir au Canada. À cause de l'opposition à des projets de pipeline comme celui d'Énergie Est, le secteur énergétique du Canada ne demeurera plus longtemps prospère. Les investissements qui ont été perdus en Alberta seulement au cours des six derniers mois éclipsent les sommes d'argent prévues pour les projets d'infrastructure de l'ensemble du pays.

Dans son discours du Trône, le nouveau gouvernement a affirmé qu'il voulait « favoriser la croissance économique », mais il fait le contraire. En effet, les investissements au Canada diminuent considérablement, et nous sommes en train de perdre les investissements déjà promis. Tout cela pour dire que le discours du Trône ne propose aucune possibilité.

Pour ces raisons, je ne serai pas en mesure de l'appuyer. Bien que je sois déçu du programme du gouvernement et de sa vision pour le Canada — et je suis certain que d'autres députés partagent mon point de vue à cet égard —, je sais que les députés de mon parti et moi tenterons de redresser la situation, pas pour nous, mais pour tous les Canadiens.

●(1615)

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à la Chambre au député d'en face et le félicite de sa victoire électorale. J'espère que son travail en tant que représentant de ses concitoyens sera fructueux et qu'il réalisera de belles choses pour de bonnes gens.

Il a cité Adam Smith et déclaré qu'il était pour lui une source d'inspiration. Le député d'en face aimerait peut-être réfléchir à certaines des choses que M. Smith a dites, comme: « Aucune société ne peut prospérer et être heureuse si la plus grande partie de ses membres est pauvre et misérable. » Il a aussi déclaré ce qui suit: « Il n'est pas très déraisonnable que les riches contribuent aux dépenses de l'État, non seulement à proportion de leur revenu, mais encore de quelque chose au-delà de cette proportion. »

Le député d'en face a maintenant l'occasion d'appuyer des mesures fiscales qui permettront de faire exactement ce qu'Adam Smith souhaitait, soit créer non une économie non seulement bonne et forte, mais aussi morale. Le député d'en face va-t-il maintenant revenir sur sa décision de s'opposer au discours du Trône et peut-être suivre les conseils de son mentor, Adam Smith, et se joindre à nous pour faire en sorte que demain soit meilleur?

M. Kelly McCauley: Monsieur le Président, je suivrai toujours les conseils d'Adam Smith plutôt que ceux de Keynes.

Les allègements fiscaux sont toujours d'excellentes mesures; toutefois, je ne suis pas d'accord avec les allègements fiscaux proposés par le gouvernement, car ils sont destinés à certaines des personnes les mieux rémunérées au Canada, soit celles qui font jusqu'à 190 000 \$ par année, et seraient très peu utiles aux pauvres. Je crois aussi que l'abolition du CELI sera désavantageuse pour les Canadiens.

Non, je ne suivrai pas le conseil du député et n'appuierai donc pas le discours du Trône.

●(1620)

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Je note simplement que dans le discours du Trône, il n'a pas été question d'agriculture. Évidemment, on parle d'en protéger les emplois qui correspondent à un emploi sur huit d'un bout à l'autre du Canada. L'agriculture est très importante non seulement pour notre économie, mais aussi pour notre santé et pour l'environnement.

Dans mon comté, l'enjeu très important qui concerne l'agriculture est lié aux protéines laitières qui passent sous forme liquide par les douanes américaines. Mon comté partage une frontière avec les États-Unis. Ces protéines laitières arrivent des États-Unis et se retrouvent dans nos produits alimentaires transformés sans qu'ils n'y paraissent et sans que le gouvernement fédéral ait pu faire de vérification. Cela pue au nez de nos agriculteurs, car cela les prive de beaucoup de revenus.

Que pensent les conservateurs de cette question? Croient-ils que le gouvernement fédéral doit intervenir pour protéger nos producteurs, alors que les conservateurs avaient fermé les yeux sur cet enjeu quand ils étaient au pouvoir?

L'Adresse

[Traduction]

M. Kelly McCauley: Monsieur le Président, le discours du Trône reste muet sur bien des sujets. Premièrement, l'agriculture. Deuxièmement, le tourisme, l'un des secteurs qui éclipsent actuellement l'agriculture. Il manque beaucoup de choses dans ce discours, mais, pour répondre à la question de la députée, je dirais qu'il faut soutenir le secteur agricole. En fait, l'ancien gouvernement conservateur a offert un demi-milliard de dollars à l'industrie laitière dans le cadre des négociations du Partenariat transpacifique. C'est ce qu'il avait l'intention de faire et il prévoyait que cela ferait partie du programme; nous défendons d'ailleurs toujours cette position.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral parle beaucoup d'ouverture et de transparence et il affirme que les investissements dans les infrastructures seront le remède à tous les maux économiques que connaît l'Ouest. J'aimerais savoir si le député a eu connaissance d'un plan précis de création d'emplois dans sa région. S'il n'a eu connaissance de rien, faut-il en conclure qu'aucun plan précis n'a été élaboré ou plutôt que le gouvernement actuel ne fait pas preuve d'ouverture et de transparence?

M. Kelly McCauley: Monsieur le Président, je n'ai eu vent de rien de la part des députés d'en face au sujet des infrastructures dans Edmonton-Ouest. Soulignons que, lorsqu'on enlève des 10 milliards de dollars du programme de dépenses des libéraux les fonds affectés aux programmes sociaux, c'est-à-dire à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi, il reste environ de 15 à 20 millions de dollars par circonscription, soit suffisamment pour construire un hôtel de milieu de gamme. Ce n'est certainement pas suffisant pour remédier à tous nos maux. Je m'attends à ce que nos collègues d'en face présentent un bien meilleur plan que quelques dollars disséminés ici et là.

[Français]

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre la question qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Chilliwack—Hope, Les pêches et les océans.

[Traduction]

M. Andy Fillmore (Halifax, Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord remercier sincèrement le député de Mississauga-Est—Cooksville de m'avoir généreusement cédé son temps de parole aujourd'hui. J'ajoute que je partagerai ce temps avec le député de Kitchener—Waterloo.

Je suis heureux de prendre la parole pour la première fois dans cette enceinte à titre de député d'Halifax. Cet insigne honneur me remplit d'humilité, mais également d'enthousiasme à la perspective de ce que la Chambre accomplira pour tous les Canadiens et de gratitude envers toutes les personnes qui m'ont aidé, qui nous ont tous aidés, en fait, à nous faire élire.

Permettez-moi, monsieur le Président, de remercier ma tendre épouse et ma fille chérie ainsi que toute ma famille et ma famille de campagne élargie d'avoir travaillé inlassablement avec une grande détermination. Je remercie de leur confiance et de leur appui les gens d'Halifax qui m'ont accordé le privilège de les représenter au gouvernement et je leur promets de défendre sans relâche leurs intérêts.

Je veux faire une autre promesse. Au début de la semaine, notre collègue la ministre des Institutions démocratiques a à juste titre comparé le chahut à la Chambre à l'intimidation dans les cours d'école. Elle nous a demandé à tous de faire preuve de respect à

l'égard de cette institution et des Canadiens qui nous ont envoyés ici, et de nous engager à ne pas chahuter quand nos collègues parlent. Je m'y engage. De plus, à l'instar de la ministre, j'invite tous mes collègues à prendre eux aussi cet engagement.

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement déterminé à stimuler la croissance économique en investissant dans les transports en commun. Je suis fier de faire partie d'un gouvernement déterminé à investir dans l'infrastructure verte, les technologies vertes et les technologies propres pour créer les emplois de demain.

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui s'est engagé à investir dans l'infrastructure sociale, comme le logement, les refuges et les centres de développement des enfants. Je suis fier d'appuyer un gouvernement qui offrira plus d'aide aux personnes âgées.

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui a l'intention de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de faciliter la vie des Canadiens en réduisant les impôts de la classe moyenne et en donnant un coup de pouce aux Canadiens qui travaillent dur pour améliorer leur sort au moyen de la nouvelle Allocation canadienne aux enfants.

Je suis tellement fier de faire partie d'un nouveau gouvernement qui cherche à forger un nouveau partenariat de nation à nation avec les peuples autochtones dans les collectivités urbaines et rurales de tout le Canada.

Ces investissements et programmes auront un effet transformateur sur les villes de notre pays et pour les millions de Canadiens qui y habitent. Ces investissements profiteront aussi à l'ensemble de la population.

La proportion de Canadiens vivant en zone urbaine dépassant maintenant les 80 % et allant en augmentant, nous entrons dans un siècle qui sera fortement urbain dans lequel la prospérité des villes sera garante de la prospérité de la nation. C'est la raison pour laquelle la Chambre m'entendra souvent parler d'Halifax et défendre les intérêts d'Halifax et des autres villes du pays.

Je veux raconter une anecdote sur ce qui peut se produire lorsqu'on commence à exploiter le potentiel des villes.

Le centre-ville d'Halifax est sorti depuis quelques années à peine d'une période de stagnation qui avait duré des décennies. Toute une génération y a grandi sans jamais voir de grue à l'horizon. La croissance avait lieu en périphérie, engloutissant les forêts et les terres cultivables et s'étalant de plus en plus loin, tandis que le noyau urbain s'atrophiait.

Cette croissance dispersée à faible densité a eu un coût, un coût qui demeure tragiquement élevé: du point de vue financier, en raison des dépenses en immobilisations et en entretien engendrées par les nouveaux et vastes réseaux d'infrastructures; du point de vue écologique, en raison de la dégradation de l'environnement et de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre; et du point de vue social, en raison de l'augmentation de la durée des déplacements ainsi que des effets néfastes sur la santé, pour ne nommer que ces facteurs. Absolument rien de cela n'est viable.

L'Adresse

En 2006, je suis devenu le premier directeur de l'urbanisme de la Ville d'Halifax. Fort de ce titre, je me suis donné pour but de remettre la ville sur la voie de la durabilité. J'ai eu le plaisir de travailler avec une bénévole hors du commun d'Halifax, Dale Godsoe, qui venait de quitter le Comité consultatif externe sur les villes et les collectivités du premier ministre Paul Martin. De concert avec une formidable équipe d'employés et de bénévoles ainsi qu'un conseil motivé, nous avons mis en branle un programme de mobilisation communautaire de trois ans afin de créer un nouveau plan pour notre ville. Ce plan a connu un succès retentissant.

Au cours d'une conversation récente avec le maire d'Halifax, Mike Savage — qui est un ancien député fédéral et qui est aujourd'hui membre du Caucus des maires des grandes villes —, en présence du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, le maire nous a révélé que le centre-ville d'Halifax, qui comptait pour seulement 16 % de la croissance régionale avant notre nouveau plan, représentait désormais plus de 40 % de cette croissance, ce qui constitue un résultat spectaculaire issu d'un changement de politique publique.

• (1625)

Grâce à ce plan, les grues parsèment l'horizon du centre-ville, et les activités de développement y ont été multipliées par 40. De nouveaux locaux à bureau, de nouveaux commerces de détail et de nouveaux immeubles à utilisation mixte voient le jour. Nous assistons à la construction, en zone urbaine, de 5 000 nouvelles unités résidentielles qui auraient autrement été construites sur des terres agricoles ou forestières.

Comme l'utilisation des terres et le transport sont les deux faces d'une même médaille, la densification du tissu urbain a des conséquences sur le transport en commun et le transport actif. Notre société de transport en commun, Halifax Transit, est en train de remanier ses services et pourrait y inclure pour la première fois un train de banlieue. Les voies cyclables sont de plus en plus présentes, et c'est grâce en bonne partie au travail de promotion des groupes comme Halifax Cycling Coalition.

Cependant, le joyau de la renaissance de notre centre-ville est certainement la nouvelle bibliothèque centrale d'Halifax, un projet auquel je suis fier d'avoir pu contribuer, en compagnie de nombreux dirigeants municipaux.

Nous avons récemment souligné le premier anniversaire de notre bibliothèque. Grâce au travail de sa formidable PDG, Asa Kachan, la bibliothèque a accueilli près de deux millions de visiteurs depuis qu'elle a ouvert ses portes, une statistique qui est loin d'être mauvaise, dans une province d'un million d'habitants, et qui dépasse toutes nos attentes.

C'est devenu le salon de la ville, le noyau de la collectivité au centre-ville, un endroit où les gens viennent apprendre des langues, rencontrer des amis, faire des affaires, et même lancer des entreprises. Il y a une place pour chaque membre de la collectivité à la bibliothèque centrale.

Elle a propulsé notre ville sur la scène mondiale de l'architecture et de la culture, a reçu de nombreuses distinctions nationales et internationales et est devenue une source de grande fierté pour Halifax.

Bien que ma ville ait encore beaucoup de travail à accomplir, comme bien des villes canadiennes, je vais résumer quelques-unes de nos réussites.

Nous avons entamé un dialogue sincère avec les membres de la collectivité, afin qu'ils puissent eux-mêmes concevoir un plan pour

leur centre-ville, et nous les faisons ainsi participer aux décisions qui les touchent.

Nous avons créé une politique publique progressiste qui élimine les lourdeurs administratives et qui permet au secteur privé de faire son travail. Nous combinons ces améliorations en matière d'aménagement du territoire avec les améliorations complémentaires et nécessaires au transport en commun et au transport actif. En ce qui concerne la bibliothèque centrale, nous avons fait un investissement public important dans notre ville, ce qui a donné au secteur privé la confiance nécessaire pour démarrer divers projets à usage mixte à proximité.

Cela témoigne de l'importance d'adopter des politiques publiques judicieuses et d'investir des fonds publics dans l'infrastructure communautaire, à l'image de ce que prévoit le discours du Trône, et explique pourquoi Halifax compte autant de réussites à son actif, et ce, dans de nombreux domaines. Par exemple, elle s'est vu offrir une occasion extraordinaire et d'énormes responsabilités lorsqu'elle a obtenu un contrat national de construction navale, et le chantier naval Irving est en train de devenir l'un des principaux moteurs économiques de notre ville. Le fait qu'Halifax compte le plus grand nombre de titulaires de doctorat dans des domaines liés à l'océan est une autre réussite dont elle peut se targuer; ils sont plus nombreux que partout ailleurs dans le monde, tirant profit du potentiel que nous offrent les océans à proximité en matière de recherche, de nutrition, d'énergie et de logistique; la station de recherche marine de Ketch Harbour, dans ma circonscription, est même utilisée dans le cadre de travaux de pointe sur les biocarburants à base d'algues. Une autre réussite de ma ville est l'appui qu'elle accorde aux arts et à la culture à l'échelle locale, notamment à des groupes comme l'organisme Shakespeare by the Sea, le centre des arts Khyber, le théâtre Neptune et la Galerie d'art de la Nouvelle-Écosse, ainsi qu'à divers festivals, notamment le festival Nocturne: Art at Night et le festival North by Night Market; ce ne sont là que quelques exemples qui illustrent bien le dynamisme culturel de notre ville. La grande diversité des initiatives en matière d'alimentation et de sécurité alimentaire qui y sont mises en oeuvre compte également au nombre de ses réussites. Je pense notamment au projet de l'organisme Hope Blooms, un modeste programme de jardins communautaires qui favorise l'autonomie des jeunes à risque en milieu urbain, ou encore aux fermes urbaines Common Roots et Spryfield ainsi qu'au John Umlah Memorial Community Garden. Et c'est sans compter le fait qu'elle attire des gens d'origines diverses et appuie la diversité.

Pas plus tard que le mois dernier, j'ai visité le Mi'kmaw Native Friendship Centre, situé au centre-ville d'Halifax, afin de discuter avec sa directrice, Pamela Glode-Desrochers, de la façon dont je pouvais l'aider à atteindre son objectif d'améliorer la vie des Autochtones en milieu urbain au moyen de programmes sociaux et culturels.

J'ai rencontré l'imam Tayebi et la communauté musulmane à l'Ummah Mosque and Community Centre, à Halifax. Il s'agit d'un groupe que je suis fier de compter parmi mes amis, et qui est devenu un modèle de générosité dans notre collectivité.

En somme, la mise en oeuvre d'un programme urbain national bien ciblé, jumelée à des investissements stratégiques, permet d'assurer la prospérité économique, la durabilité environnementale et le dynamisme culturel.

Voilà pourquoi je suis encouragé par le programme urbain que le gouvernement propose dans le discours du Trône. Ces investissements apporteront du changement dans nos villes. Cependant, il ne faut pas s'arrêter là.

L'Adresse

J'exhorte mes collègues à tirer profit des capacités des villes canadiennes et à collaborer avec moi, avec le secrétaire parlementaire aux Affaires intergouvernementales et d'autres collègues, ainsi qu'avec des groupes urbains de partout au pays, notamment le Council for Canadian Urbanism, la Fédération canadienne des municipalités, et même le Caucus des maires des grandes villes, afin de continuer de promouvoir la mise en oeuvre d'un programme urbain national.

À l'aube du siècle urbain, je crois que c'est le seul choix responsable.

• (1630)

M. John Nater (Perth—Wellington, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le député d'Halifax.

Dans son discours, il a beaucoup parlé d'urbanisme et du siècle urbain. Nous convenons tous que les collectivités urbaines sont importantes pour notre économie, mais ce n'est pas une raison pour ne pas du tout tenir compte des régions rurales et des petites municipalités de l'Ontario et du Canada.

Comment le député peut-il justifier le fait que, dans le discours du Trône, le gouvernement ne mentionne pas du tout l'agriculture ou le soutien aux petites collectivités comme celles qui se trouvent dans Perth—Wellington?

M. Andy Fillmore: Monsieur le Président, pendant les 10 années que j'ai passées au niveau municipal, j'ai souvent eu à trouver un juste équilibre entre les besoins du centre-ville et ceux des banlieues et des régions rurales.

La réponse est plutôt simple, en fait. Au cours des 10 ou 20 dernières années, la croissance des villes canadiennes s'est surtout axée sur les zones périphériques plutôt que sur le centre-ville. Le programme urbain national vise à rétablir l'équilibre. Si les villes sont plus solides, les régions urbaines seront plus solides, ce qui profitera à toutes les collectivités canadiennes.

• (1635)

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député en cette auguste Chambre.

Le député a parlé brièvement de la relation de nation à nation et du renforcement des relations avec les peuples autochtones. J'aimerais savoir ce qu'il pense de la proposition de la Commission de vérité et réconciliation, selon laquelle le Canada devrait utiliser, comme cadre de référence pour la réconciliation, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

La mise en oeuvre de cette déclaration figure d'ailleurs dans les lettres de mandat de plusieurs ministres.

Le député pourrait-il nous en dire davantage sur cette recommandation et sur les points pertinents des lettres de mandat? Qu'est-ce que cela signifie, concrètement, pour les peuples autochtones du pays?

M. Andy Fillmore: Monsieur le Président, durant et depuis la campagne électorale, je me suis entretenu avec les communautés autochtones de la Nouvelle-Écosse, qui sont pour la plupart de la nation des Micmacs. J'ai mentionné tout à l'heure ma rencontre avec la directrice du centre d'amitié Mi'kmaw Native, au centre-ville d'Halifax.

Grâce à elle, je suis en train d'acquérir une éducation extraordinaire. Il y a plusieurs mois, j'ai par ailleurs participé à une réunion tenue à Halifax sur un nouveau partenariat canadien, où

j'ai rencontré le chef national Perry Bellegarde. J'ai eu une bonne conversation avec lui et avec des dirigeants autochtones de partout au pays.

Je suis en plein apprentissage, ce qui me remplit d'enthousiasme. Je suis aussi absolument emballé à l'idée de participer à la réalisation du programme libéral en ce qui concerne l'établissement d'un partenariat de nation à nation.

[Français]

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Monsieur le Président, j'ai bien écouté le discours de l'honorable député. Il a parlé d'environnement et des intentions gouvernementales très clairement exprimées dans le discours du Trône. Il a aussi parlé de la réussite d'Halifax qui a été entendue par le gouvernement. Il a parlé plus particulièrement du maire dont il a été cité le nom et qui a été entendu par le gouvernement. Cela a permis à Halifax de bien réussir son développement, et c'est tant mieux.

Le gouvernement a entendu le maire d'Halifax; or, au Québec, présentement, au sujet du pipeline Énergie Est, 82 maires de la région de Montréal, représentant 4 millions de personnes, ont dit qu'ils s'opposaient à ce pipeline.

Lorsque le premier ministre de la Colombie-Britannique, avec beaucoup d'autres intervenants, s'est opposé au pipeline de l'Ouest, le Parti libéral a pris position immédiatement contre le projet.

Selon le député, le gouvernement ne devrait-il pas prendre immédiatement position contre ce projet de pipeline, puisqu'il a toujours dit qu'il fallait une acceptation sociale pour qu'un projet de pipeline se réalise?

[Traduction]

M. Andy Fillmore: Monsieur le Président, je vais encore faire référence à ma longue carrière dans le secteur public. J'ai appris il y a longtemps que le gouvernement délivre le permis, mais que seule la collectivité peut donner la permission.

Je vais réfléchir à l'engagement de l'actuel gouvernement à entretenir un dialogue avec les Canadiens de partout au pays relativement aux décisions qui auront des répercussions sur leur vie, afin de redonner aux Canadiens leur place dans le gouvernement. C'est ce que le ministre responsable du dossier est en train de faire en vue de réaliser la vision du gouvernement pour un avenir énergétique durable pour le pays.

M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.) Monsieur le Président, puisque c'est la première occasion que j'ai de prendre la parole dans cette vénérée Chambre, j'aimerais en profiter pour remercier les habitants de Kitchener-Centre de m'avoir accordé l'honneur et le privilège de les représenter dans cette noble enceinte. Je tiens tout particulièrement à remercier les dévoués bénévoles qui ont généreusement consacré temps, énergie et talent à ma campagne. Sans leurs efforts, je ne serais pas ici aujourd'hui.

Comme bien des Canadiens, et comme nombre de mes collègues, je suis le fils d'immigrants venus s'établir au Canada dans l'espoir d'offrir un avenir meilleur à leurs enfants. Si je me trouve ici aujourd'hui, c'est grâce au courage de mes parents et à leur profonde conviction que le Canada donnerait à leurs enfants la possibilité de réussir.

L'Adresse

C'est très réconfortant pour bien des Canadiens, comme ce l'est pour les membres de ma propre famille — mes parents, Hem Chand et Parakash Saini; mes deux soeurs, Anju et Manju; mon beau-frère Sanjay; et ma nièce et mon neveu, Samria et Vikram — de voir qu'à force de travail et de dévouement, tout est possible dans ce merveilleux pays, terre de possibilités.

Comme le premier ministre se plaît à dire, le Canada est fort grâce à nos différences, pas malgré elles. Mon propre cheminement pour arriver ici met en lumière la justesse de cet énoncé.

Je suis un néo-Canadien de première génération d'origine indienne. Je suis déménagé à Kitchener quand j'étais jeune pour me lancer en affaires, et les gens de cette ville m'ont accueilli. Kitchener a été fondée par des immigrants allemands, et son festival Oktoberfest est toujours l'un des plus importants et des plus courus du monde entier.

Jamais je n'aurais pu réussir à titre de propriétaire d'une petite entreprise si la collectivité n'avait vu que mon nom et mes origines et ne m'avait pas accepté en tant que personne. La société canadienne permet à chacun de nous de réussir en fonction de nos qualités propres, et non en fonction d'où nous sommes nés.

Les PME sont les moteurs de l'économie canadienne et les principales créatrices d'emplois. J'ai été propriétaire d'une petite entreprise pendant plus de 20 ans; je suis donc bien au courant des difficultés quotidiennes des PME. Lorsque la situation économique est volatile, ce sont souvent les petites entreprises qui sont touchées en premier et le plus durement. Par conséquent, il est extrêmement important que le gouvernement travaille en partenariat avec les PME pour les aider à prendre de l'expansion, à accéder aux marchés internationaux et à réinvestir dans l'économie canadienne. Je serai fier de défendre ce dossier en tant que député.

Comme le savent peut-être les députés, Kitchener fait partie du centre d'innovation de la haute technologie du Canada. La ville fait partie d'un corridor qui s'étend de la région de Kitchener—Waterloo à Toronto. Ce centre unique, novateur et collaboratif est un moteur économique non seulement à l'échelle locale, mais aussi dans tout le pays, et jouit d'une réputation d'excellence à l'échelle internationale.

Pour maintenir une position de chef de file dans ce domaine et pour être concurrentiels dans l'économie mondiale, nous devons continuer d'investir dans ce secteur. Nous devons être capables d'attirer le talent international. Nous devons améliorer les infrastructures de transport en commun dans ce corridor et offrir l'accès au financement à toutes les étapes de la recherche, du démarrage, de la fabrication et du développement.

Les changements climatiques ne sont pas une théorie. Ils ne sont pas contestés. Ce sont des faits. C'est dommage qu'en 2016, certains choisissent encore de ne pas y croire. Heureusement, le gouvernement reconnaît la réalité des changements climatiques et la nécessité de s'y attaquer maintenant par l'entremise d'un programme environnemental audacieux. Je suis certain que, par sa nature novatrice et collaborative, l'écosystème de la haute technologie de Kitchener—Waterloo est bien placé pour aider le Canada à devenir un chef de file mondial dans le domaine des technologies vertes et de l'innovation écologique.

Je suis très fier du programme d'infrastructure ambitieux que s'est engagé à réaliser le gouvernement, qui permettra de réparer nos infrastructures en ruine et de stimuler l'économie grâce à des emplois de qualité bien rémunérés.

Les infrastructures ne doivent pas être un enjeu partisan. Nous utilisons tous les mêmes routes, traversons tous les mêmes ponts et fréquentons tous les mêmes hôpitaux. Nous savons que les

investissements dans les infrastructures de transport en commun favorisent les affaires, puisque ces infrastructures permettent un accès plus rapide aux marchés. Elles sont bonnes pour l'environnement, puisqu'elles permettent de réduire le nombre de voitures sur la route. Elles sont bonnes pour les gens, puisqu'elles leur permettent de passer moins de temps sur la route et plus de temps de qualité avec leur famille et leurs amis.

● (1640)

La grande priorité en matière d'infrastructure de transport en commun pour ma collectivité est un service de train de passagers à double voie offert toute la journée entre Kitchener et Toronto. Cette priorité est appuyée par tous les paliers de gouvernement et constitue un ingrédient essentiel pour solidifier la « Quantum Valley », favoriser la croissance économique et la création d'emplois bien rémunérés, et faire en sorte que le Canada puisse demeurer concurrentiel mondialement dans le secteur de la haute technologie.

Le logement abordable est également une énorme préoccupation pour ma collectivité. L'afflux récent de réfugiés a contribué à faire connaître nos besoins en matière de logement et a mis en lumière cet important problème. La région de Waterloo, dont fait partie Kitchener, a été choisie comme lieu d'établissement de réfugiés en raison du cadre de services collaboratifs existant entre ses organismes communautaires, de son solide leadership régional et municipal, et de son vaste bassin de personnes dévouées déjà mobilisées pour trouver des solutions permanentes à l'itinérance dans notre collectivité. Lorsqu'il est question de logement abordable, il n'est pas question de privilégier les itinérants ou les réfugiés, les résidents de longue date ou les néo-Canadiens. Il faut trouver une solution pour tous ces gens. Il convient de souligner que le logement n'est pas le problème: c'est la solution.

Je suis heureux que nos propositions d'infrastructure sociale contribueraient à faire en sorte que tous les membres de notre collectivité aient un chez-soi. L'élaboration d'un cadre national en matière de logement est une décision stratégique sensée non seulement sur le plan social, mais aussi sur le plan de la santé et de l'économie.

Les gens de ma circonscription s'inquiètent aussi vivement de l'avenir du régime de santé au Canada. Une des décisions les plus troublantes qu'a prises le gouvernement précédent a été de ne pas renouveler l'accord canadien sur la santé. Les provinces et les territoires doivent pouvoir compter sur un financement prévisible pour procéder aux investissements à long terme nécessaires dans notre système de santé, afin que celui-ci puisse continuer de servir les Canadiens, aussi bien aujourd'hui que demain. Je suis donc très heureux de constater que le gouvernement s'efforcera de rétablir ce financement.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, je suis fier d'être propriétaire d'une petite entreprise, soit une pharmacie. J'ai passé une bonne partie de ma vie adulte à aider des gens de tous âges à obtenir les médicaments dont ils ont besoin pour mener une vie heureuse, productive et en santé. J'ai été fier d'assumer cette énorme responsabilité pendant de nombreuses années. Cependant, en tant que pharmacien, j'ai vu trop souvent des personnes avoir de la difficulté à payer les médicaments dont ils avaient besoin. C'est inacceptable. Personne ne devrait avoir à choisir entre manger ou acheter des médicaments. Personne ne devrait avoir à choisir entre payer le loyer ou acheter des médicaments. C'est pourquoi je suis extrêmement heureux que le gouvernement se soit engagé à prendre des mesures pour faire l'acquisition de produits pharmaceutiques en vrac. Il s'agit d'un pas important et nécessaire dans la bonne direction.

L'Adresse

Cependant, ce n'est pas fini. Je continuerai de défendre les politiques qui rendent les médicaments sur ordonnance plus abordables et plus facilement accessibles pour tous les Canadiens.

Nous venons exercer nos fonctions de député dans cette enceinte mus par de grands espoirs et de grands désirs. Chacun d'entre nous souhaite faire le mieux possible pour sa circonscription et pour son pays. Ce sont de nobles idéaux, auxquels il est souhaitable d'adhérer. Cependant, la réalité politique est parfois faite d'opportunisme. Tous les députés de cette 42^e législature devraient s'efforcer de réduire au minimum la place qu'occupent leurs divergences dans les débats et se concentrer sur les questions qui nous rendent plus forts. Je sais que ce ne sera pas facile. Je sais que nous ne pourrons pas effacer certains clivages et que de grands débats auront inévitablement lieu. Toutefois, je crois qu'en alliant respect mutuel, poursuite des idéaux et désir de faire de son mieux, nous parviendrons à bien servir le Parlement et notre pays.

• (1645)

[Français]

Nous sommes tous ici pour la même raison. Nous voulons tous servir nos concitoyens aussi bien que possible. Nous sommes tous ici pour améliorer la vie des Canadiens et des Canadiennes. J'aimerais demander à tous les députés de la Chambre de garder cette idée en tête au cours des prochaines semaines.

[Traduction]

Je voudrais encore une fois remercier les bonnes gens de Kitchener-Centre de m'avoir donné cette chance historique de les représenter et remercier aussi mon équipe de campagne et mes bénévoles pour leur dévouement et leur travail infatigable. Je voudrais remercier mes parents pour l'excellent jugement dont ils ont fait preuve en m'emmenant vivre au Canada ainsi que les autres membres de ma famille, pour m'avoir appuyé. J'ai hâte de pouvoir travailler avec tous les députés.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député pour son discours et pour son élection.

Le député a mentionné l'importance des petites entreprises pour le Canada, et je suis entièrement d'accord.

Voici la question que je voudrais poser au député. Pense-t-il qu'augmenter le prix du carbone et les cotisations des employeurs au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-emploi forcera des petites entreprises à fermer leurs portes?

• (1650)

M. Raj Saini: Au contraire, monsieur le Président. Le gouvernement croit qu'une solide économie doit toujours être accompagnée, en contrepartie, d'une bonne politique environnementale. Nous savons que nous devons oeuvrer dans nos circonscriptions en étant conscients que nous sommes tous dans le même bain, y compris les petites et les grandes entreprises. Chaque ministre a reçu une lettre de mandat l'encourageant à établir un cadre pour l'environnement.

Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de son excellente allocution. Je le félicite aussi d'avoir été élu.

Compte tenu des observations du député, j'estime qu'il se joindra à moi lorsque nous évoquerons les politiques de l'ancien gouvernement qui semaient la division et la peur, et lorsque nous réclamerons de nouvelles façons de faire et des politiques différentes. Les Canadiens sont prêts pour ce changement; nous voulons d'ailleurs

faire comprendre le plus tôt possible à nos concitoyens que c'est le début d'une ère nouvelle au Canada.

L'ancien régime axé sur la peur et la division a notamment été instauré par le projet de loi C-24, qui a créé deux classes de citoyens au Canada. Je me demande si le député réclamera le plus tôt possible, comme moi, l'abrogation de ce projet de loi.

M. Raj Saini: Monsieur le Président, je crois que tous les députés sont d'accord pour dire que le Canada a été fondé sur le principe de l'égalité des citoyens. Je suis convaincu que nous joindrons notre voix à celle de la députée pour que ce principe d'égalité s'applique toujours au Canada.

M. Frank Baylis (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, ma circonscription est le siège de la coopérative d'habitation Cloverdale, la plus grande coopérative du Canada. Malheureusement, l'automne dernier, les allocations versées aux familles qui y habitent ont pris fin. Il s'agit de quelques centaines de dollars de moins par famille et par habitation, mais cette mesure a eu d'énormes répercussions sur ces gens.

Voici la question que j'adresse à mon collègue: que pense faire le gouvernement pour aider la population, et plus particulièrement ces gens, dans le domaine du logement social?

M. Raj Saini: Monsieur le Président, le gouvernement a fait campagne en annonçant sans équivoque qu'il allait investir dans les infrastructures sociales, les infrastructures vertes et le transport en commun. Comment? Il allait permettre aux municipalités et aux gouvernements régionaux de prendre les décisions qu'ils jugeraient nécessaires et de faire les investissements qu'ils estimerait indispensables dans le cadre d'un partenariat d'égal à égal avec le fédéral. Je garantis à mon collègue la participation du gouvernement.

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Windsor—Tecumseh.

Même si ce n'est pas la première fois que je prends la parole dans cette enceinte au cours de la présente session, je profite de l'occasion pour remercier les gens de Port Moody—Coquitlam, d'Anmore et de Belcarra de leur soutien et de la confiance qu'ils m'ont témoignée en m'élisant pour les représenter. C'est un honneur de continuer à servir cette belle collectivité diversifiée. Je continuerai de travailler fort pour la servir avec intégrité et respect.

J'en profite aussi pour remercier ma femme, Lynda, mes parents, Val et Cy, mon équipe de campagne et les centaines de bénévoles et d'employés qui ont travaillé sans relâche à ma campagne électorale. Je leur suis reconnaissant.

Je me suis réjoui que le discours du Trône traite de quelques-uns des problèmes bien réels qui préoccupent les gens de ma circonscription et de tout le pays, mais un discours du Trône demeure lettre morte s'il n'est pas suivi de mesures concrètes.

Chaque jour, des électeurs me disent qu'ils se débattent contre les effets bien tangibles de l'inégalité économique croissante, de la détérioration des services publics et des changements climatiques.

L'Adresse

Lors de la dernière campagne électorale, les libéraux ont promis un changement rapide et positif. Il a donc été décevant de voir un discours du Trône aussi mince, donnant peu de détails et pratiquement aucune date, ni aucune précision sur les principaux enjeux comme des objectifs pour contrer les changements climatiques, un financement pour combler le manque à gagner dans l'éducation et l'approvisionnement en eau des Premières Nations ou l'annulation des compressions des conservateurs dans la santé et les pensions. En l'absence d'information précise, j'espère sincèrement que cela n'indique pas que les libéraux se cherchent une excuse pour revenir sur les promesses qu'ils ont faites aux Canadiens durant la campagne électorale. Les Canadiens sont fatigués des promesses non tenues et ils se méfient à juste titre des discours creux du gouvernement. Après dix ans de règne conservateur, on ne peut pas les blâmer. Les Canadiens veulent et méritent des actions concrètes.

Durant la récente campagne électorale, les libéraux ont promis de s'attaquer à l'inégalité des revenus et à la stagnation de la classe moyenne, et pour cause. L'inégalité des revenus au Canada ne cesse de s'accroître et les familles canadiennes en paient le prix. Malheureusement, plutôt que d'aider les familles canadiennes, la première chose qu'ils ont faite à leur arrivée à Ottawa a été de creuser l'écart en instaurant une soi-disant réduction d'impôt pour la classe moyenne. Selon le bureau du directeur parlementaire du budget, le nouveau plan de réduction d'impôt des libéraux ne profiterait qu'aux 30 % des contribuables qui gagnent les revenus les plus élevés et la majeure partie de l'argent ira aux 10 % les plus riches. Les électeurs de ma circonscription, Port Moody—Coquitlam, ressentent les effets des prix exorbitants des maisons, des services de garderie, des médicaments d'ordonnance et de l'épicerie. Nous pouvons et devons faire mieux. Le gouvernement doit attaquer de front le problème de l'inégalité des revenus. Il pourrait commencer par demander aux sociétés les plus riches de payer leur juste part, s'attaquer aux paradis fiscaux et remettre en vigueur le salaire minimum fédéral pour faire grimper les salaires de tous les travailleurs canadiens.

Les libéraux ont promis d'investir dans ce qu'ils appellent l'infrastructure sociale. Selon l'endroit où vous habitez, cela pourrait vouloir dire n'importe quoi. J'espère que nous aurons bientôt plus de précisions sur les plans de dépenses pour les infrastructures, car il est impératif d'injecter plus d'argent dans des logements abordables afin d'alléger la pression sur ceux qui sont aux prises avec des coûts élevés et une lourde dette personnelle.

Le coût exorbitant du logement préoccupe beaucoup d'habitants du Grand Vancouver. Le coût moyen d'une habitation dans la région des Tri-Cities est passé de 17 à 25 % l'an dernier seulement. Il est irréaliste pour bien des jeunes familles de penser à s'acheter une maison, ce qui les oblige à s'installer loin de leur lieu de travail; en conséquence, elles passent plus de temps dans les bouchons et moins de temps avec leurs proches. Les hausses d'impôt foncier ont forcé les personnes âgées dont le revenu est fixe à vendre leur maison et à déménager à un moment où il y a une pénurie de logements abordables. La dernière fois que le gouvernement fédéral a investi dans le logement abordable, c'est lorsque le regretté Jack Layton, chef du NPD, l'a convaincu de remplacer les réductions de l'impôt des sociétés par des investissements dans l'infrastructure sociale. J'encourage le nouveau premier ministre à s'inspirer de cet exemple progressiste et à agir dès maintenant.

Je suis fier d'être le porte-parole du NPD pour Pêches et Océans Canada et la Garde côtière canadienne. Sur la côte Ouest, la promesse des libéraux de rouvrir le poste de la Garde côtière de Kitsilano est une bonne nouvelle. On ne l'ouvrira jamais assez tôt.

● (1655)

La fermeture du poste de la Garde côtière de Kitsilano par le gouvernement précédent, ainsi que la fermeture ou la réduction du financement des centres des Services de communications et de trafic maritime, ou SCTM, ont eu des conséquences désastreuses en Colombie-Britannique. Ces compressions mettent en danger la vie des pêcheurs et des autres marins, de même que le milieu marin. Le gouvernement doit dès maintenant rouvrir le poste de la Garde côtière de Kitsilano et rétablir son effectif complet. Il doit rouvrir le centre des SCTM d'Ucluelet et Tofino, qui a été fermé récemment, et mettre un terme au projet de fermeture des centres des SCTM de Vancouver et de Comox.

Ensemble, nous pouvons protéger nos eaux côtières contre les risques environnementaux et aussi protéger les gens qui y naviguent quotidiennement. J'espère que le gouvernement respectera sa promesse et qu'il mettra en œuvre les 75 recommandations formulées dans le rapport de la Commission Cohen. Voilà trois ans que ce rapport a proposé un plan pour le rétablissement du saumon sauvage du fleuve Fraser. Le nouveau gouvernement ne doit pas commettre les mêmes erreurs que le gouvernement précédent en se traînant les pieds.

Le saumon sauvage est menacé sur la côte Ouest en raison de la pisciculture à enclos ouverts, de l'industrialisation des habitats fragiles et des changements climatiques. À l'issue d'une enquête qui a duré deux ans, le rapport de la Commission Cohen a formulé 75 recommandations visant à améliorer la durabilité future du saumon rouge du fleuve Fraser. Ce rapport exhaustif a mis en lumière l'incidence, sur le saumon sauvage, des facteurs de stress tels que les changements climatiques, l'aquaculture, la protection inadéquate de l'habitat et le financement insuffisant de la recherche scientifique.

Le saumon rouge du fleuve Fraser est indispensable au dynamisme économique, écologique et culturel de ma province. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre l'une des dernières grandes rivières à saumons du monde, dont dépendent d'innombrables emplois dans les collectivités riveraines. Il est temps d'agir. J'encourage le nouveau ministre à appliquer les recommandations de la Commission Cohen et j'ai hâte de collaborer avec lui à ce dossier.

Je sais que mon temps de parole tire à sa fin, mais, avant de conclure, je veux parler brièvement des pipelines, du processus d'évaluation environnementale et de l'approbation sociale. Les droits inhérents et issus des traités des Premières Nations sont inscrits dans le droit canadien. Les Premières Nations, les Inuits et les Métis comptent à leur actif une suite quasi ininterrompue de quelque 200 victoires juridiques qui affirment leurs droits. Il est donc temps d'envisager sérieusement l'établissement d'une relation de nation à nation avec les Premières Nations et de faire d'elles de véritables partenaires en matière de valorisation des ressources naturelles.

L'Adresse

Les néo-démocrates croient que le fait d'assujettir les projets d'exploitation des ressources naturelles à l'approbation sociale incitera les communautés des Premières Nations, les citoyens et la société civile dans son ensemble à participer au processus de manière à ce que l'on puisse tenir compte de leurs vues et de leur expertise en ce qui concerne le développement durable de nos ressources. J'encourage le gouvernement à prendre des mesures en ce sens. Il devrait s'attacher en priorité à rétablir le processus d'évaluation environnementale qui a été réduit à néant par le gouvernement fédéral précédent. Nous devons rétablir le Programme d'action environnementale pour l'inlet Burrard et le Programme de gestion de l'estuaire du fleuve Fraser qui ont été supprimés sous le règne des conservateurs. En raison de la hausse des activités industrielles, nous devons tenir compte des incidences cumulatives de chaque projet d'envergure et formuler des recommandations fondées sur la science à l'intention de tous les ordres de gouvernement. Examiner chaque projet séparément sans prendre en considération les effets en aval nuira à long terme à notre économie côtière.

Les néo-démocrates souhaitent un développement durable des ressources naturelles qui favorise la création d'emplois à valeur ajoutée au Canada et réduise notre dépendance au pétrole étranger. Nous n'avons nul besoin de compromettre la santé de notre environnement ou des générations futures pour atteindre ces objectifs. Nous avons besoin d'un leadership fédéral, d'un leadership fort. Nous ne pouvons plus favoriser l'approche fondée sur l'extraction et l'expédition. Nous pouvons bâtir une économie durable qui générera des centaines de milliers d'emplois et protégera notre environnement pour les générations futures.

En terminant, le Canada fait face à des défis environnementaux et économiques de taille, et les libéraux ont promis de s'y attaquer. Espérons qu'ils seront à la hauteur de leurs promesses.

● (1700)

Je promets que nous, néo-démocrates, ferons en sorte que le gouvernement rende des comptes. Nous serons là pour le lui rappeler et énoncer bien fort les mesures qu'il faut prendre pour s'attaquer à ces graves problèmes. Les Canadiens ne méritent rien de moins.

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Je tiens à rappeler deux choses aux députés.

Tout d'abord, ils doivent être assis à leur place pour pouvoir prendre la parole, si jamais il y a des questions.

[Français]

Ensuite, avant de parler, il faut vérifier si la petite lumière sur son pupitre est allumée. Je suis sûr que les gens qui sont chez eux, et ceux qui sont dans la salle, veulent entendre tout ce que les députés ont à dire. Si la lumière n'est pas allumée, ils vont rater quelque chose.

[Traduction]

Le député d'Hastings—Lennox and Addington a la parole.

M. Mike Bossio (Hastings—Lennox and Addington, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député d'avoir été élu en octobre et d'avoir fait un excellent discours cet après-midi.

Comme lui, je viens d'une circonscription rurale. Les mesures annoncées dans le discours du Trône seront bénéfiques pour toutes les circonscriptions du pays.

En ce qui concerne l'infrastructure sociale, l'infrastructure écotechnologique et les infrastructures à l'épreuve des changements climatiques, sur lesquelles nous concentrerons nos efforts, les allègements fiscaux que nous proposons aideront une bonne partie des gens qui vivent dans nos circonscriptions, ceux dont le revenu se

situe entre 45 000 \$ et 90 000 \$. L'Allocation canadienne aux enfants aidera aussi un grand nombre de familles à revenu faible ou moyen à subvenir aux besoins de leurs enfants et permettra de sortir 300 000 enfants de la pauvreté.

Pour ce qui est de l'infrastructure sociale, nous mettrons l'accent sur les centres de soins de longue durée, le logement abordable, les établissements de retraite et les places en garderie. Je suis convaincu que le député constatera lui aussi que de tels projets seront utiles pour sa circonscription.

● (1705)

M. Fin Donnelly: Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à apporter une correction: la circonscription de Port Moody—Coquitlam se trouve en banlieue; elle est plus urbaine que rurale. Quoi qu'il en soit, nous avons de nombreux défis à relever. Il y a dans notre région des gens à faible revenu. Ils ne pourront malheureusement pas profiter de l'allègement fiscal des libéraux, mais il s'adonne que les hauts salariés, eux, en profiteront. Il aurait été possible, je crois, d'ajuster ce plan afin qu'un plus grand nombre de Canadiens en bénéficient, dans ma circonscription et ailleurs au pays.

Pour ce qui est des projets d'infrastructure, nous attendons avec impatience les détails du plan du gouvernement: l'échéancier, les précisions, le rôle des provinces, des municipalités et d'autres intervenants. Nous voulons aussi voir ce qui est prévu au chapitre du logement.

Le logement coûte horriblement cher dans ma circonscription. C'est un immense sujet de préoccupation pour beaucoup de citoyens et de jeunes familles qui tentent de bâtir leur vie dans Port Moody—Coquitlam.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député pour son élection.

Le gouvernement libéral a promis un vrai changement, mais, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas vraiment vu de plans détaillés conformes à l'échéancier promis pendant la campagne.

Le député pourrait-il nous dire quels sont les plans et les calendriers de réalisation du gouvernement qu'il attend avec le plus d'impatience?

M. Fin Donnelly: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné dans mon allocution, le discours du Trône est bien mince. Il manque de détails, notamment sur l'échéancier.

C'est vrai qu'il y a de nombreuses priorités. J'ai parlé des inégalités, un problème qu'il faut selon moi régler. Nous avons besoin de plus de détails sur le logement, qui est un motif de préoccupation partout au pays. Il nous faut aussi des précisions concernant les changements climatiques. Quand la question des cibles sera-t-elle abordée au niveau national? Le gouvernement s'est engagé à l'échelle internationale, très bien, mais qu'est-ce que cela signifie pour le Canada? Quand verrons-nous des mesures concrètes au pays?

Il y a beaucoup d'autres questions. J'ai parlé du rétablissement du poste de la Garde côtière de Kitsilano. Aucun engagement n'a été pris quant à l'équipement, aux effectifs et à la date de la réouverture.

Il y a la fermeture imminente du centre des Services de communication et de trafic maritime de Comox, qui sert d'yeux et d'oreilles aux marins, tout comme les tours de contrôle de la circulation aérienne pour les aéronefs. Il s'agit d'un service essentiel. Il faut annuler immédiatement la fermeture de ce centre et rouvrir ceux qui ont été fermés afin de fournir les ressources nécessaires à la sûreté que méritent la côte et les localités côtières.

L'Adresse

Mme Cheryl Hardcastle (Windsor—Tecumseh, NPD): Monsieur le Président, je suis ravie d'être ici aujourd'hui, parmi les députés, en tant que représentante récemment élue de Windsor—Tecumseh. Vous m'en voyez reconnaissante et honorée. Cela dit, pour un instant, je vais parler en tant que fière maman de ma cadette, Chevonne Hardcastle, qui célèbre aujourd'hui son 23^e anniversaire. Je la salue et lui souhaite une excellente journée.

Windsor—Tecumseh est un endroit fascinant. La circonscription est composée d'un certain nombre de collectivités qui, jadis distinctes, se sont regroupées au fil des ans. Les gens créent un tissu vivant et productif à Windsor et dans le comté d'Essex. Je suis honorée d'accepter la confiance qu'ils m'ont témoignée.

Dans les quartiers dynamiques de Windsor et Tecumseh, notamment Riverside, Walkerville, St. Clair Beach, Oldcastle et Maidstone, nous comprenons à quel point il est fondamental de tenir compte de l'équité en matière de services sociaux, d'économie et de santé. Nous attendons avec impatience la nouvelle ère qui nous a été promise, une ère de coopération entre tous les ordres de gouvernement, ainsi qu'un retour à un leadership national en matière de soins de santé, et la négociation d'un nouvel accord sur la santé.

Pendant la campagne électorale, j'ai promis aux gens de ma circonscription que je défendrais en leur nom les questions qui leur tiennent le plus à coeur, et j'entends honorer cet engagement.

À bien des égards, la circonscription de Windsor—Tecumseh ressemble beaucoup aux autres régions du pays. La population se préoccupe grandement de la condition du système de soins de santé, des débouchés pour les jeunes, de l'emploi, de la sécurité et de la dignité des personnes à la retraite, du logement abordable, et cetera. Toutefois, les gens de ma circonscription s'inquiètent aussi à juste titre de l'environnement, surtout en ce qui a trait à l'intendance des Grands Lacs qui les entourent.

La justice sociale est importante pour Windsor—Tecumseh. Heureusement, comme je suis néo-démocrate, les priorités de la population que je représente sont les mêmes que celles de mon parti, et ce n'est pas un hasard. Le NPD existe pour défendre ces priorités et ces valeurs. La population de Windsor—Tecumseh défend la justice sociale. On n'a qu'à penser au sous-amendement du NPD en réponse au discours du Trône pour le constater. Voici ce qu'il dit:

[...] collaborer avec les partis de l'opposition pour présenter des changements réalistes, structurés et concrets qui profiteraient aux citoyens les plus vulnérables du Canada, notamment aux aînés par la bonification du Supplément de revenu garanti, aux familles de la classe moyenne par la réduction des impôts de la première fourchette d'imposition, aux travailleurs à faible revenu par le leadership nécessaire pour élever le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure et aux personnes peinant à intégrer le marché du travail par la prestation d'une assurance-emploi solide et fiable.

Les députés connaissent à n'en pas douter la riche histoire de la ville de Windsor et du comté d'Essex, et le rôle que la ville a joué dans l'histoire de l'industrie automobile en Amérique du Nord. L'innovation et la recherche peuvent faire beaucoup pour encourager le développement accru de ce secteur dans notre région. Dans leur programme électoral, les libéraux se sont engagés à investir dans notre économie et à la faire croître, à renforcer la classe moyenne, et à venir en aide à ceux qui travaillent fort pour en faire partie. Le gouvernement actuel a aussi déclaré, et c'est important, qu'il s'attend à ce que les Canadiens veillent à ce qu'il respecte ses engagements. Les néo-démocrates s'engagent à appuyer le gouvernement s'il donne suite à ses promesses, et à lui demander des comptes s'il ne le fait pas.

Même si le secteur de l'automobile ne figurait pas dans le programme électoral du Parti libéral ni dans le discours du Trône,

j'espère néanmoins que le gouvernement adoptera des politiques qui permettront de revitaliser ce secteur essentiel de notre économie. Les Américains nous devançant déjà dans ce domaine, car ils ont lancé l'an dernier un programme de partenariat intitulé « Investing in Manufacturing Communities Partnership ». Ce programme encourage les collectivités à mettre au point des stratégies globales de développement économique qui leur permettront de consolider l'avantage concurrentiel qui leur permettra d'attirer des investissements étrangers dans les domaines de la fabrication et de la chaîne d'approvisionnement. Ce programme a notamment pour but de coordonner l'aide fédérale afin d'appuyer de solides plans de développement de la part des collectivités, et de synchroniser les programmes de subventions des différents organismes et ministères.

• (1710)

C'est ainsi que les néo-démocrates voient les choses. Nous avons quelques idées sur la façon dont le Canada pourrait atteindre des objectifs semblables au sein de son industrie automobile. Nous avons indiqué très clairement qu'il est nécessaire d'adopter des stratégies nationales pour nos secteurs manufacturiers. Je pense tout particulièrement à une stratégie nationale pour l'industrie automobile, chose que l'on attend depuis longtemps dans Windsor—Tecumseh.

Nous croyons que, comme nos amis américains, le gouvernement du Canada devrait faciliter la tâche des constructeurs d'automobiles et des investisseurs qui souhaitent s'implanter au Canada. Nous avons imaginé un programme que nous avons appelé « ICanada ». Ce programme constituerait un guichet unique, permettant aux fabricants d'automobiles et aux investisseurs d'avoir accès aux divers programmes et incitatifs qui, nous l'espérons, seront bientôt mis en place par le gouvernement fédéral.

Nous croyons que le gouvernement devrait améliorer les incitatifs financiers destinés aux fabricants d'automobiles et aux fournisseurs de pièces d'automobiles en échange d'engagements fermes de leur part en matière d'emplois et d'investissements au Canada. Le gouvernement doit appuyer la recherche et l'innovation dans le secteur de l'automobile, notamment en renouvelant sans tarder le financement destiné au Réseau des centres d'excellence en ingénierie AUTO21 de l'Université de Windsor.

Comme le discours du Trône ne parle pas précisément des Grands Lacs, j'ai consulté le programme électoral du Parti libéral afin d'y trouver l'engagement de les protéger et l'intention de prévenir, en collaboration avec les provinces et nos partenaires des États-Unis, la propagation d'espèces envahissantes, d'entreprendre des initiatives fondées sur les données scientifiques, de mieux comprendre et gérer les niveaux d'eau et de décontaminer les côtes. Ces enjeux de durabilité comptent beaucoup pour les gens de Windsor—Tecumseh; nous y sommes d'ailleurs très sensibles à cause de l'endroit où nous vivons.

On trouve même la promesse de rétablir le financement de 1,5 million de dollars qui était affecté à la recherche sur l'eau douce. Ce financement avait été aboli par l'ancien gouvernement conservateur.

Je m'arrête un instant pour saluer le travail de l'institut de recherche environnementale des Grands Lacs, de l'Université de Windsor. Ses travaux sont très importants, autant à l'échelle régionale et nationale que mondiale.

L'Adresse

Bien des députés ont sûrement appris dans les bulletins de nouvelles que les algues bleues toxiques prolifèrent souvent de façon importante sur les berges de la région de Windsor—Essex. Du rivage, les algues semblent couvrir l'ensemble du lac Érié. Ces algues rendent toxiques nos sources d'approvisionnement en eau. Aucun avis d'ébullition de l'eau ne peut régler le problème, car l'eau reste toxique même si on la fait bouillir.

Ces émissions toxiques dans l'eau privent les poissons ainsi que la faune et la flore aquatiques d'oxygène. Nous nous préoccupons tous de la salubrité de l'eau douce, que nous tenons pour acquise. La situation est un véritable signal d'alarme qui nous avertit qu'il faut faire des recherches et prendre la question au sérieux.

J'applaudis au travail du groupe Citizens Environment Alliance et au plan d'assainissement de la rivière Detroit. Avec cet organisme, je surveillerai de très près le travail du nouveau gouvernement dans ces domaines et je ferai tout mon possible pour aider le parti au pouvoir et l'obliger à respecter les promesses dont j'ai parlé plus tôt.

Par ailleurs, au chapitre de la santé, les libéraux ont promis de renégocier l'accord sur la santé, qui devrait comprendre une nouvelle entente de financement, supposément en collaboration avec les provinces et les territoires. Peu de détails ont été donnés jusqu'ici.

Comme on peut s'y attendre, les néo-démocrates ont, en matière de soins de santé, quelques idées que nos collègues d'en face trouveront intéressantes. Quand j'ai fait du porte-à-porte dans ma circonscription, j'ai beaucoup entendu parler du coût exorbitant des médicaments d'ordonnance. Les néo-démocrates sont fermement convaincus que l'augmentation du financement devrait servir à mettre en place un régime national d'assurance-médicaments.

Un foyer canadien sur quatre compte une personne qui n'a pas les moyens de s'acheter les médicaments prescrits par son médecin. Nous exhortons par conséquent le nouveau gouvernement à s'attaquer sans tarder à ce dossier important. Personne ne devrait avoir à arrêter de manger pour s'acheter un médicament nécessaire à la vie.

Nous exhortons également le nouveau gouvernement à annuler les compressions que le précédent gouvernement conservateur comptait apporter en santé afin que nous puissions travailler avec les provinces à l'amélioration des services de santé. Dans l'intérêt des cinq millions de Canadiens sans médecin de famille, il est impératif que nous favorisions l'embauche de médecins et de personnel infirmier.

Nous devrions également dresser un plan concret et détaillé pour aider le million d'enfants et d'adolescents canadiens atteints d'une maladie mentale qui n'ont pas accès à des soins suffisants, notamment dans le cadre d'interventions précoces qui favorisent les résultats heureux.

• (1715)

Il nous faut une stratégie sur les soins aux aînés dans le besoin, autant à domicile qu'à l'hôpital, dans les établissements de soins de longue ou dans les centres de soins palliatifs. Le nouveau gouvernement n'a pas encore annoncé s'il compte annuler les compressions en santé prévues par les conservateurs, et pourtant...

• (1720)

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): À l'ordre, s'il vous plaît. Passons aux questions et aux observations. Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la députée parle des soins de santé. Le gouvernement

actuel a parfaitement conscience de leur valeur et de leur importance. Les Canadiens sont extrêmement fiers de leur système de santé. D'ailleurs, on constate maintenant que la collaboration entre les différents ordres de gouvernement s'est grandement améliorée.

Paul Martin a mis en place l'accord sur les soins de santé, grâce auquel les provinces ont reçu des sommes inégales pour soutenir le système de santé. Nous sentons la même forte volonté de coopération.

La députée ne convient-elle pas que c'est plus qu'une simple question d'argent? Les Canadiens veulent que l'on fixe des normes nationales. Ils veulent que le gouvernement fédéral travaille en étroite collaboration avec les provinces. À l'heure actuelle, la chose la plus importante que nous puissions faire consiste non seulement à verser de l'argent, mais à travailler avec les provinces pour moderniser notre régime de santé, notamment en ce qui a trait à la santé mentale, aux services à domicile et aux médicaments. Il y a tellement de choses que nous pouvons accomplir.

L'une des étapes les plus importantes consiste à sortir d'Ottawa pour aller rencontrer les autorités provinciales et chercher le moyen d'élaborer un plan dont nous pourrions tous être fiers.

Mme Cheryl Hardcastle: Monsieur le Président, la question du député me permet de réaffirmer à quel point il importe que nous nous engageions à conclure un accord sur la santé. Nous ne pourrions préparer aucun plan à long terme tant que nous n'aurons pas conclu cet accord en l'arrimant à nos stratégies sociales qui concernent la santé. Nous savons tous de quoi il s'agit. On appelle cela les déterminants sociaux de la santé.

Nous ne pouvons pas travailler à ces stratégies à long terme et collaborer efficacement avec nos partenaires municipaux et provinciaux s'il n'y a pas d'engagement au niveau national. C'est la première étape, très simple, mais importante: réaffirmer notre engagement à l'égard des soins de santé au niveau national. Un leadership national est essentiel si nous voulons agir sur les déterminants sociaux de la santé.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je veux féliciter la députée pour son élection dans la circonscription voisine de la mienne, Sarnia—Lambton.

Les personnes âgées sont pour moi une priorité, mais rien n'est mentionné à leur sujet dans le discours du Trône. C'est particulièrement troublant, car les mauvaises politiques économiques du gouvernement ont déjà entraîné une chute de 28 % des cours boursiers, qui devraient baisser encore de 20 %. Cela signifie que les économies de nombreux aînés seront réduites de moitié. Le gouvernement a annulé la hausse du plafond de cotisation au CELI. En conséquence, les prix de tous les produits augmenteront.

Qu'est-ce que la députée aimerait que le gouvernement fasse pour les aînés?

Mme Cheryl Hardcastle: Monsieur le Président, je suis d'accord pour dire que nous devons envisager une approche plus systématique pour nos personnes âgées. Notre plateforme respire le gros bon sens et prévoit des mesures qui déclencheront une cascade d'effets désirables. Pour que les personnes âgées jouissent d'une meilleure sécurité du revenu, les libéraux ont fait campagne autour de l'idée, contenue dans leur plateforme, d'améliorer le Régime de pensions du Canada. Or, j'ai parlé auparavant des déterminants sociaux de la santé. Beaucoup trop de personnes âgées sont actuellement contraintes de payer une facture plutôt qu'une autre ou d'acheter un médicament et de se priver d'un autre, alors notre plateforme prévoit aussi un régime d'assurance-médicaments.

Il nous faut maximiser nos ressources, et nous croyons que, pour y arriver, nous devons avoir accès à ces ressources, par exemple, en baissant la contribution maximale à un CELI. L'utilisation rationnelle des ressources pour aider les personnes âgées engendrerait des économies à long terme. Le régime d'assurance-médicaments nous permettrait de réaliser des économies par des achats en vrac, sans compter qu'il améliorerait la qualité de vie des gens. En effet, plus les gens sont capables de vivre longtemps chez eux, en toute autonomie, plus leur qualité de vie s'améliore, et plus notre système prend de la vigueur et aide les gens qui en ont vraiment besoin.

Ces formes d'aide doivent être mises en oeuvre, et je crois que le premier chantier à mener à bien est celui d'une refonte du régime national des pensions, qui résoudrait les problèmes de sécurité du revenu pour les personnes âgées.

[Français]

Mme Anju Dhillon (secrétaire parlementaire pour la Condition féminine, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole aujourd'hui avec mon honorable collègue de La Prairie.

Avant tout, je tiens à dire que les mots me manquent pour remercier les membres de ma famille. Ils sont ma force. Ils m'ont donné le courage de me battre pour que je puisse être ici, aujourd'hui, dans cette vénérable institution. Toute ma vie, j'ai chéri le rêve de représenter les citoyens de ma circonscription à titre de députée, de plaider pour leurs droits et de contribuer à faire du Canada un endroit meilleur.

Je veux aussi remercier quelqu'un qui a été comme un ange gardien pour moi. Du fond du coeur, je remercie M^c François L'Heureux de croire en moi et d'être l'un des êtres les plus généreux que je connaisse.

Encore une fois, je remercie aussi du fond du coeur mes concitoyens et concitoyennes de Dorval—Lachine—LaSalle. Grâce à eux, je suis la toute première personne d'origine sud-asiatique à se faire élire au Québec. Leur appui, leurs suggestions, leurs problèmes et leur présence dans ma communauté ne font qu'augmenter mon amour de celle-ci et accentuer la gravité de ma responsabilité en tant que leur députée.

Aux députés de la Chambre à qui ce comté n'est pas familier, je dirai qu'il se trouve au Sud-Ouest de l'île de Montréal et qu'il se compose des villes de Dorval, qui compte une pluralité d'anglophones, de Lachine, dont la majorité est francophone, et de LaSalle, où se mêlent une centaine de dialectes de chaque coin du monde.

Ce comté est un véritable microcosme du Canada. On y trouve des industries, de l'environnement, des cols bleus, des cols blancs, des jeunes et des moins jeunes. Les Premières Nations représentent toujours la pierre angulaire de cette région. C'est aussi un comté d'immigrants depuis plus de trois siècles et demi.

Comme dans le reste du pays, cette mosaïque multiculturelle renforce la richesse et la communauté de notre chez-nous. C'est pourquoi j'étais si contente d'entendre le discours du Trône. Son Excellence le gouverneur général nous a présenté un plan ambitieux, mais réalisable pour les citoyens de ma circonscription ainsi que pour le Canada.

Comme à Moose Jaw, à Scarborough ou au Cap-Breton, trop de mes concitoyens ont eu du mal à joindre les deux bouts. À Lachine, la majorité des couples ont des enfants, dont presque le quart a moins de six ans. En même temps, 70 % de cette population a un salaire individuel inférieur à 40 000 \$ par année. La situation des femmes est encore pire, car leur revenu moyen est presque de 900 \$ de moins

L'Adresse

que celui d'un homme, et elles sont responsables de quatre familles monoparentales sur cinq.

Heureusement, l'aide arrive. Le gouvernement va fournir une allocation pour enfants qui viendra en aide à 9 familles sur 10. Un foyer lachinois monoparental typique, avec deux jeunes enfants, peut obtenir plus de 1 000 \$ par mois, et je rappelle que cette somme est non imposable. Cela va sortir plus de 315 000 enfants de la pauvreté.

Notre investissement dans l'infrastructure, le plus important de l'histoire du Canada, est aussi ciblé pour aider les plus vulnérables. Un Canadien sur quatre ne peut pas se permettre son logement. C'est pourquoi le tiers de l'investissement ira à l'infrastructure sociale. Notre priorité est de bâtir des logements abordables et des résidences pour les personnes âgées. En plus de notre investissement, nous allons travailler avec les provinces et les municipalités.

Chaque jour, je pense à ma grand-mère, qui est décédée l'an dernier. J'ai énormément appris de ma grand-mère, qui a fait de moi une meilleure personne; elle avait de l'empathie. Ma grand-mère était une femme brave, qui avait une force de caractère avec un esprit indomptable. Pendant huit ans, elle a combattu des ACV et a été confinée à son lit les quatre dernières années de sa vie.

Cependant, ma grand-mère n'a jamais abandonné la lutte, et elle a continué à se battre. Elle a souffert physiquement, mais c'est son esprit qui l'a gardée vivante aussi longtemps. Grâce à l'appui de ma famille, j'ai pu être son aidante naturelle pendant les quatre dernières années de sa vie.

Je sais que toutes les personnes âgées n'ont pas cette chance. C'est pour cela que je suis si heureuse et fière que notre gouvernement ait déjà prolongé les prestations de compassion de 6 à 26 semaines. Ce sont six mois de plus. Nous continuons à travailler à la création d'un programme de prestations plus souple et inclusif.

Enfin, soyons très clairs, nous protégerons le fractionnement du revenu de retraite des aînés.

● (1725)

Encore sur le thème de la compassion, je veux reconnaître l'excellent travail de ce gouvernement concernant l'intégration de 25 000 réfugiés syriens au Canada. J'ai eu le grand honneur d'accueillir avec mes collègues les premiers réfugiés syriens au Québec. À leur arrivée, leur joie et leur soulagement étaient vraiment émouvants.

Je suis retournée, avec mon collègue de Laval—Les Îles, accueillir les premiers réfugiés parrainés par l'État. J'ai été époustoufflée face à l'amélioration et à la finesse des mécanismes d'intégration d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. À cette occasion, presque la moitié des nouveaux arrivants étaient de jeunes enfants et, plutôt que d'être effrayés dans ce pays inconnu, ils avaient de grands sourires et ils ont créé de nombreuses oeuvres d'art pour nous.

Lorsque je pense à ces familles, à nos aînés, aux milliers de réfugiés et aux scientifiques enfin démuselés, je suis abasourdie par tout ce que ce gouvernement a accompli en seulement 99 jours, et chaque soir, j'ai hâte de voir ce que le lendemain apportera.

L'Adresse

● (1730)

[Traduction]

J'ai particulièrement hâte de voir la réalisation du programme ambitieux du gouvernement actuel en matière de condition féminine. Cela fera demain exactement 100 ans que les femmes se sont vu accorder le droit de vote. Des pionnières comme Nellie McClung se sont battues pour que la voix des femmes soit entendue. Il a fallu passablement de courage pour remettre en question les normes établies de la société. Elle a dû affronter beaucoup d'opposition de la part d'hommes et de femmes qui avaient peur que les droits des femmes n'entraînent l'éclatement des familles et des foyers.

Mais, ayant pu voir de près la souffrance des femmes et des enfants victimes de la pauvreté, de la négligence, des charges de travail écrasantes ou de l'alcoolisme, Mme McClung a lutté pendant presque dix ans pour que les femmes obtiennent le droit de vote. Elle a gagné son combat et, en fin de compte, ce sont toutes les femmes qui en sont sorties gagnantes. Mme McClung estimait que « le véritable esprit du mouvement des suffragettes réside dans la solidarité et l'intérêt que l'on éprouve pour les autres femmes ».

Le 28 janvier 1916, le Manitoba est devenu la première province canadienne à accorder le droit de vote aux femmes. Nellie McClung a continué de lutter pour le droit de vote des femmes dans d'autres provinces, et la société a progressé de façon constante. Cependant, il reste encore beaucoup de travail à faire. Il y a encore un écart salarial important entre les hommes et les femmes, une situation aggravée par le fait que les femmes sont plus susceptibles de réduire leurs heures de travail afin de prendre soin de leurs enfants, de leurs proches malades ou des aînés, et qu'elles sont moins susceptibles d'être adéquatement représentées parmi les personnes qui occupent un poste de direction. Les femmes représentent environ 50,4 % de la population canadienne. Même si nous avons battu un record électoral, puisque 26 % des députés sont des femmes, nous n'avons parcouru qu'un peu plus de la moitié du chemin vers la parité hommes-femmes à la Chambre des communes. Au rythme où vont actuellement les choses, il faudra encore attendre un siècle.

Malheureusement, il y a un problème encore plus pressant, puisque les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes de violence sexuelle et de harcèlement, et le risque est trois fois plus élevé chez les femmes autochtones.

Depuis le discours du Trône, le gouvernement a enfin lancé une enquête nationale sur les femmes autochtones assassinées ou disparues. Les disparitions, la violence et les morts qui ont touché et qui continuent de toucher les femmes autochtones sont une tragédie nationale. Nous avons respecté notre engagement en agissant immédiatement dans ce dossier.

Dans ce contexte, il ne fait aucun doute qu'encore aujourd'hui, le ministère de la Condition féminine répond à un besoin criant, comme à l'époque où Pierre Elliott Trudeau l'a créé. Je suis extrêmement privilégiée d'avoir été nommée au poste de secrétaire parlementaire pour la Condition féminine. À ce titre, je travaille avec un gouvernement qui considère que l'égalité entre les sexes est une priorité pour tous les ministères, et non pas seulement pour Condition féminine Canada. Je collabore avec une ministre qui, pendant toute sa vie, a aidé les gens dans sa collectivité. Je travaille avec un premier ministre qui prône la parité des sexes, comme il l'a prouvé en formant un Cabinet composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes, car, comme il l'a si bien dit, nous sommes en 2015.

Nous sommes maintenant en 2016, et compte tenu de ce que nous avons accompli pendant les 99 premiers jours de notre mandat, on peut facilement imaginer ce que nous accomplirons ensemble au

cours des 99 prochains jours. Même si nous avons tous une opinion différente sur diverses questions, il y a deux enjeux dont l'importance fait l'unanimité chez tous les députés — libéraux, conservateurs, néo-démocrates, bloquistes ou verts —, et ces enjeux, ce sont l'égalité entre les sexes et la justice pour les femmes. C'est pour cette raison que je m'estime très privilégiée d'avoir obtenu ce poste, car j'ai la chance exceptionnelle de pouvoir de travailler avec tous mes collègues dans ce dossier. Ensemble, écrivons une page d'histoire et éliminons l'inégalité entre les sexes.

[Français]

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Madame la Présidente, je remercie ma collègue d'en face de sa passion et de sa sincère préoccupation concernant les inégalités. Je lui souhaite également la bienvenue à la Chambre.

Elle a parlé des gens les plus vulnérables du pays. Quand on considère les conditions dans lesquelles les peuples autochtones vivent dans ce pays, un des plus riches de la planète, on ne parle pas de tiers-monde, mais plutôt de quart-monde. J'aimerais avoir son opinion à ce sujet, parce que son gouvernement a promis une nouvelle ère de relations de nation à nation avec les peuples autochtones du pays.

On a reçu hier un jugement du Tribunal canadien des droits de la personne qui démontre qu'il y a discrimination par rapport au niveau de financement pour l'aide aux jeunes dans les communautés autochtones. Je pense qu'elle n'est pas sans savoir que les circonstances qui nous ont amenés à cela ont été créées par son parti en 1996, quand on a imposé un maximum de 2 % d'augmentation pour les programmes.

J'aimerais connaître son avis sur la façon dont son gouvernement pourra régler plusieurs de ces inégalités et de ces injustices envers les peuples autochtones.

● (1735)

Mme Anju Dhillon: Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue de sa question très importante. Au cours des 99 derniers jours, notre gouvernement a fait des pas très positifs pour régler cette situation d'inégalité. Nous continuerons à travailler avec les Premières Nations, les provinces, les territoires et les municipalités pour régler cette situation, afin que ce genre d'inégalités n'existe plus et ne se reproduise jamais dans l'histoire de notre pays.

[Traduction]

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, la création d'emplois dans les industries vertes et le secteur des technologies propres est un processus qui durera plusieurs années. Les centaines de milliers d'emplois qui ont été perdus en Alberta ne seront pas remplacés immédiatement, et c'est la même chose pour les emplois qui seront perdus lorsqu'on fixera le prix du carbone et qu'on augmentera les taux de cotisation à l'assurance-emploi et au Régime de pensions du Canada.

Nous avons appris que les dépenses d'infrastructure représenteront moins de 20 millions de dollars par circonscription.

Qu'est-ce que le gouvernement va réellement faire dans l'immédiat pour aider ceux qui ont perdu leur emploi?

L'Adresse

Mme Anju Dhillon: Madame la Présidente, les pertes d'emplois représentent un problème chronique, problème auquel le gouvernement s'attaquera grâce à des investissements dans les infrastructures. Ces investissements créeront des emplois qui remplaceront les postes perdus, en plus de stimuler l'économie. Nous verserons davantage de prestations aux familles ayant des enfants d'un certain âge, afin qu'elles puissent améliorer leur situation, se tailler une place dans la classe moyenne et y demeurer.

M. Adam Vaughan (Spadina—Fort York, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais répondre à la députée d'en face. N'est-elle pas d'avis qu'il est beaucoup plus important de dépenser l'argent promis que de se borner à faire des annonces?

Quand nous préparions la campagne et la plateforme du parti, nous avons parlé à des maires. Nous avons appris que le gouvernement précédent a annoncé des investissements de centaines de millions de dollars, mais n'a pas versé un seul dollar. Selon ces promesses, Vancouver, Calgary, Saskatoon, Regina, Winnipeg, Ottawa, Mississauga, Toronto, Montréal, Halifax et Saint John's devaient recevoir des investissements destinés aux infrastructures, mais elles n'ont pas vu l'ombre de cet argent pendant les deux dernières années civiles.

Ma collègue convient-elle qu'il est plus important de verser les sommes destinées aux infrastructures que de se borner à les annoncer?

Mme Anju Dhillon: Madame la Présidente, c'est une question importante et une observation importante: il faut joindre le geste à la parole. C'est le message de mon collègue. L'ancien gouvernement n'a pas joint le geste à la parole, mais nous le ferons.

[Français]

M. Jean-Claude Poissant (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Madame la Présidente, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je tiens à mentionner que je suis très honoré de me trouver parmi mes collègues pour représenter les citoyens de la circonscription de La Prairie.

Tout en demeurant fidèle à mes engagements et aux idéologies de notre parti et de notre chef, le premier ministre, j'entends travailler avec acharnement et détermination pour être un porte-parole digne de leur confiance. J'aimerais d'abord remercier ma conjointe, Francine Gingras, pour son indéfectible appui. J'adresse un grand merci à mes enfants, que j'adore de tout mon coeur, Carolanne et Jason, ainsi qu'aux enfants de ma conjointe, Michael et Jenny Mantha, pour leur encouragement.

Je remercie chaleureusement les citoyens de ma circonscription et la vaillante équipe de bénévoles qui m'a accompagné tout au long des 78 jours de campagne électorale. Sans leur appui, je ne serais pas ici, en ce lieu où la démocratie s'exprime. Avant de plonger dans le vif du sujet, je tiens également à féliciter l'ensemble de mes collègues parlementaires pour leur accession à des postes de confiance.

J'aimerais d'abord dresser un portrait de la circonscription de La Prairie, qui est l'une des trois nouvelles circonscriptions du Québec. Je pourrais en parler durant des heures, mais je m'en tiendrai à l'essentiel. Je connais ma circonscription par coeur, car j'y ai mes racines. Non seulement j'y ai vu le jour, mais durant 55 ans, j'ai été un témoin privilégié de son développement. Située sur les rives du majestueux fleuve Saint-Laurent, à proximité de Montréal, la circonscription de La Prairie offre un monde de contrastes. Elle s'établit sur une superficie de quelque 295 kilomètres carrés, dans lesquels s'insère la MRC Roussillon, qui est la plus peuplée au

Québec avec ses 99 815 habitants. La moyenne d'âge de la population y est de 38 ans, d'où la présence de nombreuses jeunes familles.

La population de la circonscription est mi-urbaine, mi-rurale. Cela n'a rien d'étonnant, puisque les meilleures terres agricoles de la vallée du Saint-Laurent s'y trouvent. La communauté mohawk de Kahnawake se trouve également sur ce territoire. La circonscription de La Prairie jouit d'une position géographique privilégiée. Le fait d'être située aux abords du fleuve Saint-Laurent, de la métropole montréalaise et des grands axes routiers tels que les autoroutes 30 et 15 Sud, d'un important réseau ferroviaire et des frontières américaines lui confère un haut potentiel économique et se traduit par une activité bourdonnante à tous points de vue.

Cela m'amène à parler de la richesse de notre patrimoine et de notre culture. Fondée en 1667, la ville de La Prairie est considérée depuis 1975 comme un joyau de l'histoire canadienne grâce à son architecture et à la concentration de ses pièces archéologiques. À Saint-Constant, le Musée ferroviaire canadien, premier en importance au pays et troisième au monde, fait revivre de grands pans de notre histoire autour de sa collection de véhicules ferroviaires unique.

La ville de Sainte-Catherine possède quant à elle un port en eau profonde doté d'écluses et tout le potentiel de développement qui vient avec cette richesse. Nos municipalités rurales offrent pour leur part des terres fertiles pour une agriculture diversifiée, allant des productions maraîchères aux productions céréalières et animales.

Cet héritage unique nourrit la fierté des citoyens que je représente et qui ont à coeur le bien-être de leur famille. Tout au long de ma campagne électorale, je me suis engagé à être leur porte-parole à la Chambre des communes, à faire connaître leurs besoins et à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour contribuer à leur mieux-être.

D'autre part, je tiens à remercier le premier ministre et son bureau pour la confiance qu'ils m'ont accordée lorsqu'ils m'ont nommé secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Comme tous le verront au cours de mon mandat, l'agriculture c'est ma vie. Je suis né sur la ferme de mes ancêtres, j'y ai grandi et j'y ai élevé ma famille. Cette ferme, spécialisée en production de lait, de céréales et de légumes de transformation, est passée aux mains de la cinquième génération grâce à mon fils, qui en prend la relève. Durant toutes ces années où j'ai été un producteur actif, je me suis toujours engagé au sein de la communauté agricole, partageant ses joies et ses peines. Bien que ces nouveaux engagements m'amènent à prendre un peu de recul, je demeure branché sur le monde et l'actualité agricoles et bien placé pour comprendre ce qui s'y vit au quotidien.

De la terre au Parlement, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour défendre notre agriculture. En agriculture on ne se retrousse pas les manches, on les arrache. Ce secteur d'activité mérite d'être considéré pour ce qu'il est, c'est-à-dire une force vitale. Au Canada, l'agriculture et l'agroalimentaire constituent le premier secteur d'emploi. Ils génèrent sur une base annuelle 108 milliards de dollars, 6,6 % du PIB et 2,3 millions d'emplois. Chaque jour, plus de 200 000 fermes nous mettent la table et nous alimentent en céréales, fruits, légumes, produits laitiers, viandes et autres.

L'Adresse

• (1740)

Il y a toutefois une menace qui plane sur ce beau portrait, celle qu'un jour l'offre ne suffise plus à la demande. Il est de notre devoir de nous assurer que les Canadiens et leur famille pourront toujours compter sur des aliments sains et nutritifs produits dans le respect de l'environnement et dans un souci de pérennité. Répondre aux besoins essentiels de la population implique aussi de veiller à la santé de nos agriculteurs et de notre agriculture.

Il faut bien l'admettre, dans un monde en profonde mutation, l'alimentation de notre peuple est devenue un enjeu de sécurité nationale. Il faut savoir que l'agriculture et l'agroalimentaire occupent le deuxième secteur en importance de nos exportations. Au fur et à mesure que tombent les frontières, notre agriculture doit redoubler d'ardeur et d'ingéniosité pour s'adapter aux effets toujours changeants et marqués par la mondialisation, quand ce ne sont pas par les changements climatiques.

Certains producteurs tirent bien leur épingle du jeu, d'autres non. Entre 2001 et 2006, plus de 17 500 fermes-entreprises ont dû quitter le paysage canadien. Il faut arrêter cette hémorragie qui laisse des traces physiques et psychologiques dans nos familles agricoles. Tout au long de notre campagne électorale, nous avons constaté la grande nécessité de donner les outils nécessaires aux Canadiennes et aux Canadiens afin qu'ils puissent avoir accès à une saine alimentation tous les jours. La mise au point d'une politique alimentaire nationale s'impose. Seulement au sein de ma circonscription, au cours des deux dernières années, le recours aux banques alimentaires a fait un bon de 28 %. À l'échelle canadienne, on estime à 2,5 millions le nombre d'individus qui doivent composer avec l'insécurité alimentaire. C'est ce que le gouvernement définit comme l'incapacité de se procurer et de consommer des aliments de qualité en quantité suffisante, de façon socialement acceptable, ou l'incertitude d'être en mesure de le faire.

J'implore tous mes collègues de mettre de côté leurs divergences idéologiques et politiques pour faire de cette politique alimentaire nationale une priorité de tout premier ordre. Notre politique alimentaire, telle que je la vois, aura pour objectif de répondre aux besoins actuels et futurs des Canadiens et de leur famille, tant en termes de qualité que de quantité, dans une perspective responsable. Elle devra aussi voir à soulager nos agriculteurs de fardeaux qui ont pris des proportions surhumaines alors qu'on exige toujours plus d'efforts de leur part.

Nos familles agricoles travaillent d'arrache-pied pour défendre des biens durement acquis dans des conditions qui ne sont pas toujours équitables. Des écarts s'observent notamment au niveau de la qualité et des coûts de production, du climat et de l'envergure du territoire, ce qui n'est pas peu dire. Cette situation, qui a trop duré, est complètement inadmissible et nous devons y remédier pour que ces acteurs de premier plan fassent partie de la solution.

Je suis prêt à m'investir et à donner le meilleur de moi-même pour la mise en oeuvre d'une telle politique. J'en fais d'ailleurs la raison d'être de ma présence ici à Ottawa.

Évidemment, les régions ont un rôle crucial à jouer dans l'atteinte de ces objectifs. Chaque région a aussi ses particularités. Il est de notre devoir de reconnaître leur apport et d'exploiter judicieusement la richesse qu'elles offrent. Pour ce faire, il nous faut prêter une oreille attentive à leurs besoins et aux signaux qu'elles nous envoient. Par exemple, ma circonscription a dû s'adapter au débordement de la ville sur la campagne. Nombreux sont les citoyens qui choisissent de s'installer en milieu rural tout en demeurant à proximité des grandes villes pour avoir le meilleur

des deux mondes. Cela ne se fait pas sans tiraillements. L'expérience nous a prouvé que les tensions s'amenuisent lorsque les initiatives locales favorisent les rapprochements et une meilleure communication. Le Marché des jardiniers de La Prairie en est un bel exemple.

L'attitude d'ouverture qui est la nôtre nous incite par ailleurs à améliorer les conditions de vie des communautés autochtones et à investir dans leur éducation. Pendant trop longtemps, leur système d'éducation a été sous-financé et leurs enfants en ont payé le prix. Les retards dans les apprentissages s'observent au niveau de la lecture, de l'écriture et du calcul. Afin de corriger cette déplorable situation, les programmes de la maternelle à la 12^e année feront l'objet d'un financement de base annuel plus avantageux. Le succès scolaire des enfants des Premières Nations figure également parmi nos priorités.

Tous nos gestes sont là pour le confirmer: la société de demain se bâtit dès aujourd'hui.

• (1745)

[Traduction]

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député d'avoir été élu à la Chambre.

J'aimerais dire au député que la tradition agricole est aussi très forte dans ma circonscription. Les collectivités de Black Creek et de Merville comptent de nombreuses fermes familiales de longue date qui sont très importantes pour toute la région, pas seulement pour ma circonscription. Nos collectivités ne sont accessibles que par traversier. En conséquence, les députés comprendront que la sécurité alimentaire est une question primordiale.

Dans le discours du Trône, il n'a nullement été question d'agriculture. Je me demande ce que le député pense de cette omission.

• (1750)

[Français]

M. Jean-Claude Poissant: Madame la Présidente, je tiens à remercier ma collègue de sa question.

Tout au long de mon discours, j'ai beaucoup parlé de la sécurité alimentaire, parce que le Canada a une solide réputation de producteur d'aliments sains, salubres et de grande qualité. Nous pouvons tirer parti de cette réputation.

Le gouvernement du Canada invitera les gouvernements provinciaux et territoriaux, les intervenants et les Canadiens à exprimer leurs points de vue, afin d'aider à définir la portée de l'orientation d'une politique alimentaire.

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Madame la Présidente, au cours de son allocution, le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, qui est aussi député de La Prairie, a fait part de sa fierté de compter le Musée ferroviaire canadien sur le territoire de sa circonscription.

Le Musée ferroviaire canadien devra probablement ajouter une nouvelle section à son exposition, étant donné l'accident survenu à Lac-Mégantic il y a quelques années.

J'aimerais savoir si le gouvernement compte retirer des rails les fameuses bombes roulantes, les DOT-111, augmenter le nombre d'inspections et renforcer la sécurité ferroviaire. Si c'est le cas, est-ce que tout cela se fera aux frais des contribuables ou aux frais des entreprises ferroviaires?

L'Adresse

M. Jean-Claude Poissant: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question concernant les événements survenus à Lac-Mégantic.

Notre gouvernement étudie activement le dossier du transport sur rails au pays afin de sécuriser l'ensemble des Canadiens.

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté avec attention le discours de mon collègue. Je le félicite et le remercie d'avoir soulevé ce sujet d'actualité.

Ma circonscription, Shefford, est agricole à 80 %. Une bonne partie de l'économie dépend donc évidemment du secteur agricole et agroalimentaire. Il y a plusieurs producteurs laitiers et producteurs de porc, mais il y a aussi des producteurs maraîchers et des producteurs de petits fruits.

Ces producteurs dépendent beaucoup des travailleurs temporaires étrangers. Au cours de la dernière décennie, les conservateurs ont beaucoup complexifié l'arrivée des travailleurs étrangers chez nous, et les producteurs s'en plaignent grandement.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il nous donner son point de vue sur ce problème qui touche les producteurs?

M. Jean-Claude Poissant: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire doit pouvoir compter sur un accès fiable à la main-d'oeuvre. Dans plusieurs régions, les travailleurs étrangers temporaires représentent une partie importante de la main-d'oeuvre pour certaines industries. Agriculture et Agroalimentaire Canada collabore avec ses partenaires fédéraux pour s'assurer que les politiques et les programmes sur la main-d'oeuvre tiennent compte de leurs besoins.

• (1755)

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Madame la Présidente, je participe avec plaisir à ce débat sur le discours du Trône.

Lors de la première journée du Parlement, j'ai eu l'honneur de saluer et de remercier ma famille, mes électeurs et mes organisateurs. Je voudrais en profiter aujourd'hui pour leur offrir mes meilleurs voeux à l'occasion du Nouvel An 2016: santé et bonheur à tous ces gens que j'aime bien et que j'ai l'honneur de représenter depuis 31 ans.

Certains députés me demandent si on essouffle parfois après des années et des années passées à la Chambre. Surtout aux nouveaux députés qui sont arrivés cette année — ils sont près de 200 —, je voudrais dire que la passion de la politique grandit avec le nombre d'années. Plus ils seront ici longtemps, plus ils seront passionnés du service à la population et de la politique, et plus ils respecteront cette grande Chambre des communes, un lieu de démocratie. C'est vraiment un privilège d'y siéger. Personne ne peut entrer ici, s'il n'a pas revêtu le manteau de la démocratie qu'a bien voulu mettre sur ses épaules la population de son comté. C'est toujours avec enthousiasme et passion que je reviens travailler à la Chambre. Souvent, il y a nécessairement des débats un peu houleux, ce qui va de soi, puisqu'on ne peut pas être toujours du même avis.

Souvent, à des gens qui estimaient que cela brassait pas mal à la Chambre des communes, je disais qu'on envoie nos soldats se battre partout dans le monde pour qu'un jour ils y apportent la démocratie afin d'avoir des opinions différentes. Alors, quand on a des opinions différentes, profitons-en, ici, à la Chambre des communes. Je suis encore très heureux d'y prendre la parole.

Il est certain que je regrette une chose. Le discours du Trône a été déposé le 4 décembre et les tours de parole de notre parti, étant

considéré comme formé d'indépendants, arrivait aux 34^e et 64^e tours de parole. Dans une démocratie normale, il me semble que nous aurions pu avoir un tour de parole un peu plus tôt. Je le constatais aujourd'hui encore. Alors que l'honorable ministre a fait une déclaration importante sur l'environnement, les autres partis ont eu à peu près le même temps de parole que la ministre. Nous avons sollicité deux minutes pour notre porte-parole en environnement, mais on a refusé.

Ce fut la même chose à l'occasion d'autres déclarations de ministres, et on nous a aussi refusé de siéger à un comité spécial, sans droit de vote et seulement avec droit de parole. Il est anormal que des députés n'aient pas les mêmes privilèges que les autres députés et les mêmes ressources pour pouvoir se préparer à faire leur travail à la Chambre et dans leur comté. Ce n'est pas normal, et c'est la seule démocratie au monde qui refuse cela. On ne trouve dans aucun gouvernement des provinces ni dans aucune démocratie du monde des partis politiques qui n'ont pas les mêmes droits et privilèges que les autres députés de la Chambre ou de l'Assemblée. Cela existe seulement dans notre démocratie canadienne. C'est un accroc anormal, puisque cela ne repose sur aucun règlement de la Chambre. Cela repose simplement sur une décision des trois whips des trois partis qui décident arbitrairement qu'on doit être douze.

Historiquement, on a déjà été six députés au Bloc québécois et on nous a refusé les droits et privilèges. Le NPD a déjà compté neuf députés et on leur a aussi refusé les droits et privilèges. Nous sommes dix et on nous les refuse. Nous avons été quatre et on nous les a refusés. Nous sommes en 2016, au 21^e siècle, avec des courants d'idées beaucoup plus nombreux qu'historiquement. Il est donc anormal que notre parti n'ait pas les mêmes privilèges que les autres, de même que le Parti vert. Le Parti vert, c'est un courant d'idées partout au Québec et au Canada, qui a reçu plus de 500 000 votes et qui aurait le droit d'avoir les mêmes privilèges que les autres, proportionnellement à son nombre de députés.

Je tenais à faire cette partie de mon discours là-dessus. Je demande aux députés à la Chambre de réfléchir en caucus et d'essayer de défendre cela devant leurs concitoyens, en leur expliquant qu'ils ont des privilèges et des droits que d'autres députés n'ont pas, et de leur demander s'ils sont d'accord avec cela.

• (1800)

Aucun juriste ni aucun être ayant le moindre jugement serait d'accord avec cela. Ce n'est pas la faute des simples députés à la Chambre. C'est souvent l'entêtement de leur whip que les députés devraient plutôt contester. Il ne s'agit pas de nous donner le même temps. Nous sommes 10 sur 338. Nous devrions, de façon proportionnelle, avoir le droit à du temps et à un budget de recherche et de soutien pour travailler à la Chambre comme tous les autres députés.

Je vais maintenant parler du discours du Trône. Lors de la campagne électorale, le Parti libéral a créé beaucoup d'attentes avec ses promesses parfois très articulées, concernant l'environnement, par exemple. Que nous le voulions ou non, cela a aussi créé un vent de changement.

Depuis 10 ans, l'ancien gouvernement avait une politique très austère qui n'était pas du tout partagée par l'ensemble de la population. Il y avait une usure de ce gouvernement, et les gens ont décidé d'entendre ce vent de changement, ainsi que les engagements très fermes pris par les candidats et le premier ministre.

L'Adresse

Cependant, lors du discours du Trône, le premier grand discours officiel du gouvernement, un discours qui trace la voie à tous les projets de loi qui vont être déposés au cours de cette session, qui dit comment cela va fonctionner dans les prochains mois et quelles seront les priorités du gouvernement, beaucoup de promesses semblent avoir été oubliées.

Dans le discours du Trône, nous ne retrouvons pas nombre des engagements pris par les libéraux lorsqu'ils étaient dans l'opposition comme troisième parti. Je veux bien donner une chance au coureur et dire que cela viendra peut-être s'ajouter. Il reste que généralement, c'est à partir du discours du Trône que nous agissons sur le plan législatif pour les mois qui suivent.

Voici ma première constatation: nous avons beaucoup parlé de dialogue avec les peuples autochtones de nation à nation, et le respect des nations, c'est formidable. Cependant, j'ai remarqué que la nation québécoise avait complètement été ignorée dans ce discours du Trône.

Pourtant, le Parti libéral, avec M. Chrétien en tête, avait déposé à la Chambre une motion, adoptée à l'unanimité, qui reconnaissait l'existence de la nation québécoise. Or lorsqu'on reconnaît une nation, on reconnaît également que cette nation peut faire des choix parfois différents d'une autre nation, et qu'il doit y avoir une entente spéciale sur tel projet de loi ou telle dépense engagée par le gouvernement central.

Là-dessus, il y a une absence complète de désignation de la nation québécoise, et cela fait dire à plusieurs que cette intention de reconnaissance — et cette reconnaissance qui a été faite — n'était au fond qu'une coquille vide.

D'ailleurs, c'est la première fois depuis plus de 50 ans qu'un premier ministre ne nomme pas de leader pour le Québec. Depuis plus de 50 ans, c'est la première fois. C'est donc dire qu'on considère le Québec une province comme les autres, qu'il faut oublier la notion de peuple fondateur ou de société distincte. Cela dit que le Québec est une province comme les autres, et que ce gouvernement va contribuer à la provincialisation du Québec. Cela ne conviendra pas du tout aux partis politiques qui existent au Québec.

En effet, aucun des premiers ministres du Québec n'a signé la Constitution canadienne. Légalement, nous sommes Canadiens. Toutefois, nous n'avons jamais signé la Constitution de 1982, quel que soit le parti politique au pouvoir à Québec, parce que cette reconnaissance de nation québécoise n'existe pas dans cette Constitution.

Cela étant dit, nous pouvons parler également des engagements liés à la santé. Pendant la campagne électorale, il était très clair que le ministre de la Santé voulait retourner vers le 25 %.

● (1805)

Rappelons que, sous le gouvernement libéral de Paul Martin, les contributions aux provinces s'élevaient à 50 % des dépenses totales des provinces. Pour faire en sorte que le budget soit équilibré, on a réduit les transferts à 25 % sous le gouvernement libéral du temps et on a continué sous les conservateurs, tout en collectant les mêmes taxes et les mêmes impôts. Ainsi, l'argent est à Ottawa, et les besoins dans les provinces, mais on diminue continuellement les transferts. Il doit y avoir un réajustement basé sur 1994-1995; on doit ramener les transferts à au moins 25 % et faire en sorte qu'on rétablisse aussi le même principe que dans ces années-là. Cela signifie que, dans les provinces, on doit considérer les soins de santé globaux et non pas par tête d'habitant, puisque certaines d'entre elles ont des populations plus vieillissantes que d'autres et auront donc besoin de plus d'argent pour donner les services à ces personnes qui en demanderont

davantage. Cela est très important dans les négociations que le gouvernement devrait avoir avec les provinces. Disons là-dessus qu'il a bien commencé par une réunion des ministres de la Santé. Espérons qu'il écoutera leurs revendications.

En matière d'environnement, dans les promesses et dans le discours du Trône, il y a une intention claire de réduire les gaz à effet de serre. Il faut des gestes concrets. Puis, on ne peut pas passer à côté du fameux projet Énergie Est de TransCanada. En Colombie-Britannique, il y avait aussi un projet de pipeline. Le premier ministre de la Colombie-Britannique, ainsi que beaucoup d'élus et la population en général, s'y sont opposés. Le Parti libéral, qui n'était pas au pouvoir à ce moment-là, a immédiatement appuyé la Colombie-Britannique, en disant qu'il s'opposait à ce pipeline, tout comme l'ont fait d'ailleurs les députés du Nouveau Parti démocratique.

En ce qui concerne le pipeline qui traversera le Québec, le gouvernement du Québec a dit qu'il fallait au moins sept conditions pour qu'il puisse regarder cela. Or aucune de ces conditions n'est remplie. Il n'y a pas d'acceptation de la population ou d'acceptabilité sociale, selon l'expression utilisée par le premier ministre. Quatre-vingt-deux maires de la région de Montréal représentant 4 millions de personnes disent « non » à ce projet de loi. Il n'y a donc pas d'acceptation sociale, pas plus qu'il n'y en avait en Colombie-Britannique. On doit donc agir en conséquence de cette non-acceptation sociale. Quatre-vingt-deux maires ainsi que le gouvernement du Québec s'y opposent. Il y a donc de quoi réfléchir. Il me semble que les députés du Québec, de n'importe quel parti politique ici, ont le devoir de se lever et de défendre les intérêts du Québec, avant de défendre les intérêts de TransCanada. Il me semble tout à fait normal d'écouter la population.

Je rappelle également que les risques environnementaux, puisqu'on a parlé beaucoup d'environnement dans le discours du Trône, concernent les 160 rivières que doit traverser le pipeline au Québec. Il ne s'agit pas de deux, mais de 160 rivières en plus du fleuve. Imaginons un instant un accident. Avons-nous les moyens de courir ce risque? Le maximum qui est couvert, lorsqu'un tel accident arrive, est de 1 milliard de dollars. Un accident dans une de ces rivières ou dans le fleuve coûterait beaucoup plus que cela. Le Québec court donc les risques et n'a aucune retombée financière, à part 33 emplois. La position du Bloc là-dessus est donc claire: il faut défendre les intérêts du Québec et s'opposer à ce pipeline.

En ce qui concerne l'assurance-emploi, je voudrais réitérer les engagements que le Bloc avait pris pendant la campagne et les engagements que certains députés libéraux avaient pris ici, à la Chambre. Il s'agissait d'éliminer la fameuse réforme proposée par l'ancien gouvernement et qui concernait, par exemple, la distance de 100 kilomètres à la ronde pour accepter obligatoirement un travail. Il y avait un engagement ferme de corriger cela.

● (1810)

Aujourd'hui, à la Chambre, la ministre a répondu qu'elle tendait une oreille et qu'elle s'appêtait à réfléchir à une façon de régler ce dossier. Tant mieux! Si elle le règle, je n'aurai que des félicitations à lui transmettre. Toutefois, je voudrais qu'on aille plus loin au sujet de l'assurance-emploi. Je voudrais qu'on crée une caisse d'assurance-emploi indépendante du gouvernement. C'est l'argent des travailleurs et des travailleuses et celui des entrepreneurs. On ne peut pas piger dans les surplus de la caisse comme l'ont fait les gouvernements précédents.

Je rappelle que, dans le dernier budget du gouvernement, on disait qu'il y avait équilibre du budget. Toutefois, 3 milliards de dollars ont été puisés dans le surplus de la caisse d'assurance-emploi pour atteindre cet équilibre. Ces 3 milliards de dollars étaient prévus pour les deux prochains budgets. On doit donc mettre fin à cela et créer une caisse d'assurance-emploi indépendante. Quand il y aura un surplus, on augmentera l'accessibilité à l'assurance-emploi, et quand il y aura un déficit, on augmentera les cotisations. Il reste que ce sera une caisse indépendante et non une caisse dans laquelle le gouvernement pourra puiser pour atteindre ses objectifs financiers.

On a également parlé de la revitalisation de nos régions. Ma consœur la députée de Manicouagan a prononcé un éloquent discours à ce sujet. Le gouvernement est presque muet à ce sujet. On oublie souvent que le Québec est aussi une terre de régions. Dans la grande région de Montréal, il y a 4 millions de personnes, mais dans le reste du Québec, contrairement à l'Ontario, il y a énormément de régions. Malheureusement, on ne semble pas tenir compte de ce fait, et on n'adapte pas les programmes d'infrastructure et les autres programmes aux réalités de ces régions, surtout en ce qui a trait aux domaines de la forêt, du tourisme et des pêches.

Je voudrais également parler brièvement de prestations pour enfants. Avant que la réforme proposée par le gouvernement actuel soit mise en place, il me semble y avoir un geste concret à poser. Dans le programme établi par les conservateurs, la PUGE, le montant reçu par les parents pour leurs enfants devait être ajouté à leur déclaration de revenus de 2016. On pourrait corriger cela immédiatement afin que ces prestations ne soient pas imposables.

En agriculture, plus précisément en ce qui a trait à la gestion de l'offre, le gouvernement s'était très clairement engagé à dédommager les producteurs laitiers, qui n'ont pas été entendus dans le cadre de l'entente Canada-Europe et du Partenariat transpacifique. On en a parlé, mais rien de concret n'a été fait pour les producteurs laitiers, surtout par rapport à l'importation de fromage, dans le cadre de ces ententes. Nous serons le chien de garde des producteurs laitiers dans ce dossier.

Quant au financement des partis politiques, une réflexion s'impose. Le gouvernement libéral de M. Chrétien avait établi, avec raison, en citant même René Lévesque, que le financement devait être public et que seuls les gens ayant le droit de vote pouvaient financer les partis politiques. On éliminait ainsi toutes les corporations. En compensation, on leur donnait 2 \$ par vote, pour éviter que l'argent occulte ne revienne flirter avec les gens qui forment le gouvernement. Il serait grand temps de faire une réflexion à ce sujet et de rétablir l'esprit du projet de loi déposé par l'honorable Jean Chrétien.

Le Bloc québécois sera très vigilant en ce qui a trait aux promesses du discours du Trône. Il sera également présent lorsque viendra le temps de donner son appui aux mesures qui le méritent et pour proposer des solutions concrètes afin d'améliorer le sort de l'ensemble de la population canadienne et celui des Québécois et des Québécoises.

• (1815)

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais tout d'abord féliciter mon collègue pour sa réélection. Il est le doyen de la Chambre.

Son discours était intéressant, mais je ne l'ai pas beaucoup entendu parler d'infrastructure. Dans mon comté, l'infrastructure est extrêmement importante. Un investissement de plus de 60 milliards de dollars ou allant jusqu'à 125 milliards de dollars sur 10 ans fera-t-il la différence dans son comté?

L'Adresse

M. Louis Plamondon: Vous avez raison, monsieur le député. Je voulais parler d'infrastructure mais j'ai manqué de temps.

Nous sommes favorables à l'investissement proposé par le gouvernement actuel dans le programme d'infrastructures. Nous croyons également que le fait de relancer l'économie par l'entremise des infrastructures est une bonne façon de le faire.

Cela dit, il est souvent difficile pour les petites municipalités de contribuer à hauteur du tiers. Alors, pour ce qui est des programmes d'infrastructure, je souhaiterais que le gouvernement réfléchisse à la possibilité de participer de moitié, que les provinces participent du tiers et que les municipalités participent à hauteur d'un sixième. Cela donnerait une chance aux municipalités qui sont un peu à court de pouvoir également participer à ce programme et que ce ne soit pas laissé simplement aux grandes municipalités.

Je souhaite également que la priorité soit donnée aux programmes verts, comme l'a d'ailleurs promis le gouvernement.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'aimerais tout simplement rappeler à l'honorable député, qui a beaucoup d'ancienneté, qu'il doit s'adresser à la présidence de la Chambre et non aux députés.

L'honorable député de Courtenay—Alberni a la parole.

[Traduction]

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je félicite le député de la passion avec laquelle il fait valoir les préoccupations de sa région.

Comme je viens d'une localité côtière de l'île de Vancouver, je sais que les familles, les aînés et les propriétaires de petites entreprises ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Le coût du service de traversiers a augmenté. Il faut maintenant verser une somme faramineuse pour se rendre au continent. Comme les députés peuvent se l'imaginer, la société BC Ferries est pour nous comme un réseau routier, le lien entre de nombreux habitants de l'île de Vancouver et le continent.

Dans la dernière campagne, le précédent gouvernement tout comme le précédent député de ma circonscription affirmaient que le fonds Chantiers Canada financerait l'achat de nouveaux traversiers et de nouvelles infrastructures. Puis, le ministre provincial des Transports de la Colombie-Britannique a dit qu'on ne répondait pas aux conditions d'admissibilité. C'est ensuite qu'on a appris que le fonds Chantiers Canada ne prévoit aucune somme pour l'infrastructure de traversiers.

Comme de nombreuses localités côtières dans l'ensemble du Canada ont besoin de nouvelles infrastructures nécessaires au service de traversiers, j'invite le député québécois à se joindre à moi pour demander au gouvernement de servir les habitants des localités côtières d'un bout à l'autre du pays.

[Français]

M. Louis Plamondon: Madame la Présidente, je vous remercie de m'avoir fait cette remarque, et par votre intermédiaire, je voudrais répondre au député.

Le député a d'abord parlé des aînés. Effectivement, nous sommes en accord avec les propositions du Nouveau Parti démocratique quant à la bonification du Supplément de revenu garanti, par exemple. Cela faisait aussi partie de nos engagements électoraux.

Pour ce qui est des traversiers qui mènent à Victoria, j'ai envie de suggérer que, si on a besoin d'un magnifique nouveau traversier, le chantier Davie de Québec pourrait en construire un à un très bon prix, avec une grande qualité de travail.

L'Adresse

En ce qui concerne les infrastructures, sans verser dans l'humour non plus, le député a parfaitement raison et le programme doit être adapté, car des projets fort valables ont été refusés dans la province du député, ainsi qu'au Québec. Ces modifications ne seraient que salutaires pour des projets aussi importants que ceux que le député a mentionnés.

• (1820)

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais profiter de l'occasion pour souligner que le discours du député de Bécancour—Nicolet—Saurel m'a bien plu, surtout lorsqu'il a parlé avec autant d'émotion et de passion de l'importance de la démocratie. J'aimerais le féliciter pour ce qu'il a dit aujourd'hui, et j'aimerais aussi le féliciter pour les longues années qu'il a mises au service de notre communauté.

J'aimerais lui demander bien gentiment s'il aurait des conseils d'expérience à prodiguer aux jeunes députés que nous formons.

M. Louis Plamondon: Madame la Présidente, par votre intermédiaire, j'ai presque envie de raconter au ministre quelque chose sur les longues années que j'ai passées ici.

Quand je suis arrivé en politique, il y a 31 ans, dès les deux ou trois premières semaines, j'avais pris l'habitude de faire des déclarations. J'étais passé aux nouvelles trois fois et cela n'avait pas tellement fait l'affaire de mon parti. Alors que je m'étais rendu au caucus, un vieux sénateur conservateur — j'avais été élu en tant que progressiste-conservateur, un parti qui n'existe plus maintenant — m'avait dit qu'il aimerait me parler dans son bureau. Je me suis rendu dans son bureau et, après m'avoir appelé « jeune homme » et après avoir souligné que je venais d'être élu, il m'a invité à regarder sur le mur. Or, sur le mur, il y avait un magnifique poisson empaillé. Il m'a dit que, si ce poisson s'était fermé la bouche, il serait encore vivant et que, en politique, c'était un peu pareil.

Le meilleur conseil que je puisse donner aux nouveaux députés est de s'assurer, avant de s'exprimer, que quelque chose ne leur reviendra pas dans le dos par la suite. Cela m'a donné une leçon de vie. Ce n'est pas nécessairement le travail de parole un peu partout qui est rentable du point de vue électoral, mais beaucoup plus le travail auprès des citoyens. Je leur conseille d'être à l'écoute de leurs concitoyens et présents auprès d'eux. C'est la meilleure recette de succès.

[Traduction]

Mme Cheryl Hardcastle (Windsor—Tecumseh, NPD): Madame la Présidente, je félicite le député de sa position en tant que doyen de la Chambre.

J'aimerais parler d'une statistique concernant les aînés, puisqu'il a mentionné les aînés et le Supplément de revenu garanti lorsqu'il nous a parlé du devoir que nous avons de veiller aux intérêts de nos électeurs. J'aimerais faire part d'une statistique aux députés.

Dans ma circonscription, Windsor—Tecumseh, 35 % des aînés ont un revenu inférieur ou égal à 20 000 \$. J'aimerais savoir si le député connaît le profil démographique de sa circonscription et s'il pense que le discours du Trône a abordé le grave problème qu'illustrent ces chiffres.

[Français]

M. Louis Plamondon: Madame la Présidente, dans chacun de nos comtés, nous avons à peu près les mêmes statistiques: on constate vraiment un appauvrissement des personnes âgées et le coût de la vie a augmenté énormément. Proportionnellement à cela, les pensions qui les soutiennent ont progressé seulement par rapport au

coût de la vie, si bien que, aujourd'hui, dans chacun de nos comtés, il y a des problèmes en matière de revenu pour les personnes âgées.

Tous les partis doivent faire une réflexion là-dessus. Le ministre doit être au courant. Une bonification du Supplément de revenu garanti s'impose dans les plus brefs délais.

[Traduction]

M. Randy Boissonnault (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Madame la Présidente, je suis honoré de prendre la parole afin de prononcer ma première allocution à la Chambre. Je tiens tout d'abord à remercier les électeurs d'Edmonton-Centre de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir élu à titre de représentant à la Chambre des communes. Je remercie également tous les bénévoles qui ont travaillé d'arrache-pied durant et depuis la campagne.

Edmonton est vraiment un endroit extraordinaire où il fait bon vivre, travailler et se divertir. Dans notre ville, l'endroit d'où l'on vient, la couleur de notre peau ou notre orientation sexuelle importent peu. Les gens y sont bien accueillis et ils devraient avoir la possibilité de réussir.

On trouve à Edmonton une industrie technologique pleine de dynamisme, des entreprises prospères dans toutes sortes de domaines, des établissements d'études postsecondaires comptant parmi les meilleures au Canada, des joyaux culturels nationaux et des équipes sportives gagnantes.

Pour les membres des Premières Nations, les Métis et les Inuits, de plus en plus nombreux à Edmonton, le gouvernement a encore beaucoup de travail à faire. Nous nous sommes engagés à renouer une relation de nation à nation et à améliorer la qualité de vie de tous les peuples autochtones.

• (1825)

[Français]

La ville d'Edmonton de 2016 est une ville dynamique qui permet aux gens de réaliser leurs rêves et d'accomplir maints résultats pour leur famille, leur communauté, leurs entreprises ou leurs organismes à but non lucratif.

[Traduction]

Notre ville axée sur la collaboration doit une fière chandelle aux Edmontoniens qui ont siégé à la Chambre, notamment mes prédécesseurs, l'honorable Laurie Hawn, un homme dévoué et un serviteur infatigable de la population, et ma mentore et chère amie, l'honorable Anne McLellan, ancienne vice-première ministre du Canada.

Quand j'ai décidé de me présenter aux élections, les gens m'ont dit au début que, en tant que libéral, je n'avais aucune chance d'être élu à Edmonton. Toutefois, à titre d'homosexuel déclaré, j'ai l'habitude d'entendre les gens me dire que c'est impossible, que cela ne peut pas se produire, puis de travailler très fort pour prouver le contraire. Je suis ravi de faire partie du plus grand caucus libéral albertain depuis 1993. Je suis honoré de représenter l'Alberta au sein du gouvernement fédéral, en compagnie du député de Calgary Skyview, du ministre des Anciens Combattants et du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. C'est un privilège pour moi d'être président du caucus de l'Alberta. Nous ne sommes peut-être pas nombreux, mais nous sommes puissants.

L'Adresse

À l'heure actuelle, les Albertains ont besoin de fervents défenseurs tels que les membres de notre caucus parce que les temps sont difficiles pour eux. Edmonton, tout comme le reste de l'Alberta, est durement touchée par le ralentissement de l'économie et du secteur de l'énergie. Les effets se font ressentir à travers tout le pays: 100 000 emplois perdus en Alberta; des dizaines de milliers d'emplois perdus au pays. Tragiquement, les taux de suicide ont augmenté de 30 %. Les banques alimentaires sont à peine en mesure de satisfaire la demande. Le taux de chômage est à la hausse et des hommes et des femmes qui ont du cœur à l'ouvrage risquent de toucher leurs dernières prestations d'assurance-emploi sans avoir le moindre plan B.

Mes collègues du caucus et moi savons toute la douleur et la souffrance que cause la conjoncture actuelle. J'ai entendu clairement des gens dire, à 10 tables rondes sur le budget, à quel point les politiques du gouvernement précédent ne tenaient pas compte des conseils des experts du secteur de l'énergie et de l'environnement à propos de la nécessité d'une approche équilibrée. Malheureusement, après 10 ans de gestion environnementale malavisée, l'ancien gouvernement a érodé la confiance des Canadiens dans notre premier secteur d'exportation et a systématiquement échoué pour ce qui est de créer un accès à de nouveaux marchés. Peut-être que, s'il y avait eu moins de tapes dans le dos et plus de leadership, notre économie serait dans un meilleur état aujourd'hui.

Les Edmontoniens et les Albertains s'attendent à ce qu'on fasse preuve de leadership pour favoriser la croissance économique. Je suis fier d'affirmer que le gouvernement a un plan à cet égard. Le gouvernement s'engage à veiller à ce que les Canadiens aient confiance en les évaluations environnementales et les processus d'examen de la réglementation des pipelines et d'autres projets d'exploitation des ressources naturelles. Nous savons que le secteur des ressources naturelles est une composante essentielle de l'économie canadienne. C'est pourquoi notre discours du Trône exprime notre approche équilibrée en vue de créer une économie du XX^e siècle fondée sur la fusion de l'énergie et de l'environnement. Ce nouveau triple E — énergie, environnement et économie — est la voie à suivre.

Les Edmontoniens et les Albertains ont toujours grandement contribué à la Confédération. Une fois de plus, nous sommes prêts à nous retrousser les manches avec tous les Canadiens et à reprendre le travail.

[Français]

Sur le plan fiscal et familial, notre gouvernement a déjà réduit les impôts pour plus de 9 millions de Canadiens.

[Traduction]

Les Edmontoniens savent aussi qu'il est maintenant temps d'investir pour réparer et développer nos infrastructures. Il est temps de renforcer nos collectivités. Nous voulons que le gouvernement paie sa juste part pour la nouvelle ligne Valley du réseau de train léger, dont le tronçon ouest traversera ma circonscription. Nous voulons que le gouvernement fédéral assure le leadership dans la construction de nouveaux logements sociaux, de logements pour les aînés et de logements abordables. Nous voulons que notre ville continue de croître et que la population travaille.

[Français]

Je suis aussi fier de siéger à la Chambre en tant que Franco-Albertain. De nos jours, la francophonie albertaine connaît un nouvel essor alimenté par la migration de francophones de partout au Canada vers l'Alberta, ainsi que par l'arrivée de nombreux immigrants issus de pays francophones. Conséquemment, le

bilinguisme connaît une forte progression dans ma province, et l'intérêt envers le français et la culture française en Alberta est de plus en plus marqué.

● (1830)

[Traduction]

Pendant la campagne électorale et depuis les élections, les Edmontoniens et les gens de partout dans le monde ont fait savoir qu'il fallait régler les problèmes d'un système d'immigration déficient. C'est exactement ce que nous avons énoncé dans le discours du Trône et le gouvernement a déjà entrepris de réels changements. Notre engagement à accueillir 25 000 réfugiés syriens a ravivé notre esprit de communauté et nous a rappelé, à nous et à nos partenaires internationaux, le rôle particulier que le Canada peut et doit jouer à l'échelle internationale.

[Français]

En conclusion, j'aimerais rappeler la vision de la vie publique de Son Excellence le très honorable Georges P. Vanier, ancien gouverneur général du Canada, qui résume ainsi le fait de servir:

[Traduction]

Il faut accepter le mandat qui nous est confié dans un esprit de dévouement. On nous a élus pour servir nos concitoyens, mais l'ensemble du Canada requiert notre attention. Nous avons pour tâche de défendre la grande mosaïque moderne au nord du 49^e parallèle qui est la nôtre. Quel que soit le temps pendant lequel nous serons appelés à servir la population, il ne faut pas oublier que nous devons faire en sorte qu'à notre dernier jour à la Chambre, nous puissions dire que, depuis la première fois où nous avons pris la parole, nous avons su améliorer notre pays et le rendre plus prospère et plus uni.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue de son excellente allocution et de son élection.

Le gouvernement a promis aux Canadiens qu'il accuserait un déficit de seulement 10 milliards de dollars, mais selon les plus récentes promesses, ce chiffre est déjà beaucoup plus élevé. Le gouvernement promet d'être ouvert et transparent, mais il ne dit pas aux Canadiens à combien s'élèvera le déficit. Faisons le calcul. Les libéraux ont creusé le déficit de 2 milliards de dollars en donnant des fonds notamment à la Chine et à l'Inde pour lutter contre les changements climatiques. Ils ont augmenté d'un demi-milliard de dollars les fonds consacrés aux réfugiés syriens. Ils ont instauré des allègements fiscaux qui coûteront de 1 à 2 milliards de dollars. Ils ont aussi consacré quelques milliards aux fonctionnaires et au questionnaire détaillé du recensement, et la liste ne s'arrête pas là.

Jusqu'où se rendra le déficit?

M. Randy Boissonnault: Madame la Présidente, je suis heureux de répondre, au nom du gouvernement, que nous sommes déterminés à stimuler l'économie au Canada, à intensifier le commerce international et à mettre en place un processus d'examen des projets de pipeline qui inspire confiance aux Canadiens. Pour ce qui est du budget et de la situation financière du gouvernement, nous sommes déterminés à veiller à ce que le rapport dette-PIB continue à diminuer grâce à la plus grande vigueur de l'économie pendant chaque année de notre mandat. Nous tiendrons cette promesse, car c'est celle que nous avons faite aux Canadiens durant la campagne électorale et c'est le type de gouvernement qu'ils ont à la Chambre.

L'Adresse

M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD): Madame la Présidente, le député a parlé, entre autres, des infrastructures, un sujet très important pour les municipalités. Ayant été maire, je me demande si le député encouragerait avec moi le ministre responsable de l'infrastructure à modifier la formule employée, étant donné les difficultés économiques des municipalités. Selon la formule générale, les municipalités doivent assumer le premier tiers du financement pour les infrastructures. La Province fournit un autre tiers et le gouvernement fédéral, le dernier tiers. Or, il est très difficile de trouver les fonds pour le premier tiers.

Le député encouragerait-il avec moi le ministre à modifier la formule de financement et à fournir plus de fonds directement aux administrations municipales?

• (1835)

M. Randy Boissonnault: Madame la Présidente, le gouvernement entreprendra de vastes consultations dans l'ensemble du pays pour que nous fassions le meilleur usage possible de nos dollars en ce qui concerne les investissements en infrastructure. Nous examinerons les projets prêts à démarrer. Nous travaillerons avec les collectivités du pays. C'est ce à quoi on peut s'attendre du gouvernement.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 18 h 36, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire pour disposer de la motion dont la Chambre est maintenant saisie.

[Traduction]

Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

La vice-présidente adjointe (Mme Carole Hughes): Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

La vice-présidente adjointe (Mme Carole Hughes): À mon avis, les oui l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

La vice-présidente adjointe (Mme Carole Hughes): Convoquez les députés.

• (1900)

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 10)

POUR

Députés

Aldag
Alleslev
Anandasangaree
Arya
Badawey
Baylis
Bélangier
Bibeau
Blair
Bossio
Breton
Caesar-Chavannes

Alghabra
Amos
Arseneault
Ayoub
Bagnell
Beech
Bennett
Bittle
Boissonnault
Bratina
Brisson
Carr

Casey (Cumberland—Colchester)	Casey (Charlottetown)
Chagger	Champagne
Chan	Chen
Cuzner	Dabrusin
Damoff	DeCoursey
Dhaliwal	Dhillon
Di Iorio	Dion
Drouin	Duclos
Duguid	Duncan (Etobicoke North)
Dzerowicz	Easter
Ehsassi	El-Khoury
Ellis	Erskine-Smith
Eyking	Eyolfson
Fergus	Fillmore
Finnigan	Fisher
Fonseca	Foote
Fragiskatos	Fraser (West Nova)
Fraser (Central Nova)	Freeland
Fry	Fuhr
Garneau	Gerretsen
Goldsmith-Jones	Goodale
Gould	Graham
Grewal	Hajdu
Hardie	Harvey
Hehr	Holland
Housefather	Hussen
Hutchings	Iacono
Joly	Jones
Jordan	Jowhari
Kang	Khalid
Khera	Lametti
Lamoureux	Lapointe
Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation)	LeBlanc
Lebouthillier	Lefebvre
Lemieux	Leslie
Levitt	Lightbound
Lockhart	Long
Longfield	Ludwig
MacKinnon (Gatineau)	Maloney
Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia)	
May (Cambridge)	
May (Saarnich—Gulf Islands)	McCallum
McCrimmon	McDonald
McGuinty	McKenna
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Northwest Territories)
Mendès	Mendicino
Mihychuk	Miller (Ville-Marie—Le Sud-Ouest—Île-des-Sœurs)
Monsef	Morneau
Morrissey	Murray
Nassif	Nault
O'Connell	Oliphant
Oliver	O'Regan
Ouellette	Paradis
Peschisolido	Peterson
Petitpas Taylor	Philpott
Picard	Poissant
Qualtrough	Ratansi
Rioux	Robillard
Rodriguez	Romanado
Rota	Rudd
Ruimy	Rusnak
Sahota	Saini
Sajjan	Samson
Sangha	Sarai
Scarpaleggia	Schieffe
Schulte	Serré
Sgro	Shanahan
Sheehan	Sidhu (Mission—Matsqui—Fraser Canyon)
Sidhu (Brampton South)	Sikand
Simms	Sohi
Sorbara	Spengemann
Tabbara	Tan
Tassi	Tootoo

Motion d'ajournement

Trudeau
Vandenbeld
Virani
Wilson-Raybould
Young

Vandal
Vaughan
Wilkinson
Wrzesnewskyj
Zahid — 178

CONTRE

Députés

Aboultaif
Albrecht
Anderson
Arnold
Barlow
Beaulieu
Bergen
Berthold
Blaikie
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)
Boucher
Boulerice
Brassard
Brown
Cannings
Carrie
Choquette
Clarke
Cooper
Davies
Diotte
Donnelly
Dubé
Dusseau
Egliniski
Fast
Garrison
Genuis
Gladu
Gourde
Hoback
Jeneroux
Julian
Kent
Kmiec
Lake
Laverdière
Lobb
MacGregor
Maguire
Marcil
McCauley (Edmonton West)
McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
Moore
Nantel
Nicholson
Obhrai
Pauzé
Poilievre
Raitt
Rankin
Reid
Richards
Saganash
Saroya
Schmale
Shipley
Sorenson
Ste-Marie
Stewart
Stubbs
Thériault
Trudel
Van Loan
Viersen
Warawa
Watts
Webber
Wong
Zimmer — 139

Albas
Allison
Angus
Ashton
Barsalou-Duval
Benson
Bernier
Bezan
Blaney (North Island—Powell River)
Block
Boudrias
Boutin-Sweet
Brousseau
Calkins
Caron
Chong
Christopherson
Clement
Cullen
Deltell
Doherty
Dreeshen
Duncan (Edmonton Strathcona)
Duvall
Falk
Fortin
Généreux
Gill
Godin
Hardcastle
Hughes
Johns
Kelly
Kitchen
Kwan
Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry)
Liepert
Lukiwski
MacKenzie
Malcolmson
Mathysen
McColeman
Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)
Mulcair
Nater
Nuttall
O'Toole
Plamondon
Quach
Ramsey
Rayes
Rempel
Ritz
Sansoucy
Scheer
Shields
Sopuck
Stanton
Stetski
Strahl
Sweet
Tilson
Van Kesteren
Vecchio
Wagantall
Warkentin
Waugh
Weir
Yurdiga

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

● (1905)

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) propose:

Que l'Adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence le Gouverneur général par le Président.

(La motion est adoptée.)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole à la Chambre aujourd'hui dans le cadre du débat sur la motion d'ajournement. J'aimerais donner suite à la question que j'ai posée le 11 décembre 2015 au sujet de la nécessité de mettre fin au monopole actuellement exercé sur la lucrative pêche de la mactre de Stimpson au Canada atlantique.

En juillet 2015, sous l'ancien gouvernement conservateur, l'ancienne ministre des Pêches et des Océans, Gail Shea, a annoncé une hausse du total autorisé des captures, ou TAC, pour la pêche hauturière de la mactre de Stimpson, qui allait passer de 38 756 tonnes à 52 655 tonnes. Lors de leur évaluation des stocks sur le Banquereau et sur les Grands Bancs, les scientifiques du ministère des Pêches et des Océans ont conclu que les populations étaient saines et durables.

C'était une excellente nouvelle pour les habitants du Canada atlantique. La valeur de la pêche de la mactre de Stimpson est évaluée à plus de 60 millions de dollars. La hausse du TAC permettrait à de nouveaux pêcheurs d'accéder à cette pêche, ce qui mettrait fin au monopole actuellement détenu par l'entreprise Clearwater Seafoods et créerait des emplois et des retombées économiques.

Le directeur général d'Ocean Choice, Martin Sullivan, a fait l'annonce suivante:

La décision d'étendre la pêche hauturière de palourdes aura un effet très positif sur les collectivités rurales de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse. Nous tenons à remercier le gouvernement d'avoir tenu compte de l'avis des intervenants en développant cette pêche tout en demeurant ferme dans son engagement à assurer la durabilité de cette ressource.

Jim Kennedy, le propriétaire de Louisbourg Seafoods, a dit ceci:

Ce permis devrait générer 30 millions de dollars par année. Cela stimulerait énormément l'économie de l'île du Cap-Breton et donnerait un très grand coup de pouce aux travailleurs.

Au début de décembre, la ville de Burin, à Terre-Neuve-et-Labrador, et le Cooke Clam Group s'étaient joints à d'autres municipalités et sociétés demandant au nouveau ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne de donner suite aux conseils scientifiques fournis par son propre ministère.

La proposition du Cooke Clam Group, une coentreprise canadienne entre Cooke Seafood Inc, Brian McNamara et la nation de Miawpukek, promettait de créer 100 emplois dans la région de Burin.

Malheureusement, le vendredi 18 décembre dans l'après-midi, une semaine avant Noël, le ministre a annoncé qu'il ne tiendrait pas compte des avis des experts de son ministère et qu'il ne hausserait pas le total autorisé des captures de la mactre de Stimpson. Le ministre n'a toujours pas expliqué le raisonnement scientifique ayant motivé sa décision.

Motion d'ajournement

Les conséquences de cette décision se feront sentir aux quatre coins de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse. Elles se traduiront par la perte d'emplois et de possibilités économiques. Le ministre a choisi de protéger le monopole détenu par une seule entreprise, Clearwater Seafoods, une entreprise qui, même si elle est la seule à pouvoir pêcher ce mollusque, n'utilise régulièrement pas tout son contingent.

Le secrétaire parlementaire expliquera-t-il à la Chambre et aux Canadiens de l'Atlantique pourquoi le gouvernement a passé outre aux conseils des scientifiques du MPO, pourquoi il protège un monopole et pourquoi il refuse de veiller à l'intérêt des habitants de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse et de créer de nouveaux emplois?

• (1910)

M. Omar Alghabra (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires), Lib.): Madame la Présidente, le 18 décembre 2015, le ministre a annoncé que le total autorisé des captures pour la pêche hauturière de la mactre de Stimpson sera établi à 38 756 tonnes pour l'année 2016, ce qui représente le niveau auquel il est demeuré pendant de nombreuses années.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à prendre des décisions fondées sur des preuves scientifiques et de gérer les pêches de manière ouverte et transparente.

Il convient d'augmenter le total autorisé des captures seulement lorsqu'une telle décision repose sur des données scientifiques solides qui ont fait l'objet d'un examen par les pairs. Le ministre a ordonné de nouvelles études scientifiques afin de pouvoir prendre des décisions éclairées au sujet du total autorisé des captures et de l'octroi de nouveaux accès. Le ministre a également demandé au ministère d'envisager un passage à un régime de gestion spatiale et de déterminer si cela contribuerait à la viabilité à long terme de la pêche. La mactre de Stimpson est une créature sédentaire à croissance lente. Un régime de gestion spatiale nous permettrait de circonscrire la pêche dans certaines régions données afin que les spécimens des autres régions aient le temps de reprendre des forces et de croître.

Le ministre a également demandé que d'autres consultations soient tenues pour que les intéressés puissent collaborer pour déterminer la meilleure façon de gérer les stocks. Des consultations seront tenues à ce sujet et les parties intéressées, les provinces et les groupes autochtones seront invités à faire part de leur opinion. Le ministère des Pêches et des Océans s'entretiendra avec les parties intéressées, les groupes autochtones et le détenteur actuel du permis de pêche en vue de l'établissement d'un processus pour la mise à jour du cadre scientifique de cette pêche et l'étude des possibilités de gestion spatiale.

À cette fin, une réunion du Comité consultatif sur les palourdes et mactres de haute mer est prévue pour le 9 février. En outre, une réunion du Conseil de gestion des palourdes et mactres de haute mer aura lieu le 29 janvier. Ces réunions constituent une importante occasion pour les parties intéressées de faire connaître leur point de vue sur l'avenir de cette pêche de manière ouverte et transparente.

Le ministre reconnaît que plusieurs groupes ont déployé des efforts considérables pour faire une demande d'accès à cette pêche pour 2016. Toutefois, le ministre ne prendra aucune autre décision à l'égard de cette pêche jusqu'à ce qu'il soit certain de sa viabilité à

long terme. Treize demandes d'accès ont été reçues. Ces propositions demeurent cachetées.

Le ministre a réitéré son engagement à soutenir le développement économique des collectivités côtières, mais il a dit que la meilleure façon de procéder est de veiller à la durabilité à long terme des ressources dont elles dépendent. La pêche a été ouverte le 1^{er} janvier, tel que prévu.

• (1915)

M. Mark Strahl: Madame la Présidente, je tiens à remercier le secrétaire parlementaire d'avoir lu les notes que lui a préparées le cabinet du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne.

Si nous éprouvons des inquiétudes de ce côté-ci de la Chambre, c'est parce que les données scientifiques ont déjà été recueillies. Les experts indépendants chargés par le ministère de réaliser deux études ont déclaré que le total des prises admissibles pouvait être haussé et que l'arrivée de nouveaux participants permettrait de créer des emplois. Lorsqu'elle a fait augmenter le total des prises admissibles, l'ex-ministre Gail Shea a mis en place un processus visant à protéger la viabilité de la pêche. Des fonctionnaires du ministère devaient collaborer avec l'industrie pour établir un programme scientifique solide ainsi qu'un système de gestion spatiale par roulement à compter de la saison de pêche 2016.

Les données scientifiques pertinentes ont été recueillies. L'industrie devait faire partie du système que le ministre prétend maintenant être obligé de mettre sur pied. Je vais poser de nouveau la question. Pourquoi les libéraux protègent-ils ce monopole? Pourquoi ne mettent-ils pas fin au monopole et ne permettent-ils pas à de nouveaux participants et à plus de Canadiens de gagner leur vie en pêchant sur la côte Est?

M. Omar Alghabra: Madame la Présidente, permettez-moi de répéter que le gouvernement du Canada a la ferme intention de prendre ses décisions en accord avec les données scientifiques et de gérer les pêches de manière ouverte et transparente. Toute augmentation du total autorisé des captures ne devrait se faire que si elle repose sur un avis scientifique judicieux et confirmé par des pairs.

Avant de changer le total autorisé des captures, le ministre a décidé de faire effectuer des travaux additionnels, et le ministère élabore actuellement un plan en vue de la réalisation de ces travaux. De plus, le ministre a demandé que des discussions ouvertes et transparentes aient lieu très bientôt, avec le concours de toutes les parties concernées par cette pêche. Des réunions se tiendront donc au cours des prochaines semaines.

Le ministre est conscient de l'importante somme de travail consentie par plusieurs groupes pour pouvoir présenter une demande. Cependant, il n'a pas l'intention de prendre d'autres décisions au sujet de cette pêche tant qu'il ne sera pas convaincu de sa viabilité à long terme.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion portant que la Chambre s'ajourne est maintenant réputée adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 17.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 27 janvier 2016

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS		M. Clement.....	479
Maurice Strong		M. Trudeau.....	479
Mme May (Saanich—Gulf Islands).....	475	Postes Canada	
Allan MacDonald		M. Mulcair.....	479
M. Easter.....	475	M. Trudeau.....	480
Parry Sound—Muskoka		Les pensions	
M. Clement.....	475	M. Mulcair.....	480
Marcel Barbeau		M. Trudeau.....	480
Mme Petitpas Taylor.....	476	M. Mulcair.....	480
La Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste		M. Trudeau.....	480
Mme Blaney (North Island—Powell River).....	476	M. Mulcair.....	480
La Journée de l'alphabétisation familiale		M. Trudeau.....	480
M. Boissonnault.....	476	Les affaires étrangères	
L'adoption internationale		M. Bernier.....	480
M. Cooper.....	476	M. Dion.....	480
La fonction publique		M. Bernier.....	480
M. Kang.....	476	M. Dion.....	481
La Journée de l'alphabétisation familiale		M. Allison.....	481
M. Samson.....	476	M. Dion.....	481
Lucie Lauzier		M. Allison.....	481
M. Deltell.....	477	M. Dion.....	481
La santé		M. Kent.....	481
M. Cuzner.....	477	M. Dion.....	481
La santé		M. Kent.....	481
Mme Fry.....	477	M. Dion.....	481
La journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste		Les affaires autochtones	
M. Genuis.....	477	M. Saganash.....	481
Les réfugiés		Mme Bennett.....	481
Mme Gould.....	478	Les nominations gouvernementales	
Les billets de banque		M. Angus.....	481
Mme Malcolmson.....	478	Mme Bennett.....	482
L'économie		L'économie	
Mme Harder.....	478	M. Barlow.....	482
La Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste		M. Carr.....	482
M. Levitt.....	478	Mme Stubbs.....	482
		M. Morneau.....	482
		M. Calkins.....	482
		M. Morneau.....	482
		Mme Block.....	482
		M. Morneau.....	482
		L'assurance-emploi	
		M. Caron.....	483
		Mme Mihychuk.....	483
		Mme Ashton.....	483
		Mme Mihychuk.....	483
		Les affaires étrangères	
		M. Wrzesnewskyj.....	483
		M. Dion.....	483
		La sécurité publique	
		Mme Rempel.....	483
		M. Goodale.....	483
		Mme Rempel.....	483
		M. Goodale.....	483

QUESTIONS ORALES

L'économie			
Mme Ambrose.....	478		
M. Trudeau.....	479		
Mme Ambrose.....	479		
M. Trudeau.....	479		
Les affaires étrangères			
Mme Ambrose.....	479		
M. Trudeau.....	479		
M. Clement.....	479		
M. Trudeau.....	479		

L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Saroya	484
M. McCallum	484
M. Saroya	484
M. McCallum	484
La santé	
Mme Benson	484
Mme Philpott	484
Mme Sansoucy	484
Mme Philpott	484
Les nominations gouvernementales	
M. Warkentin	484
M. MacAulay	484
M. Warkentin	485
M. MacAulay	485
Les ressources naturelles	
M. Nuttall	485
M. Carr	485
La santé	
Mme Nassif	485
Mme Philpott	485
Les anciens combattants	
M. Clarke	485
M. Hehr	485
L'industrie sidérurgique	
M. Duvall	485
M. Fergus	485
L'emploi	
M. Vandal	485
Mme Mihychuk	486
La réforme démocratique	
M. Reid	486
Mme Monsef	486
L'agriculture et l'agroalimentaire	
M. Marcil	486
M. MacAulay	486
Présence à la tribune	
Le Président	486

AFFAIRES COURANTES

L'environnement	
Mme McKenna	486
M. Fast	487
M. Cullen	488
Les délégations interparlementaires	
M. Gourde	490
La Loi sur l'hymne national	
M. Bélanger	490
Projet de loi C-210. Présentation et première lecture	490
Adoption des motions: première lecture et impression du projet de loi	490
Pétitions	
La pauvreté	
Mme Gladu	490
Le Falun Gong	
Mme Gladu	490

Le logement social	
Mme Boutin-Sweet	490
Questions au Feuilleton	
M. Lamoureux	490
Demandes de documents	
M. Lamoureux	490

LE DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
Mme Gill	491
Mme Quach	491
M. Lamoureux	491
M. Waugh	492
M. Anandasangaree	493
Mme Blaney (North Island—Powell River)	493
M. McCauley	493
M. Vaughan	495
Mme Quach	495
Mme Gladu	496
M. Fillmore	496
M. Nater	498
M. Saganash	498
M. Plamondon	498
M. Saini	498
Mme Gladu	500
Mme Benson	500
M. Baylis	500
M. Donnelly	500
M. Bossio	502
Mme Gladu	502
Mme Hardcastle	503
M. Lamoureux	504
Mme Gladu	504
Mme Dhillon	505
M. Saganash	506
Mme Gladu	506
M. Vaughan	507
M. Poissant	507
Mme Blaney (North Island—Powell River)	508
M. Barsalou-Duval	508
M. Breton	509
M. Plamondon	509
M. Drouin	511
M. Johns	511
M. Duclos	512
Mme Hardcastle	512
M. Boissonnault	512
Mme Gladu	513
M. Stetski	514
Adoption de la motion	515
M. LeBlanc	515
Motion	515
Adoption de la motion	515

MOTION D'AJOURNEMENT

Les pêches et les océans	
M. Strahl	515
M. Alghabra	516

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>